

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'Organisation de la famille et le Vote familial

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 2 Juin 1913, à 3 heures

PAR

LOUIS CARPENTIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. LARNAUDE, professeur
Suffragants { MM. WEISS, professeur
CHÉNON, professeur

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1913

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

L'Organisation de la famille

et

le Vote familial

THÈSE POUR LE DOCTORAT

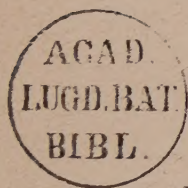
Présentée et soutenue le Lundi 2 Juin 1913, à 3 heures

PAR

LOUIS CARPENTIER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

« L'homme passe
L'œuvre reste ».



Président : M. LARNAUDE, *professeur*

Suffragants { MM. WEISS, *professeur*
CHÉNON, *professeur*

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1913

A MES PARENTS

AVANT-PROPOS

« Dans une société qui croule de toutes parts, ce
« qu'il faut faire tout d'abord, c'est redresser les idées.
« Il faut que des hommes éminents, ayant pour mobiles
« la vertu et le patriotisme, secouant le joug des idées
« dominantes, reviennent à la notion du vrai et se
« dévouent à le propager. Il n'y a pas d'autre règle de
« réforme que de chercher le vrai et de le confesser,
« quoi qu'il arrive. »

Ces paroles sont de F. Le Play.

Faut-il donc — s'autorisant des conseils de cet illustre maître, — pour essayer de *faire le bien*, se singulariser et jouer le rôle du tragique Cassandre ou de l'héroïque Don Quichotte ? Loin de moi, un tel désir.

Ce qu'après bien d'autres, j'entends stigmatiser, c'est l'erreur des principes de 89, ce retour à l'état de nature ;

C'est la maladie du jour : cette béate croyance en la

souveraine raison projetant l'humanité dans la lumière, le bonheur, l'amour et le progrès infini ;

C'est l'individualisme triomphant, en train de désorganiser la famille par la ruine insensible de l'indissolubilité du mariage, de l'autorité maritale et du pouvoir paternel ; en train de tarir la race par ce mal spécial à notre pays : la dépopulation. A l'Individualisme anarchique, inventeur de la sauvage loi du Nombre, source de la domination aveugle de la Foule, créateur de l'Etat Moderne omnipotent et impuissant tout à la fois, point de quartier.

Ecoutez plutôt la magnifique page qu'écrit M. Ch. Benoist dans son ORGANISATION DU SUFFRAGE UNIVERSEL.

« Ah ! vous avez coupé tous les liens ou à peu près
 « tous, qui rattachaient l'Individu à qui que ce soit ou
 « à quoi que ce soit ; vous l'avez isolé de tous les autres
 « et de tout le reste ; vous l'avez exalté, élevé à la su-
 « prême puissance ; vous avez mis en lui tous les pou-
 « voirs quand déjà il avait toutes les convoitises ; vous
 « n'avez pas voulu autour de lui la moindre résistance,
 « ni le moindre contrepoids au-dessous de lui ! Après
 « avoir « abstrait » la souveraineté, vous avez en quelque
 « manière « abstrait » l'Individu lui-même ; puis vous
 « l'avez lâché à travers la Société, dans son égoïsme
 « impatient, débridant d'un seul coup dix millions
 « d'égoïsmes pareils et semant dix millions de germes
 « d'anarchie ! » Et l'auteur complète ainsi sa pensée :
 « Notre suffrage direct aboutit à une mystification ;

« le peuple en qui résident — on le lui chante sur tous les tons — la force et le droit, la « souveraineté », « n'est, dans le fait, qu'un fantoche aux mains de quelques-uns. »

Serait-ce la faillite de notre démocratie individualiste ? Je ne suis pas le seul à le croire. M. Canevas del Castillo ne qualifiait-il pas cette démocratie de « délire ridicule » qui, scientifiquement et pratiquement, sera bien vite condamné.

Tels sont mes griefs.

En face de l'individualisme démasqué, je veux proclamer que la famille est aussi nécessaire à la Société que la cellule l'est à l'individu ;

Je voudrais montrer que les prérogatives individuelles qu'élargit sans cesse le législateur au dépens de la famille, préjudicient à la nation. « Si l'Etat détruit la « famille, affirmait de Bonald, la famille se venge et « ruine l'Etat » ;

Je voudrais répondre aux calomnies de certains penseurs, politiques ou autres, pour qui l'iniquité de la société actuelle réside dans ce mot : la famille, cette *idole de l'ancien monde* ; et leur opposer l'immuable vérité de Le Play : « Tant vaut la famille, tant vaut la société. »

Mais comment réhabiliter cette malheureuse déchuë, la famille ?

Question de mœurs ! m'opposera-t-on. Affaire d'éducation et de temps, répondrai-je. La loi, d'autre part, et notamment la loi politique, d'influence si grande sur notre tempérament, peut aider efficacement à renouer chez nous le sentiment familial.

M. de Foville attachait à cette idée une importance particulière. Il avait même soumis, à la Commission de dépopulation, la proposition suivante — qui ne fut pas discutée, faute de temps — : « Les lois électorales
« pourraient et devraient faire une différence entre le
« citoyen qui représente tout un groupe, toute une fa-
« mille, tout un avenir et celui qui, vivant seul, ne re-
« présente que lui-même. »

Est-ce à dire que le père de famille, représentant l'élément organique social, doive jouir seul du droit politique ? La logique et le bon sens le commanderaient. Les Anciens se sont, d'ailleurs, conformés à cette règle. En ce siècle acquis aux préjugés, où l'erreur trop souvent triomphe au nom de la science, semblable proposition risquerait fort de soulever les rires. Nous ne désarmons pas, toutefois ; et, puisque nous sommes en saison de réforme électorale, nous insisterons pour que l'on fonde le droit sur les réalités positives en attribuant au père de famille un suffrage supplémentaire.

Il y a, dans le **Vote Familial**, une idée à creuser et à poursuivre. Nous la défendrons de notre mieux.

Nous aurons alors la satisfaction d'avoir contribué, pour notre faible part, à restaurer dans l'esprit des

hommes la plus sainte des institutions humaines : *la Famille*.

En écrivant ces dernières lignes, je me remémore les fortes leçons de l'éminent et regretté Em. Cheysson, de cet apôtre qui avait pour morale que chacun dépensât son labeur en faveur d'une cause juste.

Dans l'étroite communion de pensée qui l'unissait à ses élèves, il nous demandait, à nous, ses « futures autorités sociales » comme il nous appelait, de ne pas méconnaître ce que beaucoup négligeaient, ce « devoir social » dont le sentiment imprégnait son âme.

C'est à ce « devoir social » que nous sacrifions nos efforts et notre travail.

INTRODUCTION

Dans les deux premiers chapitres de cet ouvrage, je vais — me plaçant sur le terrain épineux des doctrines — reprendre la conception philosophique et naturelle de Rousseau qui a engendré notre société politique. J'en ferai ressortir l'inanité ou l'illogisme ; et prouverai, qu'en *droit social* et devant l'histoire, c'est encore la vieille notion de la famille qui domine les contingences humaines. Je m'élèverai donc, à mon grand regret, contre le courant des opinions reçues à ce jour. Bien plus, je montrerai que nous marchons à l'envers de notre vie nationale, la tête en bas ; et que, sous peine de périr, il nous faudra retrouver notre équilibre et revenir aux sages principes, aux saines traditions.

Cette exécution faite des faux dogmes modernes, il semblerait qu'ayant mis le doigt sur la plaie, mon but soit atteint. Hélas ! non... La Politique n'est elle pas « la science de la vie des hommes en société et des sociétés humaines » ?... Aussi, afin de parfaire ma tâche,

devrai-je quitter le domaine des théories pour rejoindre au plus tôt les mortels, prendre les hommes tels qu'ils sont ou seront en les améliorant. Je me demanderai alors si le mal est incurable, et sous quelles conditions pourrait s'opérer la renaissance de l'esprit de famille submergé par l'esprit démocratique. Elargissant le cadre de nos idées, nous verrons s'il est possible de donner une nouvelle vie à notre organisme social, gangrené par plus de cent ans d'égoïsme, de matérialisme et d'incrédulité. Nous tiendrons la réforme politique qu'on nous propose, la **Proportionnelle**, comme un palliatif qu'une mesure plus radicale, intéressant la nature même du suffrage, devra compléter. Ce sera le **Vote Familial**, en l'efficacité duquel nous croyons ; et qui, au pis aller, rendra tout de même un peu de sa dignité à la famille, puisqu'il mettra le père de famille qui n'est plus rien, à égalité avec l'individu qui est tout. Tel sera l'objet des chapitres III et IV.

Un dernier chapitre enfin sera consacré à l'étude critique et expérimentale du vote familial, et détaillera le projet d'application que nous en avons conçu.

Toutes considérations qui nous mèneront à cette conclusion : Faute de vouloir envisager la gravité du mal qui le ronge, le pays marche à sa perte.

LA CELLULE SOCIALE

Individu ou Famille.

« Le Moi est haïssable »

(PASCAL).

Notre thèse peut se résumer en une question : QUELLE EST L'UNITÉ SOCIALE ?

Quatre réponses sont à prévoir :

L'unité sociale, pour quelques-uns, serait la **Société** elle-même. Je ne m'attarde pas à cette hypothèse quasi abandonnée. Observons que la Société, phénomène complexe, n'est qu'une juxtaposition d'éléments simples, individus ou famille ; en sorte qu'il faut rechercher l'embryon social dans l'un de ces éléments.

Pour M. Durkheim (1), l'unité sociale se trouve dans

(1) M. Durkheim s'exprime ainsi :

« Par société simple, il faut entendre toute société qui n'en renferme pas d'autres, plus simples qu'elle ; qui non seulement est actuellement réduite à un segment unique, mais encore qui ne présente aucune trace d'une segmentation antérieure. La **horde** répond exactement à cette définition. C'est un agrégat

l'agrégat amorphe et inorganisé qu'il dénomme la **Horde**. Elle consiste en la réunion de personnes issues d'un ancêtre commun, et pourrait encore s'appeler le « clan ». Mais l'agrégat le plus ancien qui a engendré la cité, est-ce bien ce prétendu système de relations sexuelles promiscuitiques, et non pas la famille ? La horde « normale », *constituée en fait par un groupement de familles*, ne fournit pas non plus, à notre sens, l'élément primitif des sociétés, même les plus inférieures.

Passons,... pour nous arrêter aux deux autres solutions. L'unité sociale réside dans l'**Individu**, c'est l'opinion du siècle. L'unité sociale s'incarne dans la **Famille**, c'est celle que nous soutiendrons.

« social qui ne comprend et n'a jamais compris dans son sein « aucun autre agrégat plus élémentaire, mais qui se résout immédiatement en individus. Ceux-ci ne forment pas, à l'intérieur du groupe total, des groupes spéciaux et différents du « précédent ; ils sont juxtaposés atomiquement. On conçoit qu'il « ne puisse pas y avoir de société plus simple ; c'est le proto-« plasmе du règne social. » (*Les Règles de la Méthode sociologique*, p. 102). — Voir encore la définition un peu ténébreuse, que donne M. Durkheim, de sa **horde** : *Division du travail social*, p. 189.

CHAPITRE PREMIER

Théorie individualiste de l'Homme Citoyen.

§ 1

EXPOSÉ DE LA DOCTRINE

I

J.-J. ROUSSEAU ET LE CONTRAT SOCIAL

M. F. Buisson déclarait, un jour, à la Chambre : « Le devoir de la Révolution est d'émanciper l'individu, « la personne humaine, cellule élémentaire, organique « de la société. »

La doctrine de J.-J. Rousseau, l'œuvre de la Révolution, les principes individualistes sont renfermés dans ces mots.

Comment le CONTRAT SOCIAL débrouille-t-il la triple conception de l'Homme, de la Société et du Gouvernement ?

« Considérez l'homme à l'état de nature, nous dit « Rousseau (1), l'homme dans sa bonté naturelle c'est « le nouveau modèle. Tous les individus naissent également portés vers le bien, c'est-à-dire vers les idées « et les actes qui conduisent les hommes au bonheur » ...Après lui, ses disciples, les Mirabeau se sont écriés : Place aux droits de la nature et aux principes de la raison ! »

L'état de nature où l'homme n'est libre qu'à la faveur des lois naturelles, dictées par la raison, et qui commandent à tous, se présente ainsi comme le postulat nécessaire de cette théorie philosophique. *A priori*, se trouve admise « l'indépendance absolue de l'individu, réglée seulement dans sa responsabilité morale par le droit naturel (2).

Avec Rousseau apparaît l'Homme-Souverain, essence du droit, pivot autour duquel gravite la machine mondiale. La nature et la fin même de la Société et de l'Etat sont fonctions de l'Individu, devenu le « pourquoi » de l'organisme social. Conception que Ferneuil condense parfaitement en cette brève formule : « L'individu, centre unique et fin exclusive de la société ; « la société, simple collection d'individus, simple mise « en rapport des libertés individuelles ; l'Etat,

(1) Du *Contrat social*, lire les chap. I, II et VI du Livre I.

(2) A. Esmein, *Eléments de droit constitutionnel français et comparé*, p. 442.

« simple garant et exécuteur du contrat social (1). »

Mais par quel miracle l'homme abstrait de l'état de nature s'est-il métamorphosé en homme sociable de fait ? Sur quelle base s'est établie cette relation entre l'individu et la société, qui s'appelle l'ordre social ? Comment toutes ces libertés, toutes ces volontés, toutes ces souverainetés, en s'entre-choquant, feront-elles le gouvernement ? Comment, en un mot, la société pourra-t-elle devenir un organisme vivant ?

Demandons-en l'explication au citoyen de Genève. Pour lui, « l'ordre social est un droit sacré qui sert de « base à tous les autres ; cependant ce droit ne vient « point de la nature, il est fondé sur des conventions » (2), sur un *contrat social*, second principe de son dogme. Et de ce contrat social est née la souveraineté nationale supérieure aux volontés individuelles.

Une double notion caractérise donc cette argumentation. D'une part, l'individu isolé autour de qui évolue un système social, en vertu duquel tout est fait d'abord pour l'individu et uniquement pour cet individu. De l'autre, une poussière d'individus placée sous la férule et la toute puissance de l'Etat, avec le droit de tout faire tant que l'Etat n'intervient pas. Au despotisme d'un seul, Rousseau a substitué cet autre despotisme, non moins dangereux, qu'est celui de la masse.

(1) Th. Ferneuil, *Les principes de 1789 et la Science sociale*, p. 77.

(2) J.-J. Rousseau, *Du Contrat social*, Livre I, ch. 1.

Telles sont, synthétisées, les idées contenues dans ce traité du « droit politique ».

II

LA DÉCLARATION DES DROITS

Les rêveries du cerveau malade qu'était Rousseau, exercèrent une influence énorme sur les événements de 89. Elles trouvèrent leur adaptation politique, leur consécration légale dans la DÉCLARATION DES DROITS, — ce *Credo* de la Constituante et de la Convention, — dans les immortels principes de Liberté, d'Egalité et de Fraternité, irrévérencieusement appelés « le chandelier à « trois branches du saint des saints républicains » (1). Apothéose solennelle de cette jeune religion naturelle et positive : l'Individu, Dieu de la Société moderne.

Naïvement, les hommes de la Révolution se sont mis en tête qu'hier rien ne pouvait exister de ce qui est aujourd'hui, et qu'aujourd'hui rien ne doit plus exister de ce qui était hier. Comme si le monde prenait seulement conscience de lui-même, ils ont prétendu remanier l'édifice social de fond en comble, ou mieux le démolir, pour en construire un autre de toutes pièces suivant les grands principes. Sur la base fragile de l'homme de

(1) Ch. Benoist, *Sophismes politiques*, p. 74.

roman inventé par Rousseau, allait s'élever la cité nouvelle qui ne reposa jamais que sur le sable mouvant de leur imagination... *Urbi et orbi*, il fut décrété qu'à l'avenir, les hommes naîtraient avec des droits égaux, dont l'ensemble constituerait le Souverain. Toute une ribambelle de « droits naturels et imprescriptibles », servirent d'états à la nouvelle société ; et l'insurrection devint le plus indispensable des devoirs contre quiconque oserait porter atteinte à ces droits. On invitait même celui qui se croyait lésé dans ses droits à recourir au suprême argument : la révolte. C'était le triomphe de l'anarchie ; « le manuel civique dégénérait en catéchisme de la « rébellion (1) ».

Au nom d'une abstraction, le Droit, au profit d'une autre abstraction, l'Homme, on aboutissait, fondant la loi sur le désordre, à l'absurde ; si bien qu'on a pu dire de la Déclaration « qu'elle contenait une proposition destructive de tout gouvernement. » Voilà l'œuvre maîtresse de nos « ancêtres », inspirée d'une vaine théorie.

Plus avisée, la Déclaration des droits et devoirs de 1795, estimant sans doute qu'un beau désordre de la raison n'est pas toujours un effet de l'art, délaissa les « droits naturels et imprescriptibles de l'homme » pour ne parler que des « droits de l'homme en *Société* ». N'aurait-on pas dû commencer par là ?

(1) Ch. Benoist, *Op. cit.*, p. 76.

Faisons toutefois remarquer, pour éclairer notre jugement, que la Déclaration des droits ne doit pas se séparer de l'époque où elle fut proclamée. « Il faut l'accepter moins comme une œuvre d'avenir que comme un défi jeté au passé ; moins comme une constitution que comme une protestation ; moins comme un monument législatif que comme un cri de guerre (1). »

III

L'INDIVIDUALISME

Ce cri de guerre ne resta pas sans écho.

En cette fin de XVIII^e siècle où l'individualisme politique supplantait le droit divin des rois, la science économique ne pouvait, de son côté, demeurer étrangère à cette levée générale de boucliers. Dès lors, Physiocrates et représentants de l'Ecole Libérale — ceux-ci, tout spécialement — s'empressèrent de confesser, dans leurs œuvres, le dogme individualiste. Il s'affirme, avec éclat, dans la doctrine d'A. Smith, que compléta J.-B. Say, et que reprirent à leur compte Malthus, Ricardo, St. Mill, Rossi, Bastiat, etc...

(1) Note du traducteur de Bentham. Citée par Ch. Benoist, *op. cit.*, p. 75.

Pour ces derniers économistes, il existe un ordre naturel et essentiel des sociétés humaines, — en vain, l'homme essaie-t-il de violenter la nature ; l'ordre économique établi est le produit spontané de la liberté ; et la liberté de l'individu est la condition de tout. De même que Jean-Jacques, ils considèrent « l'individu, « dans sa liberté, comme étant l'agent le plus sûr, non « pas simplement de son propre bonheur, mais aussi « du progrès de la Société tout entière (1) » ; bref, ils font de lui leur principe social.

Dans ces conditions, n'est-on pas autorisé à voir dans l'individualisme économique, l'aboutissant normal des idées philosophiques de l'époque ; et à conclure que la doctrine libérale découle de celle de Rousseau ?

La psychologie de l'individualisme permet de constater que le moteur dominant des activités individuelles débordantes est l'intérêt personnel. Subordonner le bien des autres à son bien propre, vivre pour soi-même, pratiquer le *struggle for life*, devient toute l'ambition de l'esprit individualiste. Esclave des « intérêts pratiques immédiats », toutes ses aspirations se mesurent à cette criminelle devise : *Ubi bene, ibi patria* ! Là où l'on jouit, là est la patrie ! Au cours du siècle, H. Spencer (2) se signala en développant ces théories, plus effrénées

(1) M. Deschamps, *Doctrines économiques*. A son cours 1908-09.

(2) Spencer a écrit : « Tandis que la société avait jadis à faire à l'individu et à l'adapter à ses desseins, c'est maintenant

encore chez Nietzsche, lequel en arriva à créer une véritable éthique individualiste qui enfanta le « sur-homme ».

L'erreur révolutionnaire rencontra, néanmoins, de sérieux adversaires dans l'école conservatrice avec Stein, J. de Maistre, de Bonald, etc... F. Le Play, notamment, s'efforça de démontrer que la liberté de l'individu, entaché du péché originel, ne suffisait pas à tout ; que l'application du Décalogue était la condition de prospérité sociale et que la richesse n'était pas une fin. Au culte de l'individu il opposa celui, non moins noble, de la famille. Louables efforts qui, malheureusement, n'empêchèrent pas les idées de faire leur chemin et de tirer de la doctrine individualiste les plus extrêmes déductions qu'elle renfermait.

« La production de la richesse est le bonheur des hommes », avait prêché J.-B. Say. D'accord, a depuis ajouté K. Marx, mais à qui est allé l'accroissement de richesse, est-ce aux masses ? Non. Et puisque la richesse, la jouissance plutôt, est le but suprême de l'individu, le soi-disant bonheur des ouvriers n'est qu'une fantasmagorie. A nous donc, travailleurs, de préparer notre propre bonheur par l'appropriation collective des moyens de production.

Le socialisme, le socialisme scientifique est bien le produit logique de l'école libérale.

« à l'individu à façonner la société et à l'adapter au but qu'il « poursuit ». *Justice*, p. 298.

Avec l'individualisme a grandi la démocratie. Les humbles, délaissant les vérités de l'au-delà, se sont précipités à la recherche du bonheur immédiat. Comme l'a écrit M. Jaurès, « ils ont désappris la vieille chanson qui « berçait autrefois leurs peines ». Armées du vote, du droit syndical, de la coalition, les foules intimident le pouvoir et font sommation au Parlement de légiférer pour elles : les lois, dites sociales, forment déjà une végétation touffue et luxuriante...

Coincidence curieuse : à l'amélioration matérielle de l'existence correspond un plus grand nombre de plaintes contre la société. La misère, en se faisant plus rare, choque davantage. Le mécontentement s'élève bruyamment de partout ; chacun se plaint de sa position. Les doléances prennent un caractère politique qu'elles n'avaient pas jadis, et le ton des récriminations devient de jour en jour plus amer, plus violent.

De ce tumultueux concert, se détache la grande clameur des travailleurs. Ils se tournent vers l'Etat, lui orientent leurs revendications et leurs droits. L'ouvrier ne doit plus épargner ; la société, lorsqu'il devient vieux, a le devoir de le mettre à l'abri de la misère. Une conception inconnue des droits de l'individu et des devoirs de la société se précise. C'est la théorie de l'*interdépendance*, c'est la doctrine de la dette sociale sous le couvert de l'Etat, sorte de réminiscence du second terme du Contrat Social.

Une vague de solidarisme alors, a soufflé sur le monde

du travail. Elle s'est cabrée, puis enflée de nouveau sous l'effet de l'écrasante concurrence, grossie de tous les appétits égoïstes non satisfaits, de toutes les individualités apeurées incapables d'énergie. Jamais l'association n'a été plus à la mode que par ces temps de frénétique individualisme.

Premier asile de l'individualisme désemparé, révolté contre lui-même, l'association moderne a contribué, par la suite, à grouper les forces coalisées contre une société qui s'en va. Attisant les haines, aggravant la guerre de classes, lentement s'élève, de l'autre côté, la « barricade ». Frêle digue, édifiée dans la crainte, souvent par la force, qu'emportera tôt ou tard la puissance du nombre et de l'organisation ouvrière.

A son insu, l'individualisme a préparé la révolution sociale dont les armées s'organisent, la révolution sociale déjà prête à marcher, qui menace de ruine toutes les Sociétés modernes, et nous conduira au cosmopolitisme humanitaire.

§ 2

CRITIQUE ET RÉFUTATION

Reprenons un à un, chacun des trois points du paragraphe précédent.

I

Au sujet des panégyristes des doctrines de Rousseau et des vertus de l'humanité à l'état de démocratie naturelle, Summer-Maine écrivait : « On y recueille la « preuve très désagréable que la fleur intellectuelle « d'une nation cultivée peut se trouver réduite, à force « d'admiration fanatique pour une théorie politique et « sociale, à l'état de parfaite imbécillité (1). »

(1) Summer-Maine, *Essais sur le gouvernement populaire*, p. 112.

De nos jours, cette admiration « fanatique » n'a pas diminué. Le 30 juin 1912, sur l'initiative du Gouvernement, le bicentenaire de la naissance de J.-J. Rousseau a été célébré en grand apparat au Panthéon. Des joutes oratoires sur l'œuvre de Rousseau ont marqué, au Parlement, le vote des crédits de cette fête. Notons, en particulier, les discours de MM. Maurice Barrès et Massabuau à la Chambre des députés, et de MM. de Las Cases et de Lamarzelle au Sénat.

L'appréciation est rude, mais n'est-il pas vrai que, parfois, le parti pris dominant, « la raison en arrive à exclure la raison » ? Que faut-il donc penser de ce mystérieux et incroyable pouvoir d'attraction qu'exercent sur notre nation, sur nos sociologues les plus éminents, les doctrines dangereuses de l'individualisme ?

« Jamais, a dit Le Play, de Rousseau, on n'a plus naïvement ravalé l'homme au niveau de la brute. » Toutes ses données vous déconcertent, en effet !

La *négation du vice originel* rend l'homme plus inconcevable sans ce mystère, que ce mystère est inconcevable à l'homme lui-même. C'est, note Le Play, « la « méconnaissance absolue d'un trait permanent de la « nature humaine (1) ».

Au concept de l'*état de nature*, adressons le même reproche. Rousseau, dans son utopie, en prétendant ramener l'homme à la nature, ne s'est pas rendu compte que l'homme n'est homme, qu'autant qu'il se distingue se sépare et s'excepte de la nature.

« Il serait temps, exposait avec une implacable logique Brunetière, de comprendre que retourner à la « nature, ce serait retourner à l'animalité. En voyez-vous la nécessité ? c'est-à-dire ne trouvez-vous pas « qu'il y ait encore assez dans nos veines du sang de

(1) Guizot écrit dans ses *Mémoires* : « La confiance dans la « bonté naturelle de l'homme fut, à cette époque, une des « lonnes de l'orgueil humain » (Introduction).

« ce gorille dont on veut que nous soyons descendus ?
« Mais heureusement que tout en nous s'y oppose et
« nous l'interdit... Bien loin de les relâcher, resserrer
« au contraire les liens du mariage et de la famille,
« sans lesquels il n'est pas plus possible à la Société
« de vivre qu'à la vie même de s'organiser sans la cel-
« lule, voilà ce qui est humain, et il n'y a rien de moins
« naturel. Sans essayer de détruire les passions, leur
« apprendre à se modérer et au besoin les y obliger,
« voilà ce qui est humain ; et il n'y a rien de moins na-
« turel. Et sur les ruines enfin du culte superstitieux
« et lâche de la force, établir, si nous le pouvons, la
« souveraineté de la justice, voilà ce qui est humain ;
« — et plus que jamais, voilà ce qui n'est pas naturel (1)».

Quant au nouvel apanage de l'homme, ce *droit naturel*, savons-nous ce qu'il est ou peut-être ? Tout au plus, peut-on le tenir comme une simple notion métaphysique, abstraite et non encore définie, assimilable à l'idée de Dieu que nous percevons seulement par la conscience.

L'erreur primordiale des Rousseau, des Kant, a été de fonder le droit sur la valeur absolue de la personne humaine, de considérer le droit comme antérieur à l'action sociale. En vérité, « il n'y a pas de droit idéal
« supérieur et antérieur au fait ; il n'y a rien dans le
« droit (j'envisage surtout la politique) qui ne soit au-

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} juillet 1889, p. 220.

« paravant dans le fait (1) », « Tous les pouvoirs, avant de « devenir des droits, commencent par être des faits », disait J. de Maistre (2). Par conséquent, ne seront dénommés droits naturels que ceux qui procèdent de faits naturels.

Quel est, à présent, le fait naturel supérieur. Est-ce l'homme ? Mais, qu'est-ce que l'Homme ? Une impossibilité sociale, cet être impalpable, qui, s'il était le fait naturel, cesserait de nous engendrer. « J'ai vu des « hommes, ajoutait le philosophe savoisien, l'homme, « je ne l'ai rencontré nulle part. » Il n'y a pas de doute, en faisant surgir du néant cet homme imaginaire, auréolé de droits naturels, Rousseau, ainsi que les promoteurs de la Révolution, ont été victimes de la plus merveilleuse illusion d'optique.

De même que l'homme à l'état de nature est une abstraction et n'existe pas ; de même il n'y a point de droits individuels naturels. Je ne connais, en sociologie, qu'une entité naturelle : la famille, unique principe de conservation et de progrès de la société. Seule, la famille exprime tout à la fois l'individualité et la vie sociale ; seule, la famille est le fait naturel social capable de droit naturel.

(1) Ch. Benoist, *Sophismes politiques*, p. 82.

Ferneuil a nettement posé la question en ces termes :

« Le droit est-il un principe abstrait, emprunté au domaine de la « raison pure, ou une réalité concrète dérivant des conditions « mêmes de la vie sociale ? A-t-il un fondement métaphysique, « transcendant, ou se déduit-il simplement des phénomènes et « des lois psychologiques de la nature humaine ? » *Op. cit.*, p. 106.

(2) J. de Maistre, *Essai sur le principe générateur des constitutions politiques*.

La thèse individualiste pêche donc par la base. Elle a simplement négligée la solution de continuité qui sépare l'Homme, élément individuel, de l'Homme, élément social ; l'Homme de la Nature de l'Homme de la Société.

Ah ! oui, l'individu est toute liberté, tout droit... pourvu qu'il vive seul ! Jetez-le en société, du même coup le contact de ses semblables lui impose la limitation, exige la coordination de ses droits. Car les lois de la vie sociale ne se bornent pas à enregistrer des droits inertes, elles les animent, les adaptent aux actions communes, et déterminent vraiment leur caractère positif.

Etant donné cette conception du droit, vainement nous chercherions à nous faire une idée du *contrat social* (1), de cet « organisme contractuel » qu'a essayé d'expliquer M. A. Fouillée. L'homme est né pour la société, et la société est un corps vivant, indépendant de ses unités constitutives. L'Etat, de son côté, est un tout organique ayant une fonction spéciale définie par la vie et la volonté de l'ensemble. Or, cette notion de l'Etat a été profondément altérée par Rousseau. Le caractère conventionnel qu'il lui attribue permet, ou de le réduire à un minimum d'action, ou de consacrer son omnipotence, et justifie les révolutions continuelles dans sa

(1) Il est bon de lire le *Cinquième avertissement aux protestants* où Bossuet réfute, par avance, le *Contrat social* et l'erreur démocratique (Bossuet, *Histoire des variations des Eglises protestantes*).

structure organique. Si, au contraire, nous lui restituons son aspect traditionnel, il symbolise les mœurs et les coutumes d'une race et représente les destinées de la patrie.

Au demeurant, qu'il s'agisse de contrat social ou de contrat politique, de par leur nature et l'étendue de leurs obligations, du fait qu'ils dépassent les individualités et s'imposent aux générations, l'un et l'autre sortent du domaine de la convention. Disons mieux, « le contrat « politique n'a pas plus d'existence réelle que le contrat social (1) ».

II

Ce large tribut payé à l'esprit métaphysique, nous révèle « combien était profonde l'ignorance des auteurs de la Déclaration dans les lois qui président à l'évolution morale de l'humanité (2) ». Quelle garantie de sûreté apporte, en effet, leur pompeuse proclamation aux libertés qu'elle dispense si généreusement ? « Des mots « et des mots vides de sens, déclare Bentham, ou d'un « sens tellement faux qu'ils ne résistent pas à l'analyse, « voilà la matière première de ce fameux manifeste. « Attachez-vous à la lettre, vous n'y trouverez que des

(1) Ferneuil, *op. cit.*, p. 91.

(2) Ferneuil, *Id.*, p. 22.

« erreurs ; voyez au-delà de la lettre, vous n'y trouverez « rien... C'est un sophisme anarchique ! (1) »

Le Play, dans une analyse très serrée (2) en distinguait ce qu'il appelait les « trois faux dogmes » : la liberté systématique, l'égalité providentielle, et le droit de révolte. Puis il en tirait les conséquences suivantes : ignorance de la distinction qu'il faut établir entre les principes permanents et les coutumes variables ; mépris conçu pour toutes les formes de l'autorité ; substitution de l'esprit de violence, dans le gouvernement de la Société, à l'esprit de paix ; enfin, perte de « l'esprit national ».

Le grand principe de la Liberté fut, peut-on dire, la pierre de touche des novateurs. Kant, le célèbre philosophe, les dépassa même : « Il n'existe, a-t-il écrit, qu'un « seul droit inné, la liberté » (3). Cependant, de quelle épithète qualifier ce droit que saluèrent, en moins de deux ans, plusieurs milliers de têtes ? (4). « Oh !

(1) Bentham, *Examen critique des Déclarations des Droits promulguées pendant la Révolution française*.

(2) Le Play, *La Constitution essentielle de l'Humanité*, § 6, p. 215 à 219.

(3) Kant, *Eléments métaphysiques de la Doctrine du Droit*.

(4) De l'aveu même de M. Aulard, il y eut, rien qu'à Paris, « en treize mois, environ 1.220 condamnations à mort prononcées par le Tribunal révolutionnaire, et après le 22 prairial « an II, en quarante-neuf jours, il y en eut environ 1376 ». « En somme, ajoute M. Aulard, ce fut une boucherie de coupables « et d'innocents, digne de l'ancien régime, digne de l'inquisition... On voit qu'il n'existait plus, quand le gouvernement

« Liberté, que de crimes on commet en ton nom », et n'as-tu jamais été plus liberticide qu'en cette époque de liberté quand même !

Par ailleurs, quoi de plus restreint, dans ses manifestations extérieures, que ce prétendu droit naturel, la liberté de l'homme. Limitée dans le domaine social, par la liberté d'autrui ; dans le domaine physique, par la nature de l'homme et des choses ; limitée au point de vue civil et politique, dans les lois et dans l'Etat (1), il faut singulièrement circonscrire l'idée que nous pouvons nous en faire.

La Révolution n'a pas prévu le conflit inévitable des droits de l'Individu avec ceux de l'Etat, de la liberté avec l'autorité. Un gouvernement qui aurait pour fondement l'absolue liberté de l'individu, abdiquerait, par cela même, tout pouvoir. Il n'y a qu'un point de vue pour envisager la liberté, et les autres droits individuels, le point de vue social. Qu'un raisonnement, dont on ne peut sortir : la liberté, s'étant imposée au monde moderne, est devenue le droit selon la vie nationale... et rien de plus.

Tous les hommes naissent égaux, posent en axiome

« révolutionnaire fut à son apogée, aucune liberté. » *Histoire politique de la Révolution française*, p. 363-6.

(1) « Tous les gouvernements sont établis aux dépens de la « liberté !... La liberté est le rapport des besoins de la vie individuelle aux nécessités de la vie nationale », dit M. Ch. Benoist dans ses *Sophismes Politiques*, p. 103.

les niveleurs du XVIII^e siècle, d'où égalité de droit naturel entre les hommes.

Mais que m'importe cette égalité qui n'existait, dès mon apparition sur cette planète, entre mes semblables et moi, ni physiquement, ni moralement, ni socialement. L'inégalité de valeur entre les hommes est bien plutôt le fait naturel, et puisque l'inégalité est le fait, l'égalité ne saurait être le droit (1).

Si elle était même possible, l'égalité entraînerait la stagnation immédiate de la société. N'est-ce pas l'inégalité des conditions, des aptitudes et des fortunes qui constitue le meilleur facteur de l'initiative, de la concurrence, et qui, en définitive, assure le progrès social ?

Louis Blanc en jugeait ainsi : « La Société ne saurait « vivre que par l'inégalité des aptitudes et la diversité « des fonctions (2). »

Qu'a donné toute cette accumulation de principes, de droits, de Déclarations et de Constitutions ? Laissons Ferneuil nous répondre, avec son impartialité habituelle :

« En 1789, la Révolution s'était accomplie au nom « des droits absolus et imprescriptibles de la liberté, de « l'égalité, de la sûreté, de la propriété individuelle. —

(1) Darwin, dans la biologie, et Spencer, dans la sociologie, sont arrivés aux mêmes conclusions impliquant l'inégalité naturelle des individus, des races et des sociétés.

(2) Louis Blanc, *Révolutions historiques*, T. I, p. 67.

« Quatre ans après, en 1793, la Constitution de 1791
 « avait abouti au régime de la Terreur, qui consacrait
 « la liberté par les proscriptions de classes entières de
 « la nation ; la légalité, par la loi des suspects ; la sûreté,
 « par les massacres de Septembre et la permanence de
 « l'échafaud sur les places publiques ; la propriété, par
 « la confiscation des biens appartenant aux particu-
 « culiers ou aux Corporations, et la vente des biens
 « nationaux (1). »

La morale à tirer de ceci c'est qu'on ne sacrifie pas impunément aux généralités vagues, l'expérience et les réalités pratiques ; c'est qu'on poursuit une chimère lorsque l'on prétend changer, du jour au lendemain, l'âme d'une nation sur la seule vertu de théories abstraites ; c'est qu' « un peuple reste, quoiqu'il veuille, « l'esclave de ses traditions et de son tempérament « national (2) ».

On n'opère pas de miracle politique en un tour de main. Des lieues séparent le théoricien à la mode de Rousseau de l'homme d'Etat qui assume les responsabilités du pouvoir. La philosophie sociale est une chose, et la politique réaliste une autre chose. Pour avoir méconnu cette vérité, nos « pères » sont tombés dans le fossé qui sépare la science de l'art politique.

(1) Ferneuil, *op. cit.*, p. 56.

(2) Ferneuil, *op. cit.*, p. 57.

III

Ne nous y trompons pas, nous vivons aujourd'hui sous le règne de l'individualisme. « Que chacun ne songe qu'à soi et tout le monde sera heureux », voilà la déplorable règle de conduite de la plupart des Français.

Le libéralisme individualiste est donc bien la maladie du siècle ; et ses innombrables victimes se retrouveront à ce portrait qu'a tracé Brunetière :

« Les individualistes, ce sont tous ceux qui tirent de
« ce qu'ils appellent, eux, leur conscience, et de ce que
« j'appelle, moi, leur orgueil, l'insolente prétention de
« ne relever en tout que d'eux-mêmes et d'eux seuls ;
« ce sont ceux qui, de leur autorité privée, s'érigent
« publiquement en juges souverains des pensées et des
« actions des autres ; ce sont ceux qui ne voient dans
« l'Etat, dans la patrie, dans la société, que les servi-
« teurs de leurs vanités ou les instruments de leur am-
« bition ; ce sont ceux qui se considèrent eux-mêmes
« comme un monde, ou, si vous aimez mieux, comme le
« centre du monde... (1) »

Et « ce que les individualistes sont en train de dé-
« truire, ajoutait-il, ce n'est pas seulement tout ce qu'il
« y a de moral et presque de religieux dans l'idée de

(1) Ferd. Brunetière, *Discours de combat. Les ennemis de l'âme française*, p. 202 et suivantes.

« patrie, c'est aussi la société même » ; c'en est le support, dans la famille attaquée de toutes parts ; c'en est le lien, dans l'ancienne solidarité brisée par l'égoïsme de chacun. Solidarité et union dans l'indépendance, telle était autrefois la devise de notre pays ; indépendance et isolement jusque sous les apparences de la solidarité, telle est celle qui prévaut à présent.

L'exposé que j'ai fait des conquêtes alarmantes de l'individualisme outrancier qui nous dévore, encore qu'il procède sous le masque d'un solidarisme démarqué, nous a donné un aperçu très symptomatique de ses désastreux résultats. Si notre vieille machine paraît détraquée, c'est que son ressort s'est détendu, c'est que l'ensemble de la nation supplie qu'on ne la secoue pas de son apathie et qu'on la laisse tranquillement jouir en paix, c'est que « l'idéal de la France qui était « jadis dans le chevalier, se trouve à présent dans le « fonctionnaire et le retraité ». Boutade, marquée au coin du bon sens, de M. Fonsegrive qui explique parfaitement le sentiment de veulerie qui a envahi la conscience populaire.

Pour notre part, rejetons ce romantisme politique débilitant, cette exaltation de l'individu à l'aide du libéralisme : frappant exemple de la « piperie des mots », dont parle Montaigne ! Remplaçons l'intérêt privé ou personnel, unique mobile de l'homme, par « l'intérêt personnel collectif » selon l'expression de M. Deschamps, ou mieux l'intérêt familial.

Restituons à la famille son rang social, en subordonnant les droits individuels aux droits familiaux. Celle qui est, dans son individualité, le véritable embryon de la cité, nous rendra au centuple, en vigueur et en vie nationales — soyons-en certains — la confiance que nous aurons mise en elle.

§ 3

NATURE DU DROIT DE SUFFRAGE POLITIQUE

Je ne m'attarderai guère à cette question de droit qui a été traitée, en d'autres ouvrages, aussi complètement que possible.

Deux théories bien déterminées sont en présence :

1^o L'électorat constitue un **droit**.

2^o L'électorat constitue une **fonction sociale**.

Une tierce opinion, en outre, s'emploie à concilier les deux précédentes.

I

La première conception est le corollaire de la doctrine de Rousseau. Du fait que l'être humain vit en société, un droit de suffrage est inhérent à sa personne. « Chaque électeur-citoyen, explique M. Esmein, possède en lui « une portion de la souveraineté nationale, et exerce « par suite dans l'acte électoral un droit propre et

« individuel (1). » Bref, ce droit, comme ses congénères, est un droit naturel et absolu. Simple logique.

Presque tous les révolutionnaires, en bons élèves de Jean-Jacques, ont du reste admis ce raisonnement. Mounier, à l'Assemblée constituante, considérait que « tout citoyen consomme un droit en donnant son « suffrage » (2). Dans la séance du 22 octobre 1789, Robespierre déclarait : « La Constitution établit que la « souveraineté réside dans le peuple, dans tous les individus du peuple (3). » Condorcet, Boissy d'Anglas, Pétion, etc., partageaient les mêmes idées.

La *théorie du droit* a soulevé, dans ses développements, de nombreuses objections.

L'on aboutit, a-t-il été répété, à une impossibilité : étendre le vote politique à tous les membres de la société. Pourquoi pas ? Pourquoi reculer devant les effets des principes qui, tout à l'heure, soulevaient l'enthousiasme ? J'estime, quant à moi, suivant la théorie du droit, le suffrage de la femme tout à fait admissible. Les Etats-Unis, l'Australie, la Finlande, nous ont prouvé qu'il était réalisable ; et nous le voyons progresser rapidement chez les Anglo-Saxons. — Par une raison iden-

(1) M. Esmein regarde cette notion de la souveraineté nationale comme « inexacte et inadmissible ». *Op. cit.*, p. 235.

(2) Séance du 4 septembre 1789, *Réimpression de l'Ancien Moniteur*, t. I, p. 420.

(3) Séance du 22 octobre 1789, *Réimpression de l'Ancien Moniteur*, t. II, p. 91.

tique, se défend aussi le droit de suffrage du mineur et du militaire.

Et la condition de l'âge ? Eh ! bien, il suffira de l'abaisser à l'époque où le citoyen prend conscience de ses droits. Et la justification d'un domicile légal ou d'une résidence ? Inutile formalité, incompatible avec l'exercice d'un droit naturel. Et la cause d'indignité, qui ne peut atteindre la qualité indélébile d'être humain ? Il y a réponse à tout. Comme la Société prive l'homme de son droit de liberté lorsqu'il viole ses lois, la Société lui retirera le droit de suffrage lorsqu'il s'en montrera indigne.

Enfin, termine-t-on, l'électeur pourra disposer de son droit de souveraineté, l'aliéner... Admettons-nous qu'il puisse aliéner sa liberté ? N'oublions pas non plus de remarquer, nous en sommes les témoins continuels, que rien au monde n'empêchera l'électeur de vendre sa voix !

II

A la théorie pure s'oppose, ce qu'on dénomme, la *théorie de la fonction sociale*.

Ici, les rôles sont retournés. Le vote est moins une prérogative individuelle qu'une fonction de la vie nationale. La nation a une souveraineté au-dessus et en dehors des individus, et c'est elle qui concède aux ci-

toyens l'exercice de la souveraineté. Le droit de suffrage n'est donc plus un droit naturel, mais un simple privilège qui permet à l'individu de participer au gouvernement et à l'administration des intérêts de tous (1). Unité et indivisibilité de la souveraineté forment, en somme, le fond du système qui prend le contre-pied du précédent.

Cette thèse fut soutenue, non sans succès, dès notre première Assemblée Nationale. Voici ce que disait Barnave, le 11 août 1791 : « La fonction d'électeur n'est « pas un droit ; c'est encore une fois pour tous que cha- « cun l'exerce. » Idée qui prédominera dans les constitutions de la Révolution, sauf celle de 1793, où la notion du droit naturel reprit son empire. Actuellement, nous la retrouverons en grande faveur dans les régimes parlementaires les mieux établis. « Pour les Américains, « comme pour les Anglais, l'électorat est une « fonction » « que la loi règle au mieux des intérêts de la commu- « nauté, et cette fonction a des limites, comme toutes « les fonctions (2). »

(1) Bluntschli en fournit une explication très autorisée :

« Le droit de suffrage n'est pas un droit naturel de l'individu, « comme le prétend le *Contrat social*, mais un droit public dérivé « de l'Etat, n'existant que dans l'Etat, ne pouvant exister contre « lui. C'est comme citoyen, et non comme homme, que l'électeur « vote ; il ne tire pas son droit de lui-même, des nécessités de « son existence ou de son développement personnel, mais de la « Constitution et pour le bien de l'Etat. » *La Politique*, p. 275.

(2) Laboulaye, *Questions constitutionnelles*, p. 384.

On a reproché à cette conception — d'aucuns la critiquent vivement — d'être quelque peu absolue, de se préoccuper trop exclusivement des droits de l'Etat, et de permettre à la loi de disposer à son gré du droit de suffrage. L'individu, semblerait-il, n'existerait plus que par et pour l'Etat ; grave défaut que relève St. Mill, en ces termes : « Les institutions politiques ne sont
« jamais aussi nuisibles, moralement parlant, que lorsqu'elles représentent les fonctions politiques comme
« une faveur à accorder, comme une chose que le député doit solliciter... (1) »

III

Les esprits, qu'inspire une prudente réserve, ont préféré voir à la fois, dans le vote de l'électeur, l'exercice d'un droit individuel et l'accomplissement d'un devoir envers la société. L'électorat constitue alors *un droit et une fonction combinés*.

L'individu, disent-ils, détient bien une parcelle de la souveraineté, comme le prétend la théorie du « droit ». Pourtant, il n'est qu'une des nombreuses forces dont la résultante constitue l'autorité souveraine, et ne peut, à lui tout seul, incarner le « souverain ». Il vote parce qu'il a le droit de voter pour sauvegarder ses intérêts

(1) Stuart Mill, *Le Gouvernement représentatif*, p. 246-7.

particuliers, mais il vote encore parce qu'il a le devoir de voter pour sauvegarder les intérêts généraux. Le droit de suffrage rentre donc dans la catégorie des « droits publics », sujets aux restrictions légales.

M. Bernaert a clairement exposé cette doctrine à la Chambre des représentants de Belgique : « Nous avons « été d'accord, a-t-il déclaré, pour considérer le droit « du citoyen de participer à l'exercice de la souveraineté « comme un devoir plutôt que comme un droit ou, tout « au moins, comme un devoir autant qu'un droit. On « ne vote pas seulement pour soi, mais aussi dans l'in- « térêt de la Société (1) .»

M. Ch. Benoist s'en tire par « un élégant moyen de n'avoir pas d'avis. Pour lui, et pour Courcelle-Seneuil, auquel il se réfère, « le droit de voter n'est pas un « attribut nécessaire de la personnalité humaine. Ce « qui le détermine et le confère, c'est la capacité de « bien voter, c'est-à-dire de bien choisir... (2) »

A force d'éclectisme, en tout ceci, ne risque-t-on pas de choir dans la confusion ?

(1) Discours de M. Bernaert, Chambre des Représentants, séance du 30 mai 1893. *Annales parlementaires*, p. 1539.

(2) Ch. Benoist, *Sophismes politiques*, p. 170 et 183.

IV

Que conclure de ces diverses opinions ?

Nous nous étions demandé quelle était, au regard de l'individualisme politique, la nature du droit de suffrage ? Les hommes de la Révolution, à très peu d'exceptions près, ont répondu : Nous avons publiquement affirmé, d'après le Contrat social, que l'homme est l'essence du droit, que la souveraineté réside au même degré chez tous les individus, partant nous considérons le droit de suffrage comme un droit individuel intangible. Néanmoins, effrayés par les conséquences de ce qu'ils avançaient, ils s'arrêtèrent — si ce n'est en 93 ! — à mi-chemin de leurs idées.

Aujourd'hui, leurs successeurs, tous ceux qui courtisent Rousseau et la Révolution, se refusent à leur tour lorsqu'il s'agit de donner une application pratique à leurs affirmations. Vous avez cependant posé un syllogisme, leur dirons-nous, vous en avez admis les prémisses, n'en reniez pas la conclusion.

Oui ou non, le vote est-il un attribut de la souveraineté ? A qui appartient cette souveraineté, selon les principes reconnus : à l'Homme ou à l'Etat ? Osera-t-on soutenir que le droit de suffrage vient de l'Etat, ou

§ 3. — NATURE DU DROIT DE SUFFRAGE POLITIQUE 41

dérive des rapports du citoyen avec l'Etat, quand auparavant on prétendait qu'il ne pouvait découler que des rapports des citoyens entre eux ? Pourquoi, enfin, parler du *droit* de suffrage, s'il n'est qu'une fonction ?

CHAPITRE II

Théorie sociale de la Famille.

Nous venons d'exposer, puis de combattre la théorie individualiste ; expliquons-nous, maintenant, sur notre concept social de la famille.

§ 1

HISTORIQUE ET EXPOSÉ DE LA DOCTRINE

I

FORMATION DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'ÉTAT

En sociologie, le tableau historique est la préface obligatoire de l'argumentation doctrinale. Les faits se dégagent aisément des lois naturelles, parlent d'eux-mêmes, et si la thèse que l'on soutient s'y conforme, du

parallèle et du rapprochement des idées sortira la vérité scientifique.

Nous espérons, par ce moyen, gagner notre cause.

Un rapide commentaire des origines du monde, nous a paru nécessaire pour faciliter la compréhension de notre raisonnement.

« Dieu créa Adam, écrit Mgr Delassus, puis il tira
« du corps d'Adam la chair dont il fit le corps d'Eve.
« Il bénit alors l'homme et la femme et leur dit : « Soyez
« féconds, multipliez, remplissez la terre et soumettez-
« la. »

« Dieu créa ainsi la famille ; il en fit une société, et
« il la constitua sur un tout autre plan que celui de
« l'égalité sociale : la femme soumise à l'homme et les
« enfants soumis à leurs parents.

« Nous trouvons donc, aux origines mêmes du genre
« humain, les trois grandes lois sociales : l'autorité, la
« hiérarchie et l'union ; l'autorité qui appartient aux
« auteurs de la vie, la hiérarchie qui fait l'homme su-
« périeur à la femme, et des parents les supérieurs de
« leurs enfants, l'union que doivent conserver entre eux
« ceux qu'un même sang vivifie.

« Les Etats sont sortis de cette société première (1). »

(1) Mgr H. Delassus, *L'Esprit familial dans la Maison, dans la Cité et dans l'Etat*, p. 12.

A la GENÈSE, nous lisons :

« Dieu créa l'homme à son image, il le créa à l'image de Dieu ;
« il les créa mâle et femelle.

Nous aurons beau épiloguer, ergoter sur les textes, nous ne trouverons pas d'autre explication raisonnable de la Société et de l'Etat.

Toutefois Rousseau, après avoir forcément admis que la famille constitue la plus ancienne des sociétés, s'empresse aussitôt de la ravalier au rang d'une vulgaire machine à procréer. Lui et la démocratie ont, en effet, rêvé d'un état social n'ayant égard qu'aux individus et à des individus socialement égaux. Mais leur utopie ne résiste pas au fait naturel qu'ils négligent : une humanité sortie d'un couple unique ; et ce couple, la famille demeurant la cellule organique du corps social. Il importe donc de ne pas oublier que « la famille qui forme « le fait social primordial et essentiel de toute société, « est encore l'élément unique et exclusif des sociétés « les plus simples, les moins civilisées. La société « primitive se résume tout entière dans la famille ; « la société est un ensemble de familles juxtapo- « sées (1). »

Que peut alors signifier le prétendu pacte conventionnel, le contrat social hypothétique qui aurait en-

« Et Dieu les bénit, et leur dit : Croissez et multipliez, et rem-
« plissez la terre, et l'assujettissez...

« Et il dit à la femme : tes désirs se rapporteront à ton mari,
« et il dominera sur toi...

« Or Adam connut Eve, sa femme, et elle conçut et enfanta
« Caïn, et elle dit : J'ai acquis un homme par l'Eternel. »

(1) Vignes, *La Science sociale, d'après les principes de Le Play*,
p. 34.

gendré la Société ? Pure fantaisie de l'imagination qu'infirmes le bon sens.

A toutes les époques, les plus notables intelligences ont reconnu que, *partout, la civilisation a commencé par la famille*. Dans sa POLITIQUE, Aristote considère la société comme un fait naturel, et la définit : « un groupement de familles ». — « La famille, continue Cicéron, est le principe de la cité et, en quelque façon, la semence de la République. » — Bodin, au livre III de la RÉPUBLIQUE, consacre le ch. VII à montrer « comment l'origine des corps et communautés est venue de la famille ». — M. de Savigny, dans son TRAITÉ DU DROIT ROMAIN, dit aussi : « Les familles contiennent le germe de l'Etat, et l'Etat, une fois formé, a pour éléments constitutifs les familles, non les individus... (1) » — Le profond observateur qu'était H. de Balzac, déclare enfin, corroborant ces divers témoignages : « Il n'y a de solide et de durable que ce qui est naturel, et la chose naturelle en politique est la famille. La famille doit être le point de départ de toutes les institutions (2). »

(1) De Savigny, *Traité de Droit romain*, t. I, § 53, p. 338.

(2) L'économiste anglais, W. Bagehot, a écrit :

« La cellule sociale n'est autre chose que le premier groupement humain, l'association de l'homme et de la femme : insistons bien, le premier groupement et non pas l'homme seul, l'individu même, puisque de l'homme seul rien ne pouvait sortir, puisqu'en fait on ne trouve jamais l'homme isolé et que l'individu n'existait pas, en quelque sorte, dans les groupes

Par conséquent, aucun doute n'est plus possible. La famille est l'élément simple et fondamental de la Société et de l'Etat, de même que la cellule est celui des corps organiques.

II

LA FAMILLE ANTIQUE. SON ÉVOLUTION

Parmi les historiens qui ont étudié l'antiquité, Fustel de Coulanges en restera peut-être le plus remarquable. Il retient le lecteur par la rigueur de son esprit scientifique et la sûreté de son jugement, il le charme par l'expression de vie et l'attrait dont il a empreint sa *CITÉ ANTIQUE*. Aussi, nous permettrons-nous d'utiliser sa précieuse collaboration.

« Il y a trois choses, affirme l'historien, que dès l'âge
« le plus ancien, on trouve fondées et solidement éta-
« blies dans les sociétés grecques et italiennes : la reli-
« gion domestique, la famille, le droit de propriété ;
« trois choses qui ont eu entre elles, à l'origine, un rap-

« humains primitifs. La société, dans les temps primitifs, est
« composée, non pas d'individus, mais de familles. » *Lois scienti-
« fiques du développement des nations*, p. 109.

« port manifeste, et qui semblent avoir été indivisibles (1). »

Or, ces différents facteurs sociaux apparaissent presque absorbés par la *famille* elle-même. Le sol était l'expression du foyer, le foyer l'emblème de la famille. La propriété privée représentait, non pas un droit individuel, mais un droit de famille, et dépendait de cette personne sacrée qui incarnait tout à la fois la tradition, le présent et l'avenir (2). Quant à la religion, elle puisait aussi son inspiration dans la famille placée sous la protection des ancêtres, ses éternels gardiens. De ces quelques remarques, on ne peut que constater l'extrême corrélation qui régnait entre les trois principes de la Société primitive : famille, religion, propriété ; le premier étant, à vrai dire, cause et fin des deux autres.

L'homme ne s'appartenait pas, il appartenait d'instinct à la famille. Dépositaire d'un culte qu'il devait perpétuer par la génération, le mariage lui était, pour ainsi dire, quasi-obligatoire. Nous voyons dans cet esprit, Rome et Sparte considérer la stérilité de la fa-

(1) Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, livre II ; *La Famille*, p. 63.

(2) « La fortune appartenait aux ancêtres et aux descendants. Cette propriété, par sa nature même, ne se partageait pas. Il ne pouvait y avoir dans chaque famille qu'un propriétaire, qui était la famille même, et qu'un usufruitier qui était le père. » Fustel de Coulanges, *op. cit.*, p. 100.

mille comme un malheur ; flétrir, frapper même le célibat comme une impiété.

Cette vieille religion, en gravant au cœur de l'homme la pensée du souvenir, a étrangement développé la force et grandi l'âme de la famille. La solidarité familiale s'en est accrue, détruisant dans l'œuf l'égoïsme individuel naissant. Et grâce à ses touchantes croyances qui maintinrent son homogénéité, grâce à son droit privé qui garantit son unité, la famille finit par former un organisme autonome et permanent, une société qui se suffit (1).

Soit dans l'Hellas, soit dans l'Italie des Romains, l'Etat fut donc d'abord la Famille : F. de Coulanges l'a excellemment prouvé.

L'autorité paternelle ou maritale, ennoblie par le culte du foyer et des ancêtres, fut le vigoureux ressort de la famille patriarcale, qui porta le nom de **Phratric** chez les Grecs, et de **Gens**, chez les Romains.

Dans l'union conjugale, la religion domestique apprenait à l'homme que « cette union était autre chose « qu'un rapport de sexes et une affection passagère, et

(1) « Les croyances qu'il y avait dans les esprits ont suffi, « sans qu'on eût besoin du droit de la force ou de l'autorité d'un « pouvoir social, pour la constituer régulièrement, pour lui donner une discipline, un gouvernement, une justice, et pour fixer « dans tous ses détails le droit privé. » Fustel de Coulanges, *op. cit.*, p. 103.

« elle unissait deux époux par le lien puissant des mêmes croyances (1) ». On conçoit, sans peine, que de telles notions morales proscrivaient la polygamie et le divorce.

Celui qui exerçait le pouvoir dans la famille, s'appelait le *pater familias* ; à Athènes, c'était l'*eupatride*. Ces mots renfermaient une idée de mystique puissance, de dignité majestueuse, dont les siècles ont altéré tout l'éclat, ne nous en transmettant qu'un pâle reflet. Le *pater* était en même temps prêtre, juge et roi ; la famille et le culte se perpétuaient en lui, imprégnant sa personne du même sentiment de vénération que celui qui s'attache à un pontife et à un souverain (2). « Dans cette antiquité, dit Fustel de Coulanges, le père n'est pas seulement l'homme fort qui protège et qui a aussi le pouvoir de se faire obéir : il est le prêtre, il est l'héritier du foyer, le continuateur des aïeux, la tige des descendants, le dépositaire des rites mystérieux du culte et des formules secrètes de la prière. Toute la religion réside en lui (3). »

Quand le père venait à disparaître, l'aîné le remplaçait dans l'intégralité de son rôle ; il figurait la cons-

(1) Fustel de Coulanges, *Op. cit.*, p. 48.

(2) « Cette puissance n'était cependant pas arbitraire :

« Elle avait son principe dans les croyances qui étaient au fond des âmes et elle trouvait ses limites dans ces croyances mêmes... Ainsi la religion imposait au père autant d'obligations qu'elle lui conférait de droits. Fustel de Coulanges, *Op. cit.*, p. 103.

(3) *Ibid.*, p. 96-97.

tante indivision de la famille et du patrimoine, ses autres frères vivant sous son autorité comme ils avaient vécu sous celle de leur père.

Régulièrement, sans à-coup historique, s'est ainsi constituée la famille ancienne qui reposait sur une hiérarchie disciplinée allant des parents aux enfants, et impliquait une coopération de chacun de ses membres. C'est dans ce petit corps organisé, dans cette société restreinte avec son chef, qu'il faut chercher l'origine du gouvernement (1).

A ces mœurs sublimes, on devine quelle atmosphère de respect et d'affection réciproques ouatait le nid familial (2). Sentiment du devoir, idée religieuse, tout cela se confondait et ne faisait qu'un. Tout était divin au foyer ancestral, et longtemps demeura intacte sa pure et noble figure.

Y a-t-il, dans nos sociétés modernes, quelque chose de supérieur à cette famille antique qui s'est idéalisée jus-

(1) « Le sentiment primitif de la famille et de la race, engendré
« et entretenu par des relations personnelles définies entre les
« individus et les groupes, s'est transformé en respect et attachement pour les fins impersonnelles de l'Etat, représentant
« immédiat des destinées de la patrie et de la nationalité. »
Fustel de Coulanges, *Op. cit.*

(2) « Les anciens donnaient aux vertus domestiques le nom
« de piété, dit encore le même auteur ; l'obéissance du fils envers le père, l'amour qu'il portait à sa mère, c'était de la piété,
« *pietas erga parentes* ; l'attachement du père pour son enfant,
« la tendresse de la mère, c'était encore de la piété, *pietas erga liberos*. » *Op. cit.*, p. 109.

qu'à la perfection ? Elle n'était pourtant pas d'une autre essence que la nôtre, et les lois qui la gouvernaient étaient bien naturelles, bien humaines... Dans ces caractères, précisément, résidait la puissance d'une législation qu'a exaltée Bossuet, en ces termes : « Si les lois romaines ont paru si saintes que leur majesté subsiste encore malgré la ruine de l'empire ; c'est que le bon sens, qui est le maître de la vie humaine, y règne partout, et qu'on ne voit nulle part une plus belle application des principes de l'équité naturelle (1). »

Après une longue période pendant laquelle les hommes n'ont connu d'autre forme de société que la famille, les institutions grecque et romaine ont passé elles-mêmes, comme toutes choses.

La décadence de l'Etat date de l'affaiblissement de la famille sacerdotale. Corrompue par la civilisation envahissante, démembrée de sa religion domestique par le christianisme, la famille vit se modifier sa constitution : le droit d'aînesse, condition d'unité, fut rejeté ; le mariage devint un simple contrat consensuel ; le groupe, en un mot, se dissocia.

Une évolution économique se produit, la notion de propriété prenant le pas sur l'idée de famille. Sous la poussée du régime domanial des *latifundia* — lequel

(1) Bossuet, *Discours sur l'Histoire universelle*, p. 496, III^e partie.

préparera le régime féodal avec formation des « tenures » — l'organisation patriarcale succombe, étouffée. La *gens* ne tarde pas à disparaître, jamais plus elle ne marquera son existence.

A travers les convulsions de la fin de l'Empire, persiste, néanmoins, une certaine communauté de famille que l'on retrouve au Moyen-Age, sous le vocable de *mesnie*. Véritable association de travail où les parents, groupés autour de leur chef, forment le noyau d'un compagnonnage étendu et subsistent des ressources communes. Ce sera de nos jours, l'*atelier familial*, en voie d'extinction, la famille ayant cessé d'être un groupement économique.

Peu après, se forgent le mot *familia*, puis le mot *patria*. Ce dernier, qui est au début la terre du père, le territoire de famille, s'étendit de la seigneurie au royaume entier où le roi était considéré comme le père du peuple. L'autre, la *familia*, donna naissance à la famille-souche, faible copie de la famille patriarcale. Quoique le père n'y eût plus cette dignité auguste du *pater* romain, elle conservait encore, de génération en génération, l'œuvre et le souvenir des aïeux ; elle fut même le principal agent de stabilité de l'Ancien Régime, et l'une des grandes forces morales de la France.

Quand, brusquement, un vent de tempête vint balayer toutes les traditions. S'attaquant aux familles-souches, les égalitaires de 1791 et de 1793 s'appliquèrent à anéantir les vestiges du passé. Puissamment stimulé par leur

zèle, s'épanouissait bientôt l'individualisme dont l'œuvre dévastatrice se poursuivait avec une audacieuse activité. L'homme, qu'avait isolé de ses semblables la législation rédemptrice, se sentit égaré, perdu... lorsque apparut Le Play, souffrant de la même détresse, qui lança ce cri d'espérance : **Restaurons l'esprit familial dans la cité,** pour sauver la Société.

III

LE PLAY ET LA FAMILLE-SOUCHE.

SON ÉCOLE

Par la clairvoyance de son génie observateur, par la ténacité qu'il a apportée dans la lutte contre les préjugés régnants, et l'amour infatigable avec lequel il a travaillé au salut de la patrie, Frédéric Le Play, le fondateur de l'ECONOMIE SOCIALE, se place en tête des grands penseurs et réformateurs du XIX^e siècle.

Le premier, Le Play est entré systématiquement en guerre avec les doctrines de Rousseau et le régime individualiste, institué par la Révolution. Le premier, Le Play est venu déclarer : « Que, pour un peuple, le bien-être n'est pas tout, que le progrès matériel n'est rien « et ne se trouve jamais assuré sans un progrès moral « correspondant. »

Sa méthode d'observation — propre aux sciences naturelles — qui a ouvert le champ à la sociologie expérimentale, l'a conduit à cette conclusion : les bases nécessaires du régime social sont dans la famille, dans la religion, dans la propriété et dans le patronage. Il attribue cependant à la famille un rôle économique prépondérant, car il estime qu'elle seule est la source de la stabilité et du bonheur des sociétés.

Cet homme, éminent par ses qualités, a exercé, sur le monde économique, une influence considérable que le temps n'est pas encore prêt d'effacer (1). Sous son

(1) Considérant l'œuvre énorme qu'il laissait derrière lui, il pouvait se rendre ce témoignage, sur le tard de sa vie : « Au « terme d'une journée de marche, le voyageur aime à se re- « cueillir dans le calme du soir ; il jette un regard sur le chemin « parcouru, avant que les ombres de la nuit ne descendent ca- « cher la terre pour ne laisser voir que le ciel aux mystérieuses « clartés. Par une faveur de la Providence, après une carrière « qui n'a pas été sans labeur, je jouis de ce repos. J'ai vu grandir « peu à peu l'*Ecole de la paix sociale*, et, en me reportant, par la « pensée, vers l'état des esprits, au début de mes travaux, je « me plais à croire qu'elle n'a pas été sans utilité. J'ai confiance « dans son avenir. Sans doute, il ne faudra pas épargner notre « peine, et la route paraîtra longue encore, même à ceux qui « viendront après moi. Mais, avec l'aide de Dieu, ils accompli- « ront la tâche commencée, parce qu'ils garderont toujours « pour règle de servir la cause de la vérité pour assurer le règne « de la paix. » *La Réforme sociale*, F. Le Play, t. III, p. 150.

L'école de Le Play se divisa peu de temps après sa mort.

La plupart de ses disciples restèrent groupés autour de la revue *La Réforme sociale*, dont le titre indiquait suffisamment le but principal de leurs efforts. Mais un certain nombre d'autres,

impulsion, s'est développée la remarquable SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE SOCIALE qui n'a cessé, avec une ardeur inlassable, de diffuser les vérités sociales. Elle fut illustrée par le collaborateur et l'ami de Le Play, Emile Cheysson.

En travaillant au rapprochement des hommes, des classes et des intérêts, en proclamant le relèvement moral inséparable du relèvement matériel des masses ouvrières, en vouant sa vie enfin à la reconstitution de la famille, Cheysson, reconnaissons-le, a rendu à la cause de l'ordre social chrétien, les plus éclatants services (1).

A première vue, nous pouvons nous rendre compte que l'objet de la préoccupation primordiale, de la sollicitude constante de ces économistes, a été la famille (2).

Selon Le Play, le régime de la famille imprime aux populations leur caractère distinctif et crée leur destinée.

parmi lesquels l'abbé Henri de Tourville et Edmond Demolins, fondèrent la *Science sociale*.

(1) M. L. Mabillean a fait, de lui, ce bel éloge :

« Tous les efforts collectifs pour la défense de la famille, et principalement de la femme et de l'enfant, toutes les résistances aux misères et aux fléaux qui rongent notre société, toutes les tentatives d'amélioration physique, d'élévation intellectuelle et de progrès moral, ont eu E. Cheysson pour inspirateur et pour soutien. » *Revue Philanthropique*, 15 février 1910.

(2) Avec les *monographies*, auxquelles il a attaché son nom, Le Play lui a consacré ses patients et minutieux efforts. Il a exposé, finalement, dans sa *Réforme sociale en France*, les résultats de sa grande enquête sociale consignée dans les *Ouvriers européens*,

Il discerne, de la sorte, trois types de famille. L'ancienne *famille patriarcale* qui entretient l'esprit de tradition et de communauté ; la *famille instable*, d'origine révolutionnaire, qui favorise l'esprit de nouveauté et d'individualisme ; la *famille souche* de l'Ancien Régime, en troisième lieu, qui conjure les exagérations et réunit les avantages des deux tendances opposées. Ensuite, la constatation que les familles où l'autorité du père se maintient entière et respectée, où les enfants demeurent auprès du chef de famille, sont les plus prospères et fécondes. L'histoire en est le probant témoignage.

De ce qui précède, le célèbre sociologue en a déduit que, dans l'impossibilité de rétablir l'admirable famille patriarcale située à l'antipode de nos mœurs, la famille-souche constituait la plus parfaite expression de la civilisation européenne, pratiquement réalisable. En exemple, il nous a montré de nombreuses sociétés à base de famille-souche, telles que l'Angleterre et l'Allemagne (Westphalie, Holstein, Bavière), l'Irlande, les Etats-Unis, la Norvège, la Suède, le Danemark et la Hollande. De nos anciennes coutumes françaises, en pleine vigueur au XIII^e siècle, il n'en a plus retrouvé que quelques traces, qui vont s'affaiblissant de jour en jour, dans les régions montagneuses du Lavedan (1) et des Pyrénées.

(1) En 1856, Le Play a étudié dans cette région, avec un soin particulier, la famille Mélouga, vieillée de quatre siècles, qui a fini par succomber sous l'action meurtrière du Code, et que Cheysson est allé voir mourir.

Déterminons maintenant, d'après Le Play, les traits essentiels de la famille-souche ou famille stable.

On peut les ramener à trois : Persistance du foyer ancestral et de la propriété familiale, suprématie de l'autorité paternelle, vertus domestiques de la mère. « Notre terre nous donne une discipline et nous sommes « le prolongement de nos morts. Voilà sur quelle réalité « nous devons nous fonder », écrivait M. M. Barrès. Eh ! bien, fondons notre espoir en la famille-souche qui possède, au plus haut degré, cet esprit de race ancré au foyer.

Dans ces familles où, pendant un quart de siècle, chaque génération obéit à la fécondité, principale loi du mariage, les idées, les habitudes des ascendants s'incrustent fortement dans la mémoire des jeunes enfants. « Ils jouissent, sans quitter le foyer paternel, de « toutes les joies qui naissent des instincts précoces de « sociabilité, de l'accord ou du contraste des âges et des « caractères... Tous s'habituent ainsi, par la pratique « même de la vie, à commander et à obéir, c'est-à-dire « à développer les facultés les plus usuelles de la vie « civile. Cet apprentissage dresse les hommes à apprécier l'influence bienfaisante des pouvoirs publics et « à accorder aux autorités constituées le respect qui « leur est dû (1). »

Avec une telle formation du groupe, les filles inaptes

(1) Le Play, *La Réforme sociale en France*, p. 310.

au mariage sont écartées puisqu'on ne recherche dans la femme que les qualités personnelles, et non pas la fortune. Le testament, loi suprême de la famille, confie la garde du foyer à *l'héritier* qui, du vivant même du père, devient son « associé ». D'autre part, cette délégation du pouvoir paternel aux aînés, a pour heureux effet de stimuler l'initiative, l'esprit d'entreprise des cadets. Pourrait-on nier, à présent, « la force de pareils régimes sociaux sous lesquels les jeunes gens créent leur carrière en comptant, non sur un lambeau du foyer et « de l'atelier paternel, mais sur leurs propres efforts secondés par les ressources de la famille ? (1) »

La famille-souche assure donc le bonheur individuel autant qu'elle garantit l'intérêt public. A la faveur de l'association établie sur l'autorité paternelle, elle procure à l'homme le double bienfait de la liberté et d'une saine morale. Par ses rejetons, elle accroît la puissance de l'Etat, tout en le dispensant des charges d'assistance ; enfin, sans effort, fait surgir l'ordre social des vrais principes qu'elle consacre (2).

(1) Le Play, *L'Organisation de la famille*, p. 38.

(2) C'est ce que résume Le Play :

« Une bonne organisation du foyer domestique ne satisfait pas seulement aux premiers besoins de l'individu et aux sentiments de la parenté, elle établit en outre sur ses véritables bases le régime du travail et fait naître les plus fécondes associations, les rapports privés les plus recommandables et les meilleures formes de gouvernement. » *La Réforme sociale en France*, p. 338.

Voilà les pensées élevées qui inspirèrent F. Le Play, et, par la suite, ses disciples. Sainte-Beuve a écrit, de lui, « qu'il avait relevé, en France, la statue du respect ». A-t-il réussi ?

Jusqu'ici, nous avons montré, dans ce chapitre, comment la Société et l'Etat procédaient de la famille ; quel sort avait été réservé à l'antique famille, puis à la famille souche ; et (au chapitre 1) quels concepts révolutionnaires en avaient triomphé.

Le Play nous affirme qu'en dehors de la famille-souche, il n'y a pas de salut social pour l'Individu et pour l'Etat moderne... Voyons ce qu'il faut penser de cette assertion.

§ 2

L'ÉTAT MODERNE DOIT CONSERVER LE TYPE FAMILIAL STABLE

I

SI LA SOCIÉTÉ NE PEUT RIEN
AVEC CHACUN DES ÉLÉMENTS DE LA FAMILLE,
PRIS DANS SON INDIVIDUALITÉ...

Le but commun de l'activité des peuples est la recherche du bonheur de la société ; pourtant, tous n'emploient pas la même voie pour y arriver. Notre pays, entre autres, il y a plus d'un siècle, a fait fausse route sur les données d'une hérésie économique. Il ne semble pas encore s'en être aperçu.

Tous les individus, enseigne cette dernière, naissent également portés vers les idées et les actes qui conduisent les hommes au bonheur. Dans un temps où la science met chaque jour en lumière des vérités nouvelles,

les parents s'exposeraient à égarer leurs enfants, s'ils continuaient à leur inculquer les traditions groupées dans le passé sous le nom de loi morale. Ils ont seulement à fournir le pain quotidien aux jeunes générations, jusqu'à ce que celles-ci soient devenues capables de le gagner elles-mêmes par leur travail. Dès qu'elle a obtenu ce résultat, la famille n'a plus qu'à se dissoudre. Abstraction faite de ce lien matériel et momentané, la société comprend seulement deux termes, l'Individu et l'Etat. La majorité des individus fixe, par ses votes, les règles d'après lesquelles l'Etat doit pourvoir au bonheur de la communauté en assurant la paix sociale (1).

Ne serions-nous, décidément, que des individus en rapport avec d'autres individus ? Comment, alors, réaliser l'unité nationale d'un peuple ? Comment croire que des individus, dont chacun se considère comme un tout, puissent jamais se comprendre véritablement ?

Non. Nous sommes, au contraire, les membres d'un corps, et participons à sa santé comme nous y contribuons. Ni l'on ne se sauve, ni l'on ne se perd tout seul ; pour s'unir, il faut commencer par s'entr'aider. Mais quelle œuvre, plus que l'œuvre sociale, sollicite impérieusement le concours de tous ? Et qui discipline, organise à merveille ce concours de tous ?

C'est la famille, aujourd'hui menacée « par l'individualisme qui dit à chacun : « Vis ta vie, sois-toi et

(1) Nous avons emprunté à Le Play l'idée générale de cet exposé. Cf. *La Constitution essentielle de l'Humanité*.

« rien d'autre ; fais, des hommes et des choses, les ins-
 « truments de ton développement personnel » ; par la
 « multiplication des relations, des intérêts, des occu-
 « pations, des plaisirs, qui tient éloignés du foyer ceux-
 « là mêmes dont le foyer est matériellement habitable ;
 « par le souci jaloux de l'indépendance économique et
 « morale, qui dispose les époux et les enfants à se passer
 « les uns des autres ; par certaines doctrines en vogue
 « qui enseignent que la famille est liée aux croyances
 « religieuses, et, par suite, doit disparaître avec elles ;
 « la famille suspecte, discutée, dénoncée par plusieurs
 « comme le principe de toutes les réactions et l'obstacle
 « à tous les progrès... (1) » Ne paraît-elle pas vouée au
 mépris public, l'« excommuniée » des hommes du temps,
 la famille ?

Que gagne la nation à cet ostracisme injuste ? Le
 corps social est à reconstituer, entend-on partout, il
 tombe en déliquescence, il se décompose déjà ! Ne nous
 accusez pas de pessimisme. De l'aveu même de nos
 « officiels », lentement s'élargit la plaie par où s'écoule,
 chaque jour, un peu plus du sang de la France...

Qu'on y réfléchisse. Si l'on veut rendre vigoureuse la
 société, c'est à refaire une physionomie à cette famille
 grimaçante (2) qu'il faut appliquer notre talent.

(1) E. Boutroux, *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques (Compte-rendu)*, janvier 1911.

(2) Nous verrons au ch. III, § I, comment s'est disloquée la famille.

II

...ELLE PEUT TOUT, AU CONTRAIRE, AVEC LA FAMILLE
ENVISAGÉE DANS SON UNITÉ

La famille fonde la société à son image.

A la doctrine erronée, discutée plus haut, opposons cette fois la vérité qui s'exprime de la façon suivante :

« L'enfant, dès sa naissance, incline généralement
« vers le mal. La famille, guidée par la tradition de la
« race, est seule capable de l'amener au bien par la
« discipline de l'éducation. En dressant les individus à
« pourvoir à leurs deux besoins essentiels, c'est-à-dire
« à pratiquer la loi morale et à produire le pain quoti-
« dien, *la famille fonde la société à son image*. Confor-
« mément à la même tradition et à la nature des lieux,
« les chefs de famille se concertent pour gouverner, au
« besoin par la contrainte, les hommes faits qui ne se
« montrent pas suffisamment initiés à la pratique de la
« paix sociale. Enfin, l'Etat, réduit à sa vraie mission,
« intervient seulement quand il y a défaillance, soit
« chez les chefs isolés, soit dans les corps dirigeants
« qu'ils constituent (1). »]

De cette manière, s'explique la co-pénétration des

(1) Le Play, *La Constitution essentielle de l'Humanité*, p. 44.

rouages sociaux : l'homme, la famille, l'état, fonctionnant au mieux de leurs intérêts respectifs et en vue du bien-être maximum.

Les causes du bonheur de l'homme résident principalement dans son développement social et moral, celles du bonheur des sociétés sont dans la stabilité et la paix ; ces conditions seront remplies si l'homme, d'une part, et la société, de l'autre, sont acquis à la famille. On peut facilement constater que les époques prospères de l'Histoire ont toujours correspondu à une période de vie familiale intense.

« Tant qu'une nation, dit M. F. Funck-Brentano (1), « se gouverne d'après les principes constitutifs de la « famille, elle est florissante ; du jour où elle s'écarte de « ces traditions qui l'ont créée, la ruine est proche. Ce « qui fonde les nations sert aussi à les maintenir. Rien « dans l'histoire n'a jamais contredit cette loi générale. » La raison en est irréfutable ; la société qui vit par la famille se soumet à la loi de nature. Les Grecs et les Romains, dont les lois ont étonné le monde par leur sagesse, ont appris la politique en gouvernant leurs familles.

La famille, molécule sociale.

Fait social élémentaire, berceau de la société civile, la Famille s'est survécue à travers les âges et incarne

(1) Th. Funck-Brentano, *La Civilisation et ses lois. Morale sociale*. L. I. *Les mœurs et les lois*. III.

le principe sociologique persistant, auprès duquel l'Individu n'est qu'un mythe. Des écrivains d'idées les plus contradictoires, Saint-Simon et Enfantin dans leur DOCTRINE SUR LE COUPLE, A. Comte dans sa PHILOSOPHIE POSITIVE (1), Schoeffle, après avoir étudié Le Play l'ont reconnu.

A notre tour, nous estimons que la famille, expression aussi réduite que parfaite de la Société, représente *l'unité économique* la plus complète : organe de la fécondité humaine, elle est encore le centre de toutes les forces vives de la société ; qu'elle personnifie *l'unité juridique* avec le culte des aïeux dont elle se nourrit, l'honneur du nom qui lui est sacré ; maintient *l'unité du patrimoine* dans le foyer domestique qui reste le bien de tous ; entretient *l'unité morale* par la communauté d'impressions, de sentiments, d'affections de ses membres ; et réalise, finalement, *l'unité nationale* dans l'ensemble des familles qui ont la même origine, les mêmes mœurs et les mêmes aspirations. Considérée sous ses divers aspects, la famille forme donc *l'unité sociale* par excellence ; mieux, elle devient le *substratum* de l'humanité.

De même que le triangle est la base de la trigono-

(1) Il faut relire la 50^e leçon, où A. Comte expose sa *Théorie générale de l'ordre spontané des sociétés humaines* (tome IV du *Cours de Philosophie positive*).

« La véritable unité sociale, affirme-t-il, consiste certainement « dans la seule famille, au moins réduite au couple élémentaire « qui en constitue la base principale. » *Op. cit.*, p. 448.

métrie, la famille est la base de la science sociale. Elle est la cellule : pour en séparer les éléments, on en détruit la vie. Supprimez le père, la mère ou l'enfant, la famille cesse d'exister ; et, sans famille, la société tombe d'elle-même. Il y a, si vous aimez mieux, trois personnes en une seule ; c'est le mystère de la trinité divine qui rejaillit sur terre....

La famille, réalité vivante.

« L'existence de l'instinct familial est peut-être, dans « l'ordre des phénomènes moraux, le caractère qui distingue le mieux l'homme des autres êtres animés », écrit M. J. Jung (1). De fait, l'homme seul est uni par un sentiment permanent aux êtres du même sang ; sa famille n'est pas exclusivement l'institution naturelle rigide fondée en morale et en utilité, mais encore la source intarissable du dévouement réciproque, des joies pures ou des consolations incomparables.

Pour *l'enfant*, elle s'impose comme premier moyen d'éducation. Le père et la mère sont les meilleures autorités sociales pour réprimer le mal et enseigner à l'enfant la pratique de la loi morale. Ayant à compter sans cesse avec la diversité des caractères, ils réussissent, avec un art infini, à la faire tourner au profit de l'harmonie domestique.

(1) J. Jung, *Famille, Population*, préface.

A *l'homme*, la famille lui confère la dignité de la puissance paternelle : puissance qui s'est toujours attachée le respect, et s'est étendue à toutes les races et à tous les temps. « L'autorité du père ne se repose pas simplement sur la dignité créatrice et sur la protection accordée aux autres membres de la famille ; elle s'appuie, de plus, sur l'amour paternel, la plus durable et la moins égoïste des affections humaines. Aucun autre pouvoir social n'est aussi enclin à se dévouer sans arrière-pensée au bonheur de ceux qu'il gouverne... C'est une force à laquelle on peut toujours faire appel, avec confiance, pour maintenir les peuples dans la bonne voie et pour les y ramener quand ils s'en écartent. A tous ces titres, l'autorité paternelle est l'éternel fondement de la civilisation (1). »

Sans conteste, le père de famille constitue l'élément prédominant de stabilité sociale dont l'autorité fait régner la paix dans les institutions établies, rend les régimes de contrainte supportables et les régimes de liberté bien-

(1) Méditons cette apologie, que fait Le Play, de l'autorité paternelle. *La Réforme sociale en France*, p. 290.

Mgr Delassus dit, d'autre part : « Le pouvoir du père est celui qui, dans l'ordre naturel, offre au plus haut degré les caractères d'une institution divine. Il se classe au-dessus de celui du souverain dont le rôle se borne à diriger une société sur laquelle il ne peut revendiquer des droits qu'il tiendrait de la nature ; tandis que l'autorité attribuée au père est une conséquence légitime de cette dignité naturelle, qui est de continuer l'œuvre de la création en reproduisant des êtres qui ont le sentiment de l'ordre moral. » *Op. cit.*, p. 163.

faisants. Par l'ascendant qu'il exerce sur ses enfants, la famille nous offre enfin le modèle de la hiérarchie et de la différenciation sociales, et nous explique admirablement, en la mettant à contribution, l'inégalité naturelle.

« Heureux l'homme à qui Dieu a donné une sainte « mère ! » a dit le poète (1). La *femme* est, en quelque sorte, la conscience de la famille, cette dernière formant le gage de sa vertu. En effet, la femme ne peut impunément se soustraire à la salutaire influence du foyer ; elle le désorganise, dès qu'elle a dévié du droit chemin, et finit bientôt par dépasser l'homme en perversité. Providence du foyer, au contraire, est la femme qui sait conserver intactes les bonnes mœurs dans le groupe, scellant la famille sur l'indéfinissable amour conjugal.

« Quelle plus puissante attache au foyer, s'écrie « M. Boutroux, quel plus merveilleux soulagement des « misères, que le dévouement et la grâce de la femme ! « Et serait-elle réellement plus grande, dressée sur « le socle d'un moi absolu, indépendant et autonome, que dispensatrice des trésors de tendresse « et de vertu familiale dont la nature lui a confié le « dépôt ? (2) »

(1) Lamartine, *Harmonies poétiques*, III, 9.

(2) E. Boutroux, *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques* (*Compte rendu*), janvier 1911.

Conditions de prospérité de la famille.

Il n'y a de prospérité que pour les races stables dont la famille-souche, grande école moralisatrice qui dirige la pensée et conduit la vie des hommes, est la condition *sine qua non*. En résumé, la destinée heureuse d'une société dépend de la valeur de sa famille ; *la morale sociale vaut ce que vaut la morale familiale* et l'une de l'autre puisent leur vigueur dans le **Décalogue**. « J'ai en vain cherché, observe Le Play, parmi les contemporains, une seule race d'hommes qui prospère sans prendre pour règles les croyances et les pratiques de la religion... La pratique du Décalogue procure à la famille, comme à la société, les deux biens fondamentaux : la stabilité en assurant la subsistance ; la paix en supprimant les principales causes de conflit entre les individus, les familles et les nations (1). »

Le Décalogue, outre qu'il affermit l'autorité paternelle et règle l'appétit sensuel par l'établissement du mariage, crée l'**Union** au sein de la famille, autre condition de prospérité. Union qui tendra à s'ériger en loi commune — aucune société ne peut subsister sans l'assistance mutuelle, — en resserrant entre elles les familles par « la paix de Dieu » et « la paix du Souverain ».

(1) Le Play, *La Constitution essentielle de l'Humanité*, pp. 89-255.

La paix sociale, n'est-ce pas, au fond, le but suprême de la science sociale ?

Pas de famille sans foyer, dit le proverbe populaire. Lui aussi, le **Foyer**, présidera au bonheur de la famille dont il est le symbole. Si considérable semble son influence sur la vie du groupe, qu'on peut dire que la situation matérielle du foyer présage de l'état moral de la famille. Et l'on ne saurait trop souligner l'importance du rôle du foyer domestique où se conserve, dans son intégrité, la propriété familiale, où repose, comme en un sanctuaire sacré, le souvenir des ancêtres.

« En soudant bout à bout des chaînons éphémères, répétait Cheysson, la famille forme une chaîne indéfinie qui relie les générations à travers les siècles. » Laissons-nous rompre cette chaîne, compromettre l'existence de la race par la dissolution des mœurs et l'expansion de théories malsaines ?

Si la famille est en danger, à l'heure actuelle, elle ne saurait cependant périr que par l'abdication de la volonté de vivre. Tel n'est pas son cas. En elle, réside l'avenir de la société, pourvu que nous ayons le courage de renouer les traditions de nos pères. Stabiliser l'institution familiale, par la famille souche elle-même, ce sera assurer la perpétuité de la vie nationale. Car « la famille, selon la parole de Taine, est encore le « seul remède qu'on ait trouvé contre la mort ».

§ 3

LE DROIT DE SUFFRAGE POLITIQUE REPRÉSENTATIF DU DROIT NATUREL FAMILIAL (1)

I

La théorie que nous allons soutenir, au sujet de la nature du droit de suffrage politique, ressort implicitement des idées déjà émises dans cette thèse.

La famille, avons-nous amplement démontré, est, en sociologie, l'unique fait naturel ; le droit naturel, ajoutons-nous, ne peut tirer son origine que du fait naturel ; d'où, il n'existera de droit naturel qu'en la famille. Passant de la sociologie à la politique — ce sont deux sœurs jumelles — nous en concluons, que le droit naturel familial a seul droit de cité dans une société organisée, acceptant par avance toutes les conséquences qu'entraîne ce raisonnement.

Dès l'instant que des familles sont groupées en so-

(1) Ce paragraphe correspond, est la réplique plutôt, au § 3 du précédent chapitre.

ciété, chacune d'entre elles détient une fraction de la souveraineté nationale, et le droit de suffrage, qui en est l'expression, apparaît comme un droit social absolu. Mais, dans la famille, à qui appartiendra le vote ? A son représentant naturel, à son chef : le père de famille. Il exercera donc le droit de vote dans la nation, à l'exclusion des célibataires mâles qui ne sont pas l'élément social.

Peu d'objections résistent à l'argument du suffrage familial, tant il est inspiré par le vulgaire bon sens. Il résout heureusement la question du suffrage plus ou moins universalisé. Hormis les déserteurs du foyer, les vagabonds et les incarcérés, les divers membres de la société votent et sauvegardent leurs intérêts, par l'intermédiaire du chef de la communauté. Sans crainte de la voir étouffée par des intérêts secondaires, la femme et l'enfant peuvent élever la voix, se faire entendre par l'organe du mari ou du père : dix millions d'électeurs ne disposent plus arbitrairement de quarante millions de Français.

Par sa nature même, le père de famille devient, politiquement parlant, le mandataire de la nation. Volontiers, j'imagine ces assemblées de législateurs composées de chefs de famille ; elles ne le céderaient probablement ni en sérieux, ni en labeur fructueux, à notre Parlement. Reportons-nous aux Anciens qui, à cet égard, nous donnent une précieuse leçon de choses. Au *pater familias*, fut remis le soin de la politique ; il ne semble pas, ma foi, s'être trop mal acquitté de sa tâche.

A d'autres points de vue, le vote familial offre des avantages incontestables. Avec lui, la condition d'âge requise pour l'électorat ne se discute plus, parce qu'elle tombe devant la qualité de père de famille. Celle-ci, en outre, laisse présumer l'existence d'un foyer à demeure, et supprime le petit jeu de la résidence temporaire. Quant au chef d'indignité que peut encourir le père de famille, on y palliera en attribuant à « l'héritier » désigné, à défaut d'ascendant, la plénitude des droits politiques. Combien se simplifient, dans la doctrine familiale, les formalités dont on entoure le vote, aujourd'hui !

Mais, va-t-on nous dire, on a tout lieu de croire que vous faites bon marché des droits de la nation et de ceux de l'individu ?

La souveraineté nationale, répondrons-nous, agrégat des parcelles de souveraineté inhérentes à chaque famille, représente une souveraineté objective par rapport à la souveraineté subjective de la famille. Les droits de la nation, quoique étendus dans leur action, restent toujours dépendants de ceux de la famille, bien que restreints dans leur portée. Suivant la pensée de Stuart Mill que « le meilleur gouvernement est celui qui gouverne le moins », les fonctions de l'Etat se trouveront, de la sorte, fixées et réduites au bien et à l'ordre sociaux.

En ce qui concerne l'inaliénabilité de la souveraineté, qui a toujours ses ardents défenseurs, notre théorie ne s'y oppose en aucune façon. Elle la justifie même... par

l'absurde. En effet, comment en droit, la famille concourant à la formation de la souveraineté nationale, pourrait-elle aliéner sa souveraineté particulière, tout en demeurant partie intégrante de la nation ? Ou, si l'on examine le problème sous une autre face : par qui et en quel nom la souveraineté nationale pourrait-elle être aliénée, puisqu'elle n'est issue que de souverainetés autonomes ? Casse-tête chinois qui, pourtant, explique la substitution d'une souveraineté globale fictive à des souverainetés fragmentaires réelles ; telles ces aiguilles aimantées se précipitant les unes vers les autres, dans une même direction, pour former un corps amorphe jouissant de leurs qualités propres... Au surplus, nous savons à quoi nous en tenir sur cette inaliénabilité : amusant trompe-l'œil qui ne résiste pas à l'examen des faits.

Les droits individuels, de leur côté, seront déterminés sans difficulté par le pouvoir souverain. Droits spéciaux — ils n'ont rien de « sur-naturels » — que règle entre eux dans une sage mesure, l'autorité établie et reconnue, en vue de l'harmonie sociale.

Voilà replacés dans leur ordre légitime, les organes sociaux : *la famille, l'état, puis l'individu*. L'individu cède ainsi le pas à la famille et, par une autre voie, paisiblement, nous l'acheminons vers son bonheur. Depuis sa bruyante manifestation, la Déclaration des Droits nous a-t-elle rendus plus égaux ou plus libres qu'auparavant ?...

Notre dialectique, sophistique en apparence et qui découle du choc d'aphorismes, peut s'exprimer de nouvelle manière.

Nous avons, en somme, appliqué au vote familial la « théorie du droit », dans toute sa rigueur ; non pas dans le but de la transposer uniment de l'individu à la famille, mais pour consacrer l'interdépendance étroite qui existe entre droits et intérêts sociaux et individuels, sous le manteau familial.

L'absolu de notre opinion ne doit, par conséquent, se comprendre qu'en raison de son objet. Derrière le voile du mystère social, se profile la famille figurant dans son individualité la société embryonnaire, la famille tout ensemble personne privée et personne publique. Dans ces conditions, le droit de suffrage, droit privé au regard de la famille, peut être considéré comme un droit public, un droit social, lorsque son chef l'exerce. Le père de famille, en votant, agit aussi bien au nom de la famille que dans l'intérêt de la société ; dès lors, **l'électorat constitue une fonction sociale en vertu d'un droit naturel familial.**

Cette simultanéité de faits positifs et de droits corrélatifs donne une singulière valeur à notre raisonnement, pour expliquer la notion du droit de suffrage et le phénomène de la souveraineté.

II

Partie d'un droit naturel largement entendu, notre argumentation nous a menés à un suffrage relativement limité ; d'après la théorie familiale, ne seraient électeurs que les pères de famille : en eux, résiderait tout le suffrage universel.

Ceci ne cadre guère avec l'esprit démocratique d'une époque, où tout citoyen en naissant, à 21 ans, à la vie politique, brandit victorieusement son bulletin de vote. Faut-il espérer faire machine en arrière, remonter le courant ? Non... Il vaut mieux, si nous désirons apporter un sens pratique à nos idées, tenir compte des aspirations populaires, rester en bonne intelligence avec les institutions que s'est donné le pays ; et chercher plutôt à tempérer le vote universel, qui trouble la nation, par un principe bienfaisant : le *suffrage familial*.

Ce sera l'objet du chapitre v.

CHAPITRE III

L'esprit démocratique ennemi de l'esprit de famille.

§ 1

COMMENT S'EST DÉSAGRÉGÉE LA FAMILLE, EN FRANCE

L'arrêt de mort de la famille était déjà inscrit dans le *CONTRAT SOCIAL*, où Rousseau déclare que « les enfants
« ne restent liés au père qu'aussi longtemps qu'ils ont
« besoin de lui pour se conserver. Sitôt que ce besoin
« cesse, le lien naturel se dissout,... la famille elle-même
« ne se maintenant que par convention (1). »

La Révolution qui s'est efforcée de faire pénétrer dans les mœurs, par ses lois, toutes les idées de Jean-Jacques, n'a point manqué de s'emparer de celle-ci : *la famille*

(1) J.-J. Rousseau, *Contrat social*, ch. II.

n'a plus de raison d'être, dès que l'intérêt personnel n'y trouve plus son compte. Le principe individualiste une fois accepté, on devait nécessairement en arriver à sacrifier la famille à l'individu.

Pendant plus d'un siècle, l'assaut a donc été mené contre elle. Tour à tour, l'indissolubilité du mariage, la puissance paternelle, les prérogatives de la légitimités, l'autorité maritale, ont été battus en brèche. C'est un véritable siège qui a été entrepris, et dure encore. Quelles en ont été les diverses phases ?

I

L'INDISSOLUBILITÉ DU MARIAGE ROMPUE
PAR LE DIVORCE LIBÉRATEUR

Le mariage est l'union indissoluble et sacrée de l'homme et de la femme qui perpétue la race, crée le foyer et fonde la morale privée. Définition, en quelque sorte classique, que l'on pouvait donner du mariage, au temps où le christianisme le marquait d'une empreinte divine.

Mais la philosophie du xviii^e siècle n'avait pas dit son mot. Voltaire d'abord, Diderot, Condorcet ensuite, combattent l'indissolubilité du mariage. Deux idées sont alors accréditées dans le public : 1^o La nature nous a fait

pour le bonheur, d'où le droit à rompre l'union malheureuse ; 2^o il n'est pas au gré de l'homme de renoncer à sa liberté, d'où possibilité de briser le lien qui l'enchaîne.

Le 20 septembre 1792, ces idées finissent par obtenir l'assentiment législatif. Le divorce une fois admis eut un succès énorme. Dans les 27 mois qui suivirent la loi de 1792, on compta 5.994 divorces, rien qu'à Paris ; et même dans les trois premiers mois de 1793, leur nombre égala celui des mariages (1).

Le Code civil maintint le divorce par consentement mutuel, en l'accompagnant néanmoins de formalités excessivement coûteuses, propres à décourager les plaideurs ; aussi la moyenne des divorces à Paris tomba-t-elle à 50 par an, environ. Abolie par la Restauration, en 1816, sous l'influence de L. de Bonald, cette loi anti-sociale devait renaître au cours de la troisième République qui l'aggrave de jour en jour.

Plus favorisé que Crémieux, en 1848 (2), Mr. A. Naquet mena à bonne fin son entreprise contre le mariage. Dans un volume (3) paru avant la guerre, il qualifiait déjà le mariage d' « attentatoire à la liberté », et l'accusait d'être « une cause de dégénérescence de l'espèce... une

(1) Voir M. Planiol, à son *Traité de Droit civil*, t. I ; et Olivier Martin, *La crise du mariage pendant la Révolution*.

(2) Crémieux, alors ministre de la Justice, présenta, le 26 mai 1848, au nom du Gouvernement, un projet abrogeant la loi du 8 mai 1816 et remettant en vigueur les dispositions du titre VI, livre I^{er} du *Code civil*.

(3) A. Naquet, *Religion, propriété, famille*, p. 244 et suivantes.

« institution de misère et de mort. » Finalement, il concluait en la suppression du mariage et de la famille. Rapporteur de la loi du 27 juillet 1884, il ne demanda pas moins que le retour à la législation intermédiaire ; toutefois le Parlement, reculant devant le divorce par consentement mutuel, en limita les causes.

Ce fut la première étape du douloureux calvaire que ne cesse de gravir, depuis cette époque, la famille. Deux ans plus tard (1), la loi sur la procédure du divorce vient le rendre facile et à bon marché, le populariser en le simplifiant. Bientôt, l'attaque se précipite. En 1904 (2), par l'abrogation de l'art. 298 du Code civil, on rend licite l'union entre l'époux condamné pour adultère et son complice. En 1907 (3), on abrège le délai à l'expiration duquel le conjoint divorcé peut se remarier. En 1908 (4), on vote, suivant le mot de M. Briand, la « laïcisation du « divorce », ou conversion automatique de la séparation de corps en divorce, au bout de 3 ans, sur la demande de l'un des époux. Et je laisse de côté, pour l'instant, les lois sur la légitimité, sur la filiation, sur « l'affranchissement » de la femme, — toutes attentatoires au mariage.

Bref, aujourd'hui, l'époux en velléité de divorce qui se heurte au mauvais vouloir d'un conjoint trop religieux, n'a qu'à suivre cette ligne de conduite que lui a tracée le

(1) *Loi du 18 avril 1886, J. O., 20 avril 1886.*

(2) *Loi du 15 décembre 1904, J. O., 16 décembre 1904.*

(3) *Loi du 13 juillet 1907, J. O., 15 et 16 juillet 1907.*

(4) *Loi du 6 juin 1908, J. O., 7 juin 1908.*

législateur, « le tromper d'abord, l'obliger à demander la
« séparation de corps, vivre avec son complice, deman-
« der la conversion de la séparation en divorce, épouser
« son complice (1) ». Haute moralité !

Quel a été le résultat de ce beau travail ? Il se lit dans les chiffres. De 4.123, en 1885, le nombre des divorces s'est élevé, en 1911, à 13.058 pour un accroissement à peu près nul de population. Pourtant, M. Naquet avait affirmé : « L'expérience dissipera les préventions... On
« ne s'y résoudra pas facilement... » Eh bien ?

« L'expérience est faite, répond Junius dans un de
« ses Billets. Vingt cinq ans ont passé. M. Naquet n'a eu
« que trop raison. Les préventions se sont dissipées, et le
« naïf rapporteur a reçu des faits, un terrible démenti.
« On se résout à divorcer plus facilement qu'à changer
« d'appartement. Comme toujours, les classes élevées
« ont donné l'exemple de la démoralisation. Le goût des
« jouissances faciles, la recherche de l'indépendance, la
« passion de l'individualisme ont ruiné l'idée de la fa-
« mille. Le divorce ne soulève plus de scandale, pas
« même d'étonnement. Le peuple a tiré, pour lui-
« même, les conclusions simplistes des principes accep-
« tés dans les milieux intellectuels. Le divorce est devenu
« très vite pour les ouvriers, non plus un remède extrême
« contre une situation intolérable, mais un moyen facile

(1) Ch. Tassart, *Etude critique de la législation contemporaine concernant la famille*, Thèse, p. 88.

« de rompre une vie commune qui a cessé de plaire (1). »

Va-t-on s'arrêter en chemin dans cette fièvre de ravages ? Du tout.

Le divorce par *consentement mutuel* a groupé des partisans opiniâtres qui parlent fort, et dont les militants sont M^e Henri Coulon, le président Magnaud... Leur campagne a eu son écho à la Chambre : le 2 juillet 1906 était déposée la proposition L. Martin (2) qui a fait l'objet, peu après, d'un chaleureux rapport. Elle sera certainement reprise en temps opportun, et je ne doute pas de ses chances de succès au Parlement.

D'autres esprits plus avancés, avec les frères Margueritte qui comparent aimablement le mariage et la paternité aux « travaux forcés (3) », ont glissé à la répudiation

(1) *L'Echo de Paris*, novembre 1910.

(2) *Journal Officiel*, 1906, Chambres-Annexes, N^o 164.

(3) *Le Journal*, juillet 1910. Il me paraît édifiant de rapporter ici, en les écourtant, à mon regret, les termes dans lesquels M. Paul Margueritte présente aux lecteurs du *Matin* (28 septembre 1912), son nouveau roman, *LES FABRECÉ* :

« Je salue la vieille famille française.

« Quoiqu'elle fasse encore bonne figure, elle est malade.

« Elle se tient ferme dans le corset de fer des lois. L'indissolubilité, malgré séparation et divorce, la conserve ; l'héritage la fixe ; la filiation légitime la perpétue. Et surtout, surtout l'adultère, cette soupape de sûreté, cette polygamie et cette polyandrie déguisées, assure sa force.

« N'importe, elle est malade.

« Ce qu'elle durera encore, nul ne le sait. Mais dans cent ans on ne la reconnaîtra plus ; et dans cinquante, elle ne se reconnaîtra plus elle-même.

« Ne vous fiez pas à l'emplâtrage : la façade offre de belles

par la *volonté d'un seul*. Celle-ci motive encore une timide proposition de loi de MM. Violette, en date du 19 février 1907. (*J. O.*, 1907, Chambre-Annexes, N° 770.)

Ne nous le dissimulons plus : En relâchant ainsi le lien

« lignes ; elle a du galbe : cette harmonie que l'art et la morale
« de notre pays impriment à tout ce qu'ils touchent. Mais le mur
« se lézarde, il a craqué : gare dessous !

« Sans doute le mariage compte beaucoup de sincères et de
« convaincus, de braves gens soucieux d'élever leurs enfants et
« d'en faire de bons citoyens. Il est des familles où les anciennes
« traditions gardent leur saine emprise sur les âmes, où les vi-
« vants se relient aux morts par la chaîne des habitudes et de
« culte des ancêtres. Mais cela aussi s'en va...

« Et pourquoi la famille n'évoluerait-elle pas comme le reste,
« à cette heure où tout se transforme avec une effrayante rapi-
« dité, et où le traditionnalisme se cramponne à des ais morts
« et à des ferrures rouillées.

« Un grand cri de pitié s'élève. Quand sera-t-il entendu ? Le
« cri qui fit tomber la Bastille : il n'y a plus d'esclaves ! Le cri
« qui proclame : il n'est pas d'enfants illégitimes, bâtards et
« adultérins. Tous les enfants sont naturels, doivent l'être au
« regard de la loi !

« Par ces brèches s'écroulera la famille actuelle. L'autre, la
« famille future, moins pharisienne et moins dure, au lieu de
« façades mortes, offrira de vastes fenêtres, des baies à air et
« soleil. Les divorces y seront beaucoup plus faciles et les rema-
« riages plus fréquents. Polygamie ? Polyandrie ? Oui, mais
« légales, avérées, franches. Et les enfants, forcément, naîtront
« plus nombreux et plus vivaces de ces unions rajeunies.

« Si, à travers ces combinaisons multiples, il reste place pour
« l'aventure, pour des sentiments non matriculés, pour des
« amours sans passeport, la paternité sera toujours imposée aux
« pères, elle n'accablera plus les seules mères ; on ne verra plus
« cette monstrueuse différence de situation entre les enfants
« légitimes et les enfants *dits* naturels ou *dits* adultérins...

conjugal, au point de le dénouer, on s'achemine progressivement vers la suppression du mariage pour aboutir au concubinage légal, à l'union libre. Ah ! l'union libre ! M. A. Naquet n'en a-t-il pas été l'ardent protagoniste, n'espère-t-il pas, dans un récent ouvrage qui porte ce titre, que la nouvelle organisation communiste « mettra l'amour en liberté » ! (1)

Voilà où nous en sommes arrivés. Après avoir obtenu le divorce, puis son élargissement, on s'en prend maintenant au mariage lui-même, en préconisant l'union libre. Mais toujours on le désorganise, au nom de la famille !

Doivent également prendre leur part de responsabilité, dans cette dangereuse crise que traverse le mariage, les écrivains qui depuis G. Sand (2) s'insurgent contre lui. Afin d'adapter soi-disant les vieilles formules au progrès

« Et après la famille ancienne qui eut sa beauté et sa grandeur, la famille nouvelle fera, souhaitons-le, étape neuve sur la route du progrès. »

Tout commentaire serait superflu.

(1) M. Glasson écrivait déjà, en 1880, après avoir constaté le « scandale » des doctrines contenues dans le premier livre de M. Naquet :

« Comment expliquer son projet sur le divorce, si ce n'est comme un acheminement vers son idéal, qui est la suppression de la famille et du mariage. » *Le mariage civil et le divorce*, Conclusion, p. 500.

(2) Dans trois de ses romans, notamment, *Indiana*, *Valentine*, *Jacques*, écrits de 1832 à 1834, G. Sand mit « à la portée de toutes les femmes » ; selon l'expression de M. René Doumic (*Conférence sur George Sand*), les théories contre le mariage.

social, aux nécessités présentes, ils ont couvert de fleurs l'« admirable » adultère et condamné le mariage au ridicule. A les en croire, il ne serait plus que l'hospice des résignés ou l'hôpital des éclopés de l'amour.

La *morale de l'amour*, ressuscitée des désuètes théories de Fourier, l'emportant magnifiquement sur le devoir, constitue aujourd'hui toute la source d'inspiration d'une certaine littérature de roman, de théâtre et de presse. « Ceux qui s'aiment sont mari et femme », nous dit en terminant son livre : *DE L'AMOUR ET DU MARIAGE*, M^{me} Ellen Key (1)... « L'homme et la femme sont faits « pour la volupté » surenchérit Mr. P. Adam. — « Vous « vous aimez, réunissez-vous ! » s'écrie enfin Max Nordau (2), après avoir dénoncé le « mensonge matrimonial ». Comment mieux caractériser l'union libre basée sur l'amour charnel ?

A la scène, les auteurs préférés du public ne s'écartent guère de ce thème. *LOUISE*, le poème musical de Mr. G. Charpentier, palpite de la délirante exaltation de l'amour libre. N'est-ce pas encore dans la pièce de M. P. Wolff, *LE LYS*, très en vogue à son heure, que l'on entend une jeune fille proclamer son droit à l'amour, et lancer

(1) « Elle est la George Sand des pays scandinaves », dit M. Avigdor. Avec quelle âpreté encore, les héroïnes d'Ibsen réclament le droit de « vivre leur vie » !

P. Avigdor, *Examen critique des tendances modernes dans le mariage et vers l'union libre*, Thèse.

(2) Max Nordau, *Les Mensonges conventionnels*.

à son père, ahuri, cette apostrophe : « Notre honneur
« nous tue ! »

Rien ne peut plus nous étonner, à présent.

Même l'enseignement de M. Acolas, professeur de droit civil français à l'Université de Berne, où l'on tient l'institution surannée du mariage, qui bientôt n'aura plus cours social, pour une banale « association d'amour entre deux
« êtres, l'homme et la femme, libres et égaux l'un pour
« l'autre, d'après leur esprit comme d'après leur cœur (1). »

Evidemment, nous vous comprenons ; le mariage n'est tout bonnement qu'une suite d'essais. Quant aux enfants, nul ne s'en soucie. D'ailleurs, on n'en veut plus, la charge de la paternité est devenue trop encombrante.

Qu'ajouter à ceci ? Qu'une société est mûre pour la corruption, « lorsque le mariage cesse d'être honoré et
« n'apparaît plus comme l'acte primordial et le pivot
« autour duquel gravite la vie des hommes (2). »

(1) Cité par P. Avigdor, *Op. cit.*, p. 249.

Rappelons la conférence de M. Ch. Lefebvre : *Le mariage civil n'est-il qu'un contrat* ? où ce professeur rejette l'idée de contrat, chère à Portalis, pour voir, dans le mariage, une *institution sociale* qui se place hors de l'atteinte de la convention, et par le fait même de l'association. Conférence faite à la Sorbonne en 1902, et publiée par la *Nouvelle Revue historique*.

(2) M. J. Jung ajoute :

« Si l'homme, en effet, ne sait plus trouver dans le devoir le
« bonheur et la satisfaction de ses naturelles aspirations, il ira
« en chercher dans toutes les formes du plaisir une pâle contre-
« façon... Les principes de morale apparaîtront quelque chose
« de démodé et de ridicule ; l'amour du beau ne sera qu'un pré-

II

LA PUISSANCE PATERNELLE AFFAIBLIE PAR LE CODE ET L'OMNIPOTENCE DE L'ÉTAT

Deux procédés peuvent être employés pour amoindrir la puissance paternelle : d'une part, le partage forcé qui immobilise le pouvoir du père en lui retirant la libre disposition de ses biens ; de l'autre, la prétention de l'Etat à exercer concurremment avec le père l'autorité sur l'enfant.

Le système successoral de l'Ancien Régime variait suivant les provinces de *droit écrit* ou les pays *coutumiers*. Les premières suivaient les maximes romaines, la succession *ab intestat* ne s'ouvrant qu'à défaut d'héritier testamentaire. Les seconds se partageaient entre trois coutumes : d'égalité parfaite, avec obligation du rapport ; de simple égalité ou d'« option », représentant le droit commun appliqué aux biens roturiers ; de préciput, avantage hors part constituant le droit d'ainesse pour les biens nobles.

L'esprit révolutionnaire ne pouvait manquer de niveler ces inégalités. Il consacra le système des coutumes

« texte bon à colorer et à ennoblir le vice ; la débauche deviendra pour l'homme l'élégance suprême, et pour la femme « une carrière qui la mènera non seulement à la fortune, mais « encore à une gloire assez voisine de la considération... » *Famille, Population*, préface, p. xx.

d'égalité parfaite par la loi du 17 Nivôse, an II, qui abolit même la liberté de tester en ligne directe. Le 4 Germinal an VIII, néanmoins, on retourna à la coutume la plus favorable au droit de tester, que le Code civil adopta plus tard. Mais, tandis qu'avec le droit d'ainesse la part préciputaire s'élevait jusqu'aux deux tiers de la succession, le Code la limita à d'insuffisantes et invariables proportions : le tiers ou le quart ; tandis qu'autrefois l'égalité absolue entre héritiers était l'exception, le partage égal et forcé fut dorénavant la règle. La loi française ne veut pas seulement que les enfants aient des droits égaux, elle veut « que chaque enfant, et même, d'une « façon plus générale, chaque héritier ait sa part en nature dans les biens du défunt, et que chaque lot se compose d'objets semblables (art. 826 et 832). C'est le morallement obligatoire (1). » De Tocqueville l'a fort bien écrit : « Notre régime successoral est une machine qui fait « tout voler en éclats (2) », démembrant à la fois la souche domestique, la propriété familiale et l'autorité paternelle.

Semblable liquidation qui se reproduit en moyenne tous les 30 ans, et « fonctionne, dit M. de Ribbe, à la façon du hache-paille », a inévitablement disloqué la famille-souche. A la mort du chef, ses enfants se sont répartis son patrimoine, se sont dispersés, ont fondé de nouveaux foyers, lesquels ont disparu à leur tour. L'ap-

(1) Planiol, *Op. cit.*, t. III, *Les Successions*.

(2) De Tocqueville, *Mélanges*, Notes et pensées.

prentissage familial cessant de se transmettre de père en fils, lentement se sont éteintes les familles professionnelles d'artisans, de paysans, de tabellions, de diplomates, etc... La famille a perdu alors son caractère de « permanence » ; le régime de partage obligatoire a amené la *famille instable*, cause de déchéance de la race.

Un coup mortel a été porté à l'unité du bien de famille par l'égalité des partages. La propriété rurale, particulièrement, a souffert du principe juridique : nul n'est tenu de demeurer dans l'indivision. Quel intérêt, en réalité, pour le propriétaire d'améliorer un bien destiné à l'enchère publique, un bien que se disputeront entre eux l'homme de loi et le fisc ? Le Français en a pris son parti : au partage forcé, il a répondu par l'enfant unique. Restreindre sa postérité devient de la prévoyance. Triste nécessité ! Pour démocratiser la propriété, le Code a entrepris l'émiettement systématique, à chaque génération, de l'établissement familial. Par là, il est allé directement sans y penser, contre l'intérêt du peuple, ne lui réservant que la fatale égalité de la misère. » En vain, tente-t-on actuellement de réagir... La propriété familiale est bien morte.

A la vue de si désastreux effets Renan, dans la Préface des QUESTIONS CONTEMPORAINES, n'a pu s'empêcher de stigmatiser, « ce Code de lois qui semble avoir été fait
« pour un citoyen idéal, naissant enfant trouvé et mou-
« rant célibataire ; ce Code qui rend tout viager, où les
« enfants sont un inconvénient pour le père, où toute
« œuvre collective et perpétuelle est interdite, où les

« unités morales, qui sont les vraies, sont dissoutes à
 « chaque décès,... où la propriété est conçue non comme
 « une chose morale, mais comme l'équivalent d'une
 « jouissance toujours appréciable en argent ; un tel Code,
 « dis-je, ne peut engendrer que faiblesse et petitesse.
 « Avec leur mesquine conception de la famille et de la
 « propriété, ceux qui liquidèrent si tristement la *banque-*
 « *route de la Révolution*,... préparèrent un monde de pyg-
 « mées et de révoltés. » (p. III et IV.)

De quel nom appeler ce semblant d'autorité, qui voit fuir devant lui le foyer domestique et dont le patrimoine familial lui échappe ? Depuis 1793, l'action destructive s'acharne au seul pouvoir qui préserve la famille. La loi civile, conçue en méfiance du père de famille, lui a enlevé la liberté testamentaire ; elle l'a dépossédé de son domaine et en a fait un prince sans couronne. Le peu de puissance enfin qu'il a gardée sur ses enfants, l'Etat le lui dispute maintenant.

Cette prétention de l'Etat, tirée de sa souveraineté, n'est pas nouvelle.

Déjà, les assemblées de la Révolution avaient imaginé le *Tribunal de famille* pour surveiller la puissance paternelle. Mieux, la loi interprétative du 1^{er} février 1793 décida qu'elle finirait à la majorité des enfants. On abrogeait ainsi pour toujours ce qui avait survécu, dans les pays de droit écrit, de la *patria potestas* romaine où l'autorité du chef de famille durait toute sa vie. A son tour,

le Code réglementa minutieusement les attributs du pouvoir paternel, et notamment le droit de correction qu'il entoura d'infinies précautions.

Depuis, sous la poussée des idées socialistes, l'Etat a pris nettement position contre le père de famille dont il s'est fait l'adversaire redoutable. A cette attitude hostile, M. B. Malon trouve la lamentable explication suivante : « L'important est d'abolir radicalement l'autorité du père et sa puissance quasi-royale dans la famille. L'égalité ne sera, en effet, parfaite qu'à cette condition. Les enfants ne sont-ils pas autant que les parents ? Pourquoi les commander ? De quel droit ? Plus d'obéissance, sans quoi plus d'égalité ! (1) »

De même que l'on a revendiqué le « droit à l'amour » on a opposé le « droit de l'enfant » à l'autorité paternelle, plus ou moins suspecte aux démocrates. Pour M. Naquet, par exemple, l'assujettissement de l'enfant aux volontés du père est incompréhensible. Ne faut-il pas libérer chaque génération nouvelle vis-à-vis de la génération précédente, afin d'accélérer le progrès ? Eliminons, par conséquent, cette autorité gênante. Un autre, M. J. Payot, dans son COURS DE MORALE, dénonce aussi « le despotisme inadmissible que cache la liberté du père de famille. » Voilà qui est clair.

On ne cherche donc plus à garantir le droit du père sur ses enfants, mais bien le droit des enfants contre leur

(1) B. Malon, *Le Socialisme intégral*, t. I, ch. VII. L'évolution familiale et le socialisme.

père. S'armant des Droits de l'homme et du citoyen, l'on part de ce principe que l'enfant au biberon, citoyen comme son père, doit être protégé des emprises de sa famille. Qui sera là pour défendre ses intérêts ? L'Etat ! vous répond-on, l'Etat chef de famille. Et l'on arrive à cette notion invraisemblable que l'enfant appartient à l'Etat, avant d'appartenir à son père !

III

LA LÉGITIMITÉ NATURELLE RIVALISÉE PAR LA LÉGITIMITÉ « DE CONTREBANDE »

Nous savons quel sort réservait l'Ancien Droit à l'enfant né hors mariage. Le bâtard, non légitimé, était impitoyablement écarté de toute succession.

La Convention se devait à elle-même de réparer cette injustice. Elle fit largement les choses. Le 4 juin 1793, elle reconnut le principe de l'existence de droits successifs au profit des enfants illégitimes ; et le 12 Brumaire, an II, enfants légitimes et enfants naturels venaient sur le même rang en qualité de successeurs, avec effet rétroactif jusqu'au 14 juillet 1789 !

Le Code civil fut assez dur envers les enfants naturels. Toutefois Napoléon I^{er}, en instituant les *majorats*, au-

torisa la transmission et l'héritage des titres à la descendance tant légitime que naturelle. Cette transgression de l'esprit du Code ne fut pas oubliée ; l'importante modification qu'a subie postérieurement l'art. 908, en témoigne. La loi du 25 mars 1896 (1) a permis, effectivement, aux enfants naturels simples reconnus de venir à la succession de leur père et mère, en qualité d'héritiers, pour une part beaucoup plus élevée qu'auparavant ; de plus, elle a donné aux parents la faculté de les gratifier d'une portion égale à celle des enfants légitimes.

On n'en devait pas rester là. L'abrogation de l'art. 298, mesure incomplète aux yeux des réformateurs, appelait la loi du 7 novembre 1907 (2) sur la filiation adultérine ou incestueuse. A l'avenir, la légitimation des enfants adultérins et incestueux, s'ils sont nés plus de trois cents jours après le début d'une instance en divorce, est rendue possible par le mariage subséquent de leurs auteurs. Egalement, l'enfant né pendant le mariage et désavoué par le mari, pourra être légitimé par l'union ultérieure de la mère avec son complice. Comme le fait observer M. Tassart : « plus le scandale sera certain, meilleur sera le résultat pour les coupables d'adultère ».... La loi de 1907 est bien le digne pendant de celle de 1904 (3).

Quatre jours après le vote de cette loi, MM. Violette et

(1) *Journal Officiel*, 28 mars 1896.

(2) *Journal Officiel*, 9 novembre 1907.

(3) Cf. *supra*, p. 82.

Steeg déposaient une nouvelle proposition (1) qui tendait, passant outre au désaveu de paternité, à la légitimation de tous les enfants nés hors mariage.

Soutiendra-t-on qu'il existe encore une présomption de vraie légitimité, au xx^e siècle ? Peu importe que l'on naisse dans ou hors le mariage, puisqu'on prétend égaliser les droits des enfants légitimes, naturels, adultérins ou incestueux !

Quant à la question controversée de la recherche de la paternité, que le Parlement vient de solutionner en autorisant l'action en reconnaissance de paternité naturelle (2), je ne puis m'y arrêter... me bornant à constater avec quelle facilité ont été levés un à un tous les obstacles à l'union libre.

Pour la substituer au mariage, il n'y aura bientôt plus que deux enjambées à faire : établir le divorce par la volonté d'un seul, assimiler tous les enfants aux enfants légitimes.

IV

L'AUTORITÉ MARITALE COMBATTUE PAR LE FÉMINISME

Chez les Romains, la femme d'abord soumise à la *manus* de son mari finit par s'y soustraire graduellement, à

(1) *Journal Officiel*, 1907, Chambre-Annexes, N° 1309.

(2) *Loi du 16 novembre 1912*, modifiant l'art. 340 du Code civil (*J. O.*, 17 nov. 1912).

la fin de l'Empire, et par acquérir une capacité civile presque entière. Inspirée de l'esprit du christianisme, la Monarchie releva la dignité morale de la femme, tout en lui imposant une certaine subordination ainsi que l'exclusion de toute fonction publique.

Le Code ne modifia guère sa condition juridique, et maintint la femme en puissance — une puissance raisonnable, disons-le — du mari. Deux tempéraments y ont été apportés, par la suite : en 1893 (1), la femme séparée de corps a recouvré, comme la femme divorcée d'ailleurs, sa pleine capacité ; en 1907 (2), la femme mariée a obtenu la libre disposition de son salaire.

On conçoit que les femmes conscientes de leurs droits, enhardies par les idées démocratiques, aient protesté contre une situation aussi précaire. A leur tête, dès 1789, se trouvèrent M^{me} Roland, Théroigne de Méricourt, les « héroïnes » de la journée du 5 octobre. L'illustre Olympe de Gouges, précurseur du féminisme en France, revendiqua même dans sa *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*, l'accès aux femmes de l'arène politique. En attente, la Révolution leur octroya le divorce (3), et l'on sait le dérèglement effrayant des mœurs qui suivit : la corruption de l'époque du Directoire est restée légendaire.

(1) *Loi du 6 février 1893. J. O.*, 8 février 1893.

(2) *Loi du 13 juillet 1907. J. O.*, 15 et 16 juillet 1907.

(3) Elles eurent pour défenseurs les meilleurs des Girondins : Vergniaud, Buzot, et le plus impénétrable des Jacobins : Saint-Just.

Chaque génération, depuis, a eu son genre de féminisme. Au temps de George Sand, on revendiquait pour la femme la liberté de la passion. Au temps de Dumas fils, on réclamait pour elle, dans les mariages, la réciprocité des droits et des devoirs. Notre féminisme, à nous, n'est plus d'ordre passionnel ni moral ; il revêt le caractère particulier d'une révolte de la femme contre l'homme. On a poussé la femme à s'affranchir de son mari, on lui a suggéré que sa subordination n'était plus de l'essence du mariage, que le principe d'égalité s'implanterait désormais au foyer.... Grâce au divorce libérateur, facilité par la complaisance coupable du juge, l'émancipation de l'épouse rebelle s'est enfin accomplie.

Tant dans les classes aisées que parmi celles de condition moyenne, le féminisme a servi de prétexte à la violation des lois naturelles qui astreignent la femme. Il a dissimulé, dans la bourgeoisie, la crise des filles sans dot et sans profession lucrative. Chez la femme riche, il est le fruit d'un luxe insensé, de l'oisiveté et du scepticisme. Exaltée par des lectures trop capiteuses, une vie trop enivrante, cette femme se dérobe à la loi du mariage et de la maternité. Afin de tromper le désœuvrement qui l'accable, elle cherche à se créer, hors du foyer, des occupations futiles et des devoirs factices. « Mettant ses
« allures en harmonie avec des extravagances du cos-
« tumé, écrivait déjà Le Play, en 1866, elle semble
« s'appliquer à effacer la ligne de démarcation qui jus-
« qu'à ce jour avait séparé, même dans les apparences, le

« vice de la vertu... Elle devient alors l'auxiliaire le « plus actif de l'esprit du mal (1). »

Dans un milieu plus laborieux, s'agite une autre catégorie d'« inutilités sociales », d'intellectuelles dévoyées de la science, déclassées réfractaires qu'ont étourdies les aspirations féministes. Nihilistes de l'amour et de la famille, on les rencontre portant le chignon court, le faux-col masculin, le pince-nez professionnel. Elles enseignent, consultent, décident, dispensent leurs oracles à qui les veut écouter, formant une sorte de prolétariat féministe qui vit en marge de la société.

M. M. Donnay, dans une pièce qui remporte actuellement un succès mérité, vient d'aborder cet irritant problème de la femme moderne. Il nous a dépeint, de main de maître, en ses ECLAIREUSES, ces femmes d'avant-garde qui, par leur action sociale et surtout par leur exemple, travaillent à l'émancipation intégrale de leur sexe. Ensuite, il s'est demandé ce que devenait l'apôtre en jupons à son foyer et dans la société ? Comment se comporteraient, au cours de la vie, les forces sereines et calmes de la raison acquise aux idées nouvelles en présence des forces profondes et troublantes de l'instinct tyrannique ?

Avec cette élégance d'esprit qui lui appartient, M. M. Donnay les a fustigées d'importance, ses « Eclairéuses ». Prenez garde, leur a-t-il déclaré, vous faites

(1) Le Play, *La Réforme sociale en France*, p. 276-7.

œuvre mauvaise. Proclamer l'égalité des sexes devant la loi, c'est rendre la vie conjugale impossible. S'évader du mariage, c'est se dresser contre une nécessité sociale. Vouloir se libérer de l'homme, c'est s'insurger contre une nécessité naturelle. Vous n'échapperez pas, Mesdames, aux griffes de l'amour.

Nous partageons entièrement cette manière de voir.

Ainsi combattue ou méprisée, ballottée entre ces deux fins peu enviables, l'autorité maritale a dégénéré en un frêle pouvoir plein d'embûches. Le mariage lui-même, toujours sous le coup d'une rupture immédiate, par humeur ou caprice, est maintenant chose éphémère.

Comment s'étonner qu'il ne suscite plus grand enthousiasme chez ceux que l'on continue à dénommer, par dérision peut-être, le « sexe fort » ?

L'examen détaillé des luttes que soutient, sans répit, la famille, nous a dévoilé le plan de campagne dirigé contre elle par les modernes révolutionnaires.

Quels moyens de défense devons-nous adopter, de notre côté ?

§ 2

COMMENT RECONSTITUER LA FAMILLE

I

Les causes de prospérité et de décadence d'un peuple — il n'est pas superflu de le répéter — sont indiquées dans ce modeste aphorisme, énoncé par Le Play : « La « vie privée imprime son caractère à la vie publique ; la « famille est le principe de l'Etat. »

Si l'ancienne société a montré un ensemble de force et une cohésion surprenantes, elle en est redevable à la grandeur de sa famille qui a fait régner, dans son sein et autour d'elle, la paix. De nos jours, les termes du rapport sont inversés, détruisant la proportion : l'individu a pris la place de la famille, au regard de la société.

La constitution de la famille exerce à ce point une influence primordiale sur les destinées d'une race, qu'à la protéger ou à la fortifier lorsqu'elle s'affaiblit, doivent s'attacher les vrais amis de leur pays. En France, une profonde réforme morale et sociale de la famille s'impose

avant tout. Pour la réaliser, il faudra soustraire le mariage au régime de destruction qui le mine ; rendre au père l'autorité qui lui appartient ; insuffler à l'enfant l'esprit de solidarité familiale ; restaurer, chez la femme, la noblesse de sentiments qui rehausse son prestige ; et revenir à la crainte de Dieu, par la religion.

LE « RESPECT » DU MARIAGE.

La stabilité de la famille n'assurera la prospérité continue d'une nation, que si elle se trouve protégée par l'unité et la fixité du lien conjugal (1).

La démonstration de l'utilité sociale du mariage n'est plus à faire. Il perpétue cet être moral que représente la famille ; en conservant l'ordre dans la cellule, il garantit l'union entre les groupes et sauvegarde la bonne marche de l'organisme tout entier, c'est-à-dire la société. Le mariage demeure ainsi une condition de vie de l'humanité. Les pays qui l'honorent jouissent d'une puissance économique et politique supérieure : la polygamie des nations d'Orient n'a jamais produit que des civilisations atrophiées.

(1) « La loi qui interdit le divorce, comme celle qui érige le « mariage en institution vénérable, est un des solides fondements « des mœurs d'une nation. » Le Play, *La Réforme sociale en France*, p. 286.

L'indissolubilité est donc le caractère propre du mariage, le divorce son ennemi redoutable. Bon gré, mal gré, ce dernier s'est implanté dans notre législation ; d'aucuns le défendent âprement, beaucoup se contentent de le justifier. Le plus innocemment du monde, on vient vous dire que le divorce est un mal rendu nécessaire par les mœurs, qui empêche les époux en mésintelligence d'esquiver la loi ; ou plutôt « qu'il est non pas un « mal, mais un remède à une maladie. Si on l'applique à « dose convenable, on enraye celle-ci ; mais si on la « donne à trop haute dose, on empoisonne le corps « social (1). »

Le malheur a cependant voulu que la société ait été intoxiquée par cette médication homéopatique du divorce qui lui a été administrée à jet ininterrompu. Pour la guérir tout à fait, on pense même l'achever. Les chiffres sont les meilleurs garants de ce que nous avançons. Le nombre des divorces atteint presque le 1/20 de celui des mariages ; chaque année il augmente, et autorise les imputations calomnieuses répandues à l'étranger sur notre pays, considéré comme un foyer de dépravation.

Les résultats plus tangibles du divorce apparaissent clairement. Il devient une des causes de l'appauvrissement de notre sang ; en effet, l'éventualité d'une séparation tarit la fécondité des époux, qui hésitent à avoir des enfants. Quelle situation, d'autre part, plus misé-

(1) Avigdor, *Op. cit.*, p. 230.

nable, plus douloureuse et plus poignante, à tous moments étalée devant les tribunaux, que celle réservée aux enfants de divorcés ! L'enfant, c'est pourtant le lien qu'on ne devrait jamais briser. Il faut encore voir en cette loi, la répétition appliquée d'un de ces brusques accès de justice sociale qui reçoivent, des faits, un si terrible démenti.

Ne supprime-t-on pas au malade, le remède qui soulage sa douleur, mais dont l'abus le conduit à la tombe ? Notre société, elle aussi, est ce morphinomane ; et si l'on ne réagit, le mal ira s'aggravant « jusqu'au jour, dit « M. P. Bourget, où la loi du divorce aura manifesté la « conséquence qu'elle porte réellement en elle : la substitution de l'Union libre à la Famille (1). »

Cet acheminement vers l'union libre, nous l'avons constaté. Le divorce qui, par lui-même, constitue une loi tentatrice, « la seule idée du changement y provoque », écrivait Aug. Comte, se simplifie peu à peu par l'élasticité d'interprétation de l'*injure grave* (2). En réa-

(1) L'admirable auteur d'*Un divorce* explique ainsi sa pensée : « La loi du divorce a été faite au nom des droits de l'individu, « contre le lien de la famille. Il est inévitable qu'elle tende de « plus en plus à desserrer ce lien jusqu'à ce qu'elle finisse par le « rompre entièrement... »

(2) « Il est certain, notait M. Glasson, que le divorce produit « fatalement l'abus du divorce, et l'abus du divorce compromet « l'existence même de la famille. » Au reste, M. Glasson considérerait le divorce « comme une institution qui ne convient pas à « nos mœurs ». *Op. cit.*, p. 493-5.

M. Larnaude, professeur à la Faculté de Droit de Paris, de

lité, le divorce par consentement mutuel existe à l'état latent en jurisprudence ; il suffit pour les plaideurs de savoir y mettre les formes...

son côté, a opposé aux partisans de l'élargissement du divorce une argumentation originale, d'une très grande portée juridique, et qui concorde avec nos idées sur l'individualisme. Nous tenons à la rapporter ici :

« Quel est donc le principe, se demande-t-il, qui sert de point d'appui principal aux partisans de l'extension indéfinie des causes du divorce, et qui, logiquement, doit amener à la dissolution complète de la famille telle qu'elle est organisée dans les sociétés modernes ? C'est le principe d'individualité, c'est l'idée de l'individualisme, c'est l'exagération du droit individuel, du droit de la personne humaine. »

M. Larnaude insiste pour que l'on poursuive ces outranciers du divorce sur le terrain même qu'ils choisissent, et qu'on les batte avec leurs propres armes, les théories et les principes. Aussi s'attache-t-il à démontrer le caractère de réalité du groupement familial, son importance corporative. Lorsqu'une famille se forme, c'est en quelque sorte un être nouveau qui se crée, et qui réside la condition même du développement de l'individu, en constituant un groupement supérieur aux volontés individuelles. Quant aux prérogatives, aux droits particuliers attachés à ce groupement, « dans la forme, ce sont des droits privés et individuels ; au fond, ce sont des droits corporatifs, des fonctions véritables. »

Et M. Larnaude conclut hardiment — ce dont nous nous réjouissons :

« Ne laissons pas à nos adversaires le privilège d'avoir pour eux les principes. Revendiquons-les, nous aussi, et à la doctrine dissolvante de l'individu seul maître de lui, ne devant de comptes à personne ; opposons la doctrine de l'individu sujet de la famille, et obligé de faire en sa faveur tous les sacrifices que comportent les nécessités de son existence et de son développement. » *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1906, p. 196 à 199.

Ressaissons-nous sans tarder. Les Français brûleront une fois de plus ce qu'ils ont adoré. Que notre pays prenne exemple sur ses sœurs latines, l'Italie, l'Espagne qui, ayant écarté le divorce, ont maintenu leur race si vivace. S'en plaignent-elles ? Je ne le crois pas (1).

Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls de cet avis. Le mariage indissoluble a eu, a toujours de zélés avocats. En dehors de Le Play et Cheysson, d'autres noms précédemment prononcés, on peut citer au hasard le magistrat G. Bonjean, le critique Ad. Brisson (2), Gyp qui, dans une enquête de la REVUE, exprime crânement son opinion : « Je trouve que le divorce -- le divorce « suivi de remariage, particulièrement -- est une infamie « au point de vue des enfants, une trahison au point de « vue religieux, et une malpropreté au point de vue so- « cial. »

Quant à nous, qui avons combattu le fait acquis du divorce, nous ne saurions trop flétrir les nouvelles et perfides propositions récemment élaborées contre la famille. Dans l'excellent livre FAMILLE, POPULATION, de M. J. Jung, ce juste langage est tenu :

(1) Alexandre Dumas fils, fait cette judicieuse remarque : « Plus les hommes et les femmes verront que le mariage est un « acte irrévocable, plus ils prendront l'habitude de le faire sérieusement. » Cité par Avigdor, *Op. cit.*, p. 231.

(2) « Pas de famille, pas de foyer, pas de groupement social « possible, écrit M. Brisson. Tout homme civilisé répugne à « cette combinaison... » la combinaison de l'Union libre, s'entend, *Le Temps*, 4 janvier 1909.

« Si vous croyez que les hommes ont en eux un sentiment suffisant du devoir pour que la famille puisse subsister sans le secours d'une contrainte légale ; si la liberté, le plaisir, la jouissance impliquent la discipline, la peine, le sacrifice ; s'il est certain que l'homme, en fin raisonnable dans sa passion, n'y cherchera pas une excuse, mais une source de devoir, n'y voudra pas trouver seulement une sensation agréable et passagère, mais le moyen de fonder une famille ; si vous êtes assuré que la femme sûre d'aimer l'homme qui la rendra mère, lui restera librement et jusqu'au bout fidèle, appelant de ses vœux la fécondité attrayante et sacrée, alors, allez jusqu'au bout de votre raisonnement et supprimez le mot même de mariage, puisque vous supprimez sa réalité.

« Mais vous n'oserez pas ; vous savez trop bien que si aucun lien légal ne vient imposer l'affection lorsque l'amour a perdu son ardeur, l'homme obéissant à son instinct oubliera vite les heures vécues ensemble et les traces vivantes qu'elles ont pu laisser. Il abandonnera sa compagne, qui conservera la charge de l'enfant, trop heureuse lorsqu'une modeste pension viendra lui rappeler chaque mois la faute du passé et l'ingratitude de celui qu'elle a aimé » (*Préface*).

Vous lirez dans les yeux de la mère et de l'enfant leur angoisse de l'avenir, et comprendrez qu'il faut rendre au mariage sa physionomie d'antan pour qu'il rajeunisse notre société décrépite. Alors l'engagement des époux se

parera de cette grâce ingénue, de cette beauté grave que chantait naïvement la vieille ballade de l'Ile-de-France :

*Enfin vous voilà donc,
Ma belle mariée,
Enfin vous voilà donc
A votre époux liée
Avec un long fil d'or
Qui ne rompt qu'à la mort !*

Ah ! qu'on se hâte de nous ramener à la morale, pas à la morale laïque, ni à celle de l'adultère sentimental, non... à la « vraie » morale.

LE « RESPECT » DU PÈRE.

Il n'y a pas d'organisation démocratique sérieuse et durable sans le contrepoids de solides institutions domestiques. L'autorité paternelle, qui forme en quelque sorte le ciment du groupe familial (1), favorise en outre la mission éducatrice du père envers les jeunes générations.

La loi civile devait, semble-t-il, une large protection à ce pouvoir ; elle l'a sacrifié au contraire au système égalitaire, et mis en lambeaux l'œuvre des ancêtres. De toute nécessité, il importe donc de préserver le domaine

(1) Comme le rappelait M. Glasson à l'Académie des Sciences morales : « Le mariage et l'autorité paternelle sont les deux assises sur lesquelles repose la famille. Tout acte, toute loi qui affaiblit l'un ou l'autre menace la famille. » (*Compte rendu*).

familial des effets dissolvants de l'individualisme, par la transmission intégrale du foyer et du patrimoine. Conférer au père la liberté testamentaire, serait du reste reconnaître un simple droit de famille qui lui appartient déjà. « Un peuple n'est « libre, affirmait Troplong, que s'il a la liberté de tester (1). »

Avec Le Play, le promoteur de la « restauration progressive de la liberté absolue de tester », nous estimons qu'il faut subordonner franchement les intérêts de l'enfant à ceux du groupe, de manière à réaliser l'unité familiale. L'Angleterre a puisé sa vigueur sociale, dans cette coutume de franc-alleu, qui laisse au père le soin d'instituer l'héritier le plus capable de continuer la tradition familiale, en faveur de qui il dispose de ses biens (2).

On trouve, en France, quelques projets en vue de parer aux dangers de notre régime successoral. Le plus intéressant, celui de M. Glasson, n'était en somme qu'une amélioration des dispositions du Code sur les partages d'ascendants : il fixait invariablement la quotité disponible à la moitié, tout en acceptant l'institution d'héritier, selon les données du droit romain.

Inspirée de cette pensée : « la maison à la famille », une modeste législation s'est cependant édifiée pour la conservation du foyer domestique. La loi Siegfried sur les habitations à bon marché, renforcée en 1906 et en

(1) Troplong., *Droit civil expliqué*.

(2) Nous pourrions faire la même réflexion en ce qui concerne les Etats-Unis et le Canada.

1908 (1), a facilité la construction de logements économiques pour la classe ouvrière, et permis le maintien de l'indivision durant 5 années après le décès du propriétaire. L'encouragement apporté, en 1908, à la petite propriété, principalement rurale, prépara la loi Lemire du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable. La loi Siegfried avait donné au travailleur le moyen de construire ou d'acquérir une maison, la loi Lemire a rendu possible et certaine la conservation du foyer familial. Mais cette dernière (empruntée du *Homestead* des Etats-Unis, où l'immeuble demeure inaliénable pendant la vie du *homesteater*, chef de famille, jusqu'à la majorité de ses enfants), a plutôt été votée chez nous pour augmenter le nombre des citoyens-propriétaires, et avec eux les partisans de l'ordre, qu'en vue de resserrer les liens de famille.

En résumé, ces dispositions législatives, quoique bien intentionnées, n'ont pas obtenu le succès que l'on escomptait. L'explication en est simple : Reculez l'indivision aussi longtemps que vous le désirerez, toutes ces mesures capituleront finalement devant le partage forcé et égal qui subsiste toujours, et n'apparaîtront que comme des expédients.

Par ses incontestables avantages, la liberté testamen-

(1) *Lois* des 30 Novembre 1894 (*J. O.* 1^{er} déc. 1894), 12 Avril 1906 (*J. O.* 15 avril 1906), et 10 Avril 1908 (*J. O.* 12 avril 1908).

Une nouvelle loi, en date du 23 Décembre 1912, est venue « modifier et compléter » celle de 1906 (*J. O.* 25 Décembre 1912).

taire suppléerait merveilleusement à ces combinaisons inefficaces. En plaçant entre les mains du père des armes légitimes, elle rétablit l'autorité qui commande le respect. La haute figure du *pater familias* se dessine alors avec un éclat particulier. Elle personnifie la tradition domestique, héritage de vérités et de vertus où se trempent les caractères qui font la durée et l'orgueil de la maison ; elle entretient l'esprit de famille, frein moral contre les entraînements du mal et aiguillon pour le bien.

« Une véritable solidarité d'honneur et de déshonneur, « écrivait Cheysson (1), existait autrefois entre tous les « membres de la famille. Que de défaillances prévenues « par la crainte de ternir le renom de la maison natale ! « Quelle joie, si un des rejetons s'illustrait ! Plus d'un « cadet s'est élevé aux plus grandes situations, porté par « les sacrifices de tous les siens... » L'union et la paix sou-
daient les unes aux autres toutes les filiations d'une même descendance ; et, sous la puissante impulsion du chef de lignée, s'est dégagée cette « aristocratie », ensemble de familles poussées au sommet de la hiérarchie sociale par une longue pratique des mœurs familiales et de services rendus au pays.

Partout où l'autorité du père s'est affirmée, l'histoire nous montre la liberté de tester liée à la fécondité du mariage. Une nombreuse postérité constitue la sauve-

(1) Note de Cheysson à l'ouvrage de Le Play, *L'Organisation de la famille*, p. 287.

garde du foyer qui concentre en lui l'activité et l'affection de ses membres, et qui, aux heures lointaines d'épreuve, devient le refuge de ceux à qui l'hymen n'aurait pas souri ou des cadets auxquels la vie aurait été cruelle. Arthur Young admirait, vers la fin du xviii^e siècle, « ce mélange d'union et d'aimable liberté, « cette sociabilité et cette douceur de mœurs de la famille française, vivant sur le petit domaine que son « travail met en valeur ou qu'il a même peut-être créé. »

Pour ranimer ce charme éteint du foyer, empêchons le patrimoine, ainsi que la famille, de se disperser aux quatre vents. Heureux les peuples qui ont su attacher la famille au sol, et respecter ces deux notions fondamentales, inséparables : « La propriété, fruit légitime du « travail et de l'épargne, et l'héritage qui, reliant intimement le père au fils, est bien la première, la plus précieuse, et la plus sainte des solidarités humaines (1). »

Nous avons vu quels étranges principes guidaient nos législateurs lorsqu'ils se mettent en tête de réglementer les rapports de famille. Convaincus que « la loi doit servir « d'arbitre entre le père et ses enfants », selon la dangereuse parole de Tronchet, ils ne visent rien moins qu'à concurrencer le père dans l'exercice de ses droits. A nouveau, nous ne pouvons que protester contre les empiète-

(1) Projet Léveillé sur *le bien de famille insaisissable*. (Homestead). Exposé des motifs. Projet en date du 16 Juin 1894. J. O. 1894. — Chambre. Annexes. N° 717.

ments constants de l'Etat sur l'autorité paternelle, la plus légitime pourtant des autonomies.

Le devoir du père ne se borne point, comme le veut J.-J. Rousseau, à pourvoir aux besoins physiques de son enfant, il lui doit encore l'éducation intellectuelle, morale et religieuse. Lui seul, a qualité pour former la volonté de son fils ; il est maître de l'élever à sa convenance. Le « droit de l'enfant » n'existe pas plus que celui de l'homme en face du droit familial. L'enfant est *bien de famille* dont le chef a été établi le dépositaire responsable par la loi naturelle, et contre lequel ne saurait prévaloir les prétentions étatistes, quelques motivées qu'elles soient.

LE « RESPECT » DE LA FEMME

Avec justesse, Le Play considérait la chasteté des femmes comme la base des mœurs d'une nation, et il en faisait un facteur important du progrès social. « Les hommes font les lois, les femmes font les mœurs » a dit un penseur du ^{xviii}e siècle. Dans une société aussi gangrenée que la nôtre, pour remonter la pente, il est indispensable de conjurer le désordre du concubinage et des unions clandestines, d'enrayer le développement de la prostitution, par tous les moyens qui peuvent accroître le respect dû au caractère fragile de la femme.

Le mariage qui a sauvé la femme chrétienne de la dégradation orientale et de la servitude barbare, est, à tous

égards, le plus sûr abri de sa faiblesse. Partant, le mari doit protection à sa femme ; celle-ci, en revanche, soumission au mari. Voilà qui paraît fort sage, et ne devrait soulever la moindre difficulté, si l'on ne remettait actuellement tout en discussion. Comme un épouvantail, on agite les grands mots *d'indépendance totale de la femme : la femme libre* — tout au plus ne peut-il être question, à notre avis, que d'une indépendance morale, — ou d'*égalité des sexes*, note gaie sur laquelle on ne manque jamais de terminer.

Que l'homme et la femme restent donc chacun à la place que leur a assignée le Créateur ! A l'homme incombe le pain quotidien et la vie publique, à la femme le soin du foyer et la tâche de l'éducation première des enfants (1). Sublime mission de la mère, dont elle ne soupçonne pas toujours l'immense portée sociale : l'avenir d'un enfant, n'est-il pas l'œuvre de sa mère ? disait Napoléon. Son influence prédomine surtout dans la famille ouvrière, où tout dépend de sa vertu et finit par se modeler sur elle. L'action intelligente et tendre de la femme dans le ménage offre alors un spectacle magnifique et réconfortant, qu'il est encore possible de rencontrer dans les classes laborieuses. Saluons bien bas, l'humble femme

(1) « Au mari, écrit M. Augustin Cochin, le travail et les gains
« du ménage ; à la femme, les soins et la direction intérieure ; le
« mari gagne, la femme épargne ; le mari nourrit les enfants, la
« femme les élève ; le mari est le chef de la famille, la femme en
« est le lien ; le mari en est l'honneur, la femme la bénédiction. »

du peuple qui s'est instituée la Vestale de son foyer ; et plaignons l'*ouvrière* (1), « terme impie », écrivait Michelet, pour qui les joies familiales sont inconnues.

On garantira la femme des travers que nous avons soulignés, en la rétablissant dans son ministère essentiel, le foyer. Le mariage, assurément, y gagnera dans l'« opion des hommes » ; et les unions, fondées sur l'amour mutuel, persisteront plus fécondes. Soumise à cette règle, la femme riche, dont le sens moral s'est déformé dans l'ambiance d'une perversité édulcorée, y trouvera son profit, en bon renom et en ascendant social. « Courtisane ou ménagère, remarque Proudhon, pour la femme, il « n'y a pas de milieu. »

Nous nous en voudrions de passer sous silence les réels efforts du féminisme en vue d'améliorer les conditions du travail de la femme. Pourquoi ne témoigne-t-il la même ardeur lorsqu'il s'agit de protéger la jeune fille ou de réprimer la prostitution ? Je saisis la raison : la femme est assez consciente d'elle-même, pour demeurer maîtresse de sa personne. Semblable répartie ne saurait néanmoins satisfaire au bien public ; et nous ne pouvons nous en contenter en présence du flot débordant de la débauche.

Le vice, tout extraordinaire que cela s'imagine, reçoit

(1) Il résulte, d'après le recensement de 1906, qu'environ 4.150.000 femmes travaillent. Dans l'industrie et les transports, le commerce, les professions libérales et les services publics, on compterait 2.600.000 femmes salariées travaillant chez autrui.

son absolution du Code qui livre placidement la femme aux entreprises de la séduction. Il met, en effet, les deux sexes sur le pied d'égalité, dans leurs relations *extra-légales*. Libre à eux de s'aimer, pourvu que les faits ne se compliquent pas de rapt ou de violence, circonstances naturellement très rares. Fatalement, la jeune fille pauvre qui travaille au contact des pires promiscuités sera exposée à toutes les tentations, tous les excès, toutes les turpitudes. Infortunée victime des passions humaines, abandonnée par celles-là mêmes qui devaient s'ériger ses vigilantes gardiennes : la loi et la justice. Songeons au nombre anormal d'enfants naturels mis au monde dans les grandes villes. A Paris, notamment, il s'élève à plus du tiers du chiffre total des naissances, soit 14.390 enfants naturels, dont 1.760 seulement ont été reconnus à leur naissance (1).

En concédant à cette filiation frauduleuse les privilèges de la légitimité, en s'évertuant à l'« honorabiliser », remédiera-t-on aux mœurs dissolues que nous déplorons ? Erreur. Ces palliatifs, y compris la recherche de la paternité qui n'arrive qu'après la « bataille », nous les tenons en suspicion, car ils ne réussissent qu'à contaminer les saines institutions dont ils se réclament. C'est peine perdue de chercher à consolider ce qui est pourri : on ne fera jamais de l'enfant naturel qu'un réhabilité.

(1) *Annuaire statistique de la ville de Paris*, année 1910. Les naissances légitimes s'élèvent à 40.923.

Il faut, par conséquent, attaquer le mal à sa racine. Pourquoi, la loi ne considérerait-elle pas la séduction comme un dommage qui obligerait le coupable à le réparer ? En ce cas, l'art. 1382, qu'une jurisprudence benévole applique par intermittence quand on lui présente le fruit du péché, deviendrait le droit commun. Solution préventive qui inspirerait à l'homme, comme en Angleterre, une crainte salutaire pour l'honneur de la femme.

Il n'y a que le premier pas qui coûte : la séduction mène à la prostitution... La réforme législative que nous proposons contribuerait à atténuer cette plaie sociale de la prostitution qui prend, dans la Capitale particulièrement, de si inquiétantes proportions. Complétée par le relèvement des salaires féminins, par la lutte contre la mauvaise presse, et par la diffusion des œuvres préservatrices de la jeune fille, elle procurerait les plus précieux résultats.

Faisons cette réflexion, toutefois : que l'on veuille restituer à la femme sa délicatesse native, ou rendre à ses aspirations leur généreux élan, ou retenir l'imprudente au bord de l'abîme, ou même tirer d'une avilissante déchéance la dévoyée, l'onction du christianisme baignant l'âme des divins préceptes, sera l'invincible force capable d'élever les cœurs et d'arrêter le glissement insensible vers les bas-fonds.

LE « RESPECT » DE DIEU.

Dans le plan de régénération de la famille, l'inspira-

tion morale exprime l'indicible parfum de vie qui en anime tous les organes et les pousse au bonheur, dans une commune croyance.

Tandis que la famille s'est désagrégée lorsque l'on guerroyait contre la religion et que l'on rayait de l'éducation l'enseignement chrétien, elle s'est au contraire affermie dans les contrées où le sentiment religieux a énergiquement maintenu ses droits. Nous en concluons qu'une race qui tient à se perpétuer dans une robuste organisation familiale, doit compléter son évolution matérielle par l'étude croissante des vérités métaphysiques. C'était l'opinion de Le Play, demandant que l'on concilie les traditions et la pratique de la loi morale avec les nouveautés du pain quotidien : le progrès de son temps est de savoir comprendre le passé.

Toute l'ambition de nos politiciens et de nos éducateurs nationaux semble se concentrer en cette formule : *Faire une humanité sans Dieu*. « La religion est pourtant « le plus sûr garant que l'on puisse avoir des mœurs des « hommes », leur déclare Montesquieu (1).

Puis le vieil Evangile n'a-t-il pas préparé la grandeur des nations qu'il a conquises, depuis Clovis et Charlemagne, en leur assurant la domination du monde ? Il restera de longtemps encore, en dépit d'allégations injustifiées et mensongères, leur utile auxiliaire social.

(1) Montesquieu, *Grandeur et Décadence des Romains*, chap. x, p. 53.

En France plus que partout ailleurs, empressons-nous d'ajouter, car il existe entre le catholicisme et l'âme de ce peuple une indéniable convenance héréditaire qui constitue, au point de vue purement politique, la « tradition religieuse de l'âme française. »

II

LA FAMILLE ET LA DÉPOPULATION

Avant de terminer ce troisième chapitre, je consacrerai quelques pages à un sujet qui intéresse au plus haut point la famille, et se pose comme une question de vie ou de mort pour la France : je veux parler de l'angoissant PROBLÈME DE LA DÉPOPULATION.

Lorsqu'on apprit qu'en 1907, puis qu'en 1911, notre population avait perdu 19.000 et 35.000 habitants il y eut, chez nous, un mouvement de stupeur et de consternation. L'implacable loi démographique suivait cependant son cours régulier : notre population quasi-stationnaire depuis près de vingt ans tendait à se raréfier, au lieu que celle des autres pays continuait à augmenter rapidement.

D'aucuns eurent la curiosité de se rendre compte, et purent mesurer toute l'étendue du péril que nous courions. La France qui, sous Louis XIV, comprenait 40 0/0 de la population des grands états de l'Europe, ne figurait

plus, sous la troisième République, que pour 70/0 (1). L'Allemagne, notre égale autrefois, possédait maintenant 65 millions d'habitants, contre les 30 millions que nous ne lui opposons que péniblement (2). Enfin, l'effrayante infériorité de notre taux d'accroissement de population, 1,2 pour 1.000 habitants, en 1901-07, comparé à celui des diverses nations européennes dont la moyenne est de 11,4, venait assombrir davantage ce tableau.

Ces chiffres ont leur éloquence. Inévitablement, ils entraînent les plus désastreuses répercussions sur la situation politique, intellectuelle et morale du pays, et le mettent en fâcheuse posture dans les compétitions mondiales.

La France, naguère si grande, descend au rang d'une nation de second ou de troisième ordre. L'abaissement de natalité amoindrit d'autant le contingent (3) ; la diminution du nombre des producteurs et des consommateurs entrave le développement de notre richesse pu-

(1) La plupart des chiffres que nous produisons ici sont empruntés au Dr J. Bertillon, *La Dépopulation de la France*.

(2) Pendant qu'en Allemagne, l'excédent annuel des naissances sur les décès est passé de 320.000, en 1841-50, à 880.000, en 1908 ; en France, il est tombé de 133.000 à 46.000, aux mêmes périodes.

(3) Ainsi l'Allemagne a moitié plus de conscrits que la France : 539.000 contre 286.000 (jeunes gens inscrits sur les listes). Tremblons pour l'incomparable héritage de plusieurs siècles de gloire que nous ont légué nos ancêtres et que convoitent d'envieux voisins !

blique qui ne s'accroît pas en proportion de celle des autres pays (1). La dépopulation n'a en aucune façon, comme on le pense à tort, amélioré le sort des classes laborieuses : nos ouvriers connaissent trop bien la concurrence des émigrés étrangers qui ont pris la place de nos *non nés*, à telle enseigne que notre pays est colonisé par les étrangers (plus d'un million). — Quand la natalité diminue, la famille se désorganise. Ce rapport de causalité n'a pas manqué de s'établir, effritant les vertus familiales et gâtant l'éducation première ; si bien qu'avec la « quantité » nous perdons aussi la « qualité » des enfants, nos conscrits de demain.

Devant ces graves constatations quelle attitude observe notre malheureux pays ? Sous l'empire des pernicieuses doctrines qui l'engourdissent, emporté au gré de séduisantes chimères, il se refuse à sortir de sa torpeur et à envisager le danger qu'on lui dénonce de tous côtés. Certains s'y emploient avec un dévouement remarquable. Notamment, le Dr J. Bertillon qui, dans son dernier livre, *LA DÉPOPULATION DE LA FRANCE*, a mis toute son âme et toute sa science, au service de la patrie. « La « mort de la France, prédit-il, qui sera un des faits marquants du *xx^e* siècle, étonne les étrangers et nous laisse

(1) L'Italie, la dernière venue dans le concert économique européen, a vu, depuis 1871, sa population augmenter de 21 0/0, et son activité commerciale de 23 0/0 ; les augmentations correspondantes de la France ne sont que de 7 0/0 et de 22 0/0. Les Pays-Bas, eux-mêmes, tendent à nous devancer...

« indifférents !... Le mouvement et la vie semblent se
« retirer du pays ; chaque jour, il roule inconsciemment
« vers le néant.... (1) »

M. A. Picard qui, d'autre part, imputait la baisse du commerce français à la dépopulation, ajoutait cette observation (2) : « Des causes particulières de faiblesse,
« dont nous souffrons, la plus efficiente, pour quiconque
« aime d'un amour profond la vieille terre gauloise et
« pense à l'avenir, est l'arrêt déplorable du développe-
« ment de la population. »

Nos ennemis, eux-mêmes, prennent à tâche de nous avertir (3). N'est-ce pas de Moltke qui disait : « La
« France perd chaque jour une bataille » Bataille sérieuse, en réalité, que celle où la France compte quotidiennement 4.000 naissances de moins qu'en Allemagne. Et nous subirons, jusque dans ses plus douloureuses conséquences l'anathème tombé de lèvres bien connues :
« Une nation où les hommes ont peur de la guerre et
« les femmes de la maternité, est une nation perdue. »

(1) « La biologie, continue-t-il, nous montre la dégénérescence des
« races d'animaux qui vivent sans efforts. Elles s'atrophient et
« se dégradent par le parasitisme. Cette formule est courante
« en histoire naturelle. S'appliquera-t-elle à la race française ? »

D^r J. Bertillon, *Op. cit.*

(2) *Rapport officiel de la Commission permanente des valeurs de douane*, 1911.

(3) Après le déficit d'existences humaines de 1907, un professeur d'Outre-Rhin s'écria : « Plus de cercueils que de berceaux,
« c'est le commencement de la fin : *finis Galliae*. »

Rougissons, Français, de nous retrouver dans cette allusion.

Le mal est grand, très grand. Quelles en sont les causes ?

Le Dr J. Bertillon les a minutieusement analysées. Après avoir démontré que les causes de notre dépopulation ne résidaient principalement ni dans la mortalité, modérée chez nous ; ni dans la nuptialité, les mariages sont sensiblement aussi nombreux dans notre pays qu'à l'étranger ; ni dans la moindre fécondité de la race, voyez le Canadien français ! il en vient à conclure que « c'est le crime d'Onan qui perd la France (1). » On n'a pas d'enfants parce qu'on n'en veut pas avoir, parce qu'on les supprime de propos délibéré. Disons que les propagandes les plus criminelles en faveur des pratiques malthusiennes, de l'avortement, ou encore de l'infanticide, sont étalées au grand jour et trouvent écho dans la masse (2). On en arrive même, avec M. J. Renaud, à

(1) Dr J. Bertillon, *Op. cit.*, p. 100.

(2) M. P. Leroy-Beaulieu estime à 400.000, le nombre des enfants qui sont supprimés annuellement dans ce pays ! « Le néo-malthusianisme fait perdre à la France un corps d'armée tous les cinq ans ». (*Rapport du Dr Lebec au 2^{me} Congrès de la Fédération des sociétés contre la pornographie*, mars 1912).

Activée par la scandaleuse LIGUE DE LA RÉGÉNÉRATION HUMAINE, cette propagande obtient, par dessus le marché, l'encouragement des LOGES. Voir à ce sujet, séances et votes du Convent de 1900, décisions du Conseil de l'Ordre en 1900 (12 novembre) et en 1904, numéros de la *Revue Maçonnique* de sep-

revendiquer le « droit officiel à l'avortement (1). »

Mais, allons-nous nous demander, qu'est-ce qui explique ce crime ? Sans chercher bien loin, nous y verrons une nouvelle manifestation de l'esprit d'individualisme développé par notre régime successoral. La préoccupation instinctive de l'homme est d'éviter, dans sa postérité, le morcellement d'une fortune amassée au prix de son labeur. Le Code civil nous ayant imposé le partage forcé, son influence restrictive sur la natalité devait suivre ; « l'enfant unique » a remplacé l'« aîné » de l'ancienne coutume. Nous avons alors formé une nation de petits propriétaires assoiffés de jouissances matérielles, que la démocratisation du luxe, jointe à une profonde altération de notre sens esthétique, a lentement corrompue. La fréquence du bien-être a provoqué la stérilité nationale ; les passions surexcitées ont sacrifié la procréation à la volupté.

Résumons-nous. C'est à un vice de conformation de la famille, compliqué d'un fléchissement des idées morales, qu'il faut attribuer l'épidémie de *dépopulation* qui décime notre pays (2). Qu'on se rappelle cet avertissement

tembre 1901 et février 1903, et différentes tenues des Loges parisiennes, l'*Idéal Social* et les *Trinitaires*, en 1905.

(1) Se reporter au livre de M. J. Renaud, *La Faillite du mariage et l'union future*. L'avortement n'est plus sanctionné par les tribunaux : sur 597 affaires en 1903, 11 finalement donnèrent lieu à condamnation.

(2) Tout dernièrement, l'Académie des Sciences morales et politiques a ouvert un important débat sur « les causes de la dépopulation, en France ».

qu'adressait le président Roosevelt à la jeunesse française :
« Le pire fléau pour un peuple, c'est la stérilité, et surtout
« la stérilité volontaire. »

A-t-il été entendu,?... Hélas ! la France continue à
« s'en aller » faute d'enfants. C'est la fin la plus misérable
de toutes : la fin par égoïsme, par indignité de vivre.

Comment empêcher la France de « s'en aller » ? Comment maintenir sur terre, notre race ? Tel est le problème que s'applique à résoudre le Dr Bertillon, avec une conviction que j'admire. Il remonte d'abord aux lois caduques Julia et Papia-Poppœa, sur la propagation de l'Espèce, qui frappaient de certaines incapacités les célibataires, ou accordaient aux pères de famille, ou simplement aux gens mariés, des honneurs et des avantages politiques et matrimoniaux. Il pense en déduire, suivant les chiffres de différents cens, qu'Auguste a sauvé Rome

M. P. Leroy-Beaulieu a d'abord développé, devant elle, quelques chapitres d'un ouvrage qu'il vient de publier : *La Question de la Population*, où l'auteur aboutit à cette conclusion que, « s'il ne se produit un changement prompt et profond dans la « mentalité française, relevant parmi nous la natalité, la France « ne pourra éviter la dépopulation qu'en subissant la dénationalisation, et cette dénationalisation peut s'effectuer très rapidement, en quatre ou cinq générations. » Après une laborieuse discussion qui a duré plus d'un mois, au cours de laquelle furent entendus les hommes les plus éminents : MM. Bérenger, Léprieux, A. Ribot, L. Passy, d'Eichthal,... l'Académie a finalement décidé d'instituer une enquête à l'effet de rechercher, etc., etc... M. Ch. Benoist est chargé de procéder à l'enquête. (*Compte rendu*, avril 1913).

de la dépopulation, exemple dont nous devrions faire notre profit. Revenant ensuite à notre pays, et partant de cette idée de justice que le fait d'élever un enfant est une des formes de l'impôt, il préconise une série de mesures, excellentes en elles-mêmes, mais que nous estimons insuffisantes : hommages et indemnités aux familles nombreuses, emplois réservés à ces familles, dégrèvements de charges fiscales, primes à la naissance du troisième enfant, secours aux veuves ayant plus de trois enfants en bas âge, etc... (1).

Ces diverses propositions nous paraissent, comme le bon grain de la parabole, destinées à se dessécher sur le terrain pierreux où elles auront été semées. Car auparavant, il faudra refaire, dans son corps et son esprit, le

(1) Signalons, à titre documentaire, le projet de M. Messimy (mai 1912), accordant « une prime à la maternité ». Il consisterait à attribuer une allocation de 500 francs à chaque mère de famille, à la naissance de son quatrième enfant. Le coût de cette réforme, autant qu'on en peut juger, s'élèverait à 70 millions. Espérons que M. Messimy aura l'énergie de provoquer la discussion publique de son projet.

Le Sénat s'est aussi préoccupé de cette crise que traverse la population française. Une proposition de loi de feu le professeur Lannelongue sur la répression des crimes contre la natalité, est revenue en discussion devant la Haute Assemblée, en janvier dernier. Les divers articles de la proposition ont été adoptés en première lecture, et renvoyés, en attendant une seconde délibération, à la Commission compétente.

Enfin, au mois de novembre 1912, le ministre des Finances, M. Klotz, de son côté, a créé une grande Commission chargée d'étudier les mesures à prendre en vue d'enrayer la dépopulation. Cette Commission semble déjà tombée dans l'oubli.

milieu social devenu impropre à la perpétuation de la race. La famille peut accomplir ce miracle à une double condition de réformes : *Une réforme de la charpente familiale* : 1° par la refonte de notre loi successorale restituant au père la liberté de tester, au besoin tempérée par une disposition analogue à la *majora* espagnole ; 2° par l'attribution d'un droit politique spécial au chef de la communauté, sous forme d'un vote de famille. *Une réforme morale* surtout, secondant la législation, et qui, au souffle de la foi religieuse, épurerait les mœurs, sanctifierait le mariage, et relèverait la mentalité du peuple. La famille, pour ainsi dire revivifiée, produirait de nouveau des hommes ; il n'y a de fécondité, en effet, que dans le mariage consommé selon les lois de la nature.

« Que les chrétiens réagissent, écrit M. l'abbé B. Gaudéau, s'il y a encore des chrétiens, c'est-à-dire des
« hommes et des femmes capables de sacrifices, des
« hommes qui sachent se condamner au travail, eux et
« leurs enfants ; des femmes décidées à être autre chose
« que des poupées vides et à préférer aux intrigues de
« boudoir les joies saintes, chèrement achetées, de la
« maternité (1). »

Le lendemain du jour où l'on conduisait au poste le courageux président de la LIGUE DES FAMILLES NOMBREUSES, M. Mirman publiait un rapport circonstan-

(1) *La Foi catholique*, 15 juillet 1911.

cié (1), sur les conditions économiques des dites familles en France. Très généreusement, le directeur de l'Assistance Publique promettait de grasses subventions aux familles nombreuses, et fixait même à cinquante millions la somme à distribuer annuellement. Seulement, disons-le, ces millions étaient un peu hypothéqués sur les brouillards ; d'ailleurs, on n'en parle déjà plus....

Ceci, afin de montrer une fois de plus que nos maîtres n'ont d'énergie que « pour accabler d'impôts les « pères de famille, et pour multiplier les largesses non en « considération des enfants, qui sont l'avenir, mais au « profit des vieillards qui ne sont que le passé (2). » Donner à temps du pain vaut mieux qu'apporter trop tard des remèdes ; rendre un être sain et vigoureux vaut mieux que disputer à la maladie un être ravagé et déjà perdu.

La société, pourtant, devrait favoriser la germination des familles. « Le grand intérêt de la vie humaine est « de continuer la descendance pour continuer le culte... « une famille qui se dissout, c'est un culte qui

(1) *Journal Officiel*, 10 avril 1911. L'enquête montrait que 237.000 familles, avec 1.078.000 enfants, se trouvaient dans une situation nécessiteuse.

(2) A. de Foville, *Revue politique et parlementaire*, 10 juin 1910 : « Faites-moi de bonne politique, disait un aimable critique, je « vous ferai de beaux enfants. »

Il faut louer, cependant, l'initiative du Conseil Municipal de Paris qui a décidé, pour 1913, une sensible détaxation de l'imposition mobilière des chefs de famille ayant plus de trois personnes à leur charge.

meurt (1). » C'est un lambeau de la France qui se déchire, c'est l'âme de la nation qui se décompose, c'est l'homme jeté dans le tourbillon de la vie et privé des plus douces consolations, c'est la pensée qui s'abstrait, s'aigrit et se ronge aux déboires de l'existence, parce qu'aucune joie substantielle ne la vient reconforter (2).

Ah ! nous n'apprécierons jamais assez l'œuvre muette qu'accomplit la famille.

(1) Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, p. 50.

(2) Laissons-nous prendre au charme des familles nombreuses qui s'exhale de cette page délicieuse du Père Monsabré ; comme un rayon de soleil, elle égayera les ombres de tristesse qui ont effleuré nos pensées :

« Qu'il est beau le sourire de l'enfance ! Plus il y a de sourires, plus le foyer respandit. Multipliez-vous, êtres charmants, remplissez de votre animation joyeuse et de vos cris la maison où vous êtes nés ! Dieu aime à vous voir et à vous entendre. Providence des petits oiseaux et des lis de la prairie, il veut être plus particulièrement le Dieu des nombreuses familles. Il tient en réserve pour elles ses meilleures bénédictions, et il leur donne je ne sais quels charmes provoquants qui leur attirent la sympathie, la miséricorde et les largesses des cœurs bien faits. Là, il n'y a point de ces mornes silences, qui attristent les foyers déserts ; là, le cœur des parents n'est pas exposé à ces idôlatries niaises qu'on voit ramper autour de l'unique enfant ; là, point d'absences irréparables ni de deuil qu'on ne peut consoler ; la fleur que Dieu moissonne laisse après elle des fleurs aimables qu'on aime davantage, comme pour se venger des trahisons de la mort ; là, le travail, le dévouement, le sacrifice s'imposent et se perpétuent en glorieuses et saintes traditions ; là, il y a des élus pour peupler le ciel, des soldats pour peupler le pays, des pionniers pour prendre possession du monde ; l'empire de la terre appartient aux nombreuses familles : *Crescite, multiplicamini et replete terram.* »

CHAPITRE IV

Comment reconstituer le corps social.

Les précédentes considérations, qui ont retenu notre attention, nous amènent à réclamer une réforme politique basée sur la famille.

On lit dans le magistral ouvrage de Bodin : « Il est impossible que la république vaille rien, si les familles, qui sont les piliers d'icelle, sont mal fondées (1). »

Nous avons indiqué par quels moyens, empruntés de la loi civile ou morale, on infuserait à la famille un sang purificateur ; hâtons ce renouveau par la reconnaissance du pouvoir propre au chef de famille, en un droit politique attaché à sa personne. Il est probable que la république vaudra dorénavant « quelque chose. »

♦ (1) J. Bodin, *La République*, liv. I, chap. iv, p. 34.

§ 1

L'INDIVIDUALISME ET LA DÉMOCRATIE

Le mode de suffrage que nous pratiquons remplit-il la fonction qui lui incombe dans l'organisme représentatif ?

Dans le mélange des classes et des citoyens existe-t-il un équilibre de paix ? Vivons-nous, en un mot, sous un régime de représentation stable ?

Voilà ce que nous allons étudier.

I

LE SUFFRAGE UNIVERSEL AMORPHE, EXPRESSION DE LA SOVERAINETÉ POPULAIRE

C'est la formule de la politique des temps modernes. Conformément aux théories de Rousseau, les intérêts concrets et collectifs de la société et de l'Etat ont fait place aux droits abstraits et absolus de l'individu.

Comme il a triomphé du droit de famille, l'individualisme a brisé l'unité politique.

Dans cette évolution, on a commencé par tisser un réseau de sophismes inextricables : la puissance souveraine réside dans l'individu ; le « souverain » est la foule des individus réunis par le pacte social en un corps, la nation ; et la souveraineté, affirmation de la volonté générale, se manifeste par le vote... Pour aboutir à une démocratie individualiste, où le citoyen devient l'*électeur-souverain*.

Lamartine condensait ces idées en une phrase-type : « Tout français qui a atteint l'âge d'homme est citoyen ; « tout citoyen est électeur ; tout électeur est souverain. » L'effort gigantesque de 89 a, par conséquent, consisté à transporter du roi au peuple, la « souveraineté » (1).

Ainsi nous voyons, d'un côté, le citoyen pratiquement souverain de par son bulletin de vote ; de l'autre, la nation théoriquement souveraine de par le groupement des souverainetés individuelles. Mais, lorsque la souveraineté nationale, une et indivisible, cesse d'être une abstraction pour se constituer dans les faits, lorsqu'elle s'incarne dans le suffrage des citoyens, forcément elle se fractionnera et se divisera. « C'est un suffrage universel « inorganique, note précisément M. Ch. Benoist, et du

(1) « L'Etat ancien reposait sur un seul et, au surplus, était « fait pour un seul : l'Etat moderne est censé reposer sur tous « et censé être fait pour tous. C'est bien la pyramide retournée. » Ch. Benoist, *L'organisation du suffrage universel*, p. 16.

« suffrage inorganique la nation sort désorganisée, avec l'Idée pure à un bout, l'Individu à l'autre bout, et dans l'entre-deux, le vide (1). »

De l'utopie du philosophe genevois est donc issu ce suffrage universel amorphe, où règne exclusivement le *nombre* brutal sans égard pour la valeur de l'homme, où à l'encontre du progrès social, la matière compte 1 et l'intelligence 0. Qu'importe ! dit-on, l'intérêt collectif étant celui de tous, l'universalité des citoyens n'aura jamais un intérêt contraire à celui de la nation : la « volonté générale ne peut errer. » Qu'avons-nous à répondre ?

Son application extensive, en développant le gouvernement représentatif, a engendré « la démocratie moderne » qui repose elle-même sur deux principes essentiels : la « participation de tous les citoyens aux affaires publiques, et l'exercice du gouvernement par la majorité de la nation (2). » Or, dans ce régime, la majorité des votants obtient seule des mandataires ; des millions de suffrages sont privés de leur action, et des millions de citoyens subissent la contrainte d'un Etat qui leur est étranger.

On m'avait appris cependant que « le peuple, soumis aux lois, en devait être l'auteur, » c'est-à-dire que les lois devaient être consenties par tous ceux qu'elles obli-

(1) Ch. Benoist, *Op. cit.*, p. 22.

(2) P. Deschanel, *Discours*, Chambre des députés, *J. O.*, 22 octobre 1909.

geaient ou par leurs représentants. Pourquoi évincer alors toute la classe féminine et mineure de la nation ? Que devient ce droit naturel et individuel de souveraineté dont sont privés les trois quarts des Français et la minorité de l'autre quart, ce droit que confère et supprime la loi positive ? Insoluble question. A tout prendre, le suffrage universel dérivé de la souveraineté nationale n'est qu'un leurre, puisqu'il est le privilège d'une infime fraction du pays.

Tel est, néanmoins, le système de représentation qui marche à la conquête du monde.

II

CRITIQUE DU SUFFRAGE UNIVERSEL PUR ET SIMPLE

Une bonne organisation démocratique doit atténuer ses défauts innés par un mode de suffrage qui garantisse à la nation une représentation équitable, qui lui procure une législation féconde, pondère les éléments constitutifs du pays les uns par les autres, et finalement assure le gouvernement de tous par les meilleurs. Notre suffrage universel, dans ses caractères et dans les conditions défectueuses où il s'exerce, est à l'antipode de ces principes : il fausse le régime représentatif, il « sophistique » la nation.

Son universalité, si restreinte que le pays n'est représenté que par métaphore, a eu pour but d'amener au

pouvoir la médiocrité collective. « La tendance générale « des choses, a écrit à ce sujet St. Mill, est de faire de la « médiocrité la puissance dominante (1) ». La démocratie, qui ne peut durer qu'à force de prudence et qui est de tous les gouvernements le plus difficile, voit, en effet, avec les obstacles, s'éloigner les compétences, les bonnes volontés et s'abaisser le niveau politique de ses dirigeants. Trop souvent, dans un esprit de méfiance, elle écarte son aristocratie intellectuelle et politique pour subir le joug d'énergumènes, qui se sont imposés à la populace et qui lui dictent leurs volontés. A mesure que la République exige plus de sagesse, elle tombe entre les mains de gens de plus en plus ignorants et incapables, que n'inquiète nul souci de la responsabilité. Ils commettent les pires fautes « au nom du peuple », conservant toujours, en dernier ressort, la confiance de leurs électeurs.

Nous souhaitons, avec St Mill, que le nombre se fasse intelligence, mais n'aurait-il pas été préférable de discerner le citoyen aux pouvoirs dont il était capable qu'aux droits dont il était digne, n'aurait-il pas fallu commencer par *éduquer* le suffrage avant de l'*universaliser* ?

D'autre part, admettrons-nous aisément ce suffrage égalitaire, fiction qu'on oppose aux réalités de la vie positive ?

Reprenons le bref raisonnement que nous avons déjà

(1) St. Mill, *Le Gouvernement représentatif*, p. 36.

tenu : l'égalité, et en particulier celle des droits politiques, pourrait-elle être le droit lorsque l'inégalité naturelle des conditions et des aptitudes est le fait ? L'égalité du suffrage évoque même la plus criante des inégalités. S'il n'est pas juste, dans une démocratie, de faire dépendre le droit de vote d'une prérogative quelconque, il l'est bien moins de ramener la valeur sociale et politique de chaque citoyen à ce nouvel étalon du suffrage : le dernier individu de France.

Que forme l'élite du pays dans l'ensemble de la nation ? La minorité. Pourquoi la sacrifier à la masse ? Rien ne semble plus antisocial, ni antidémocratique. Tout le problème réside là : Si chacun peut avoir une voix, chacun aura-t-il une voix égale ?

Laissons la parole à M. Duguit :

« Dans nos sociétés démocratiques modernes, observe-t-il, l'Etat ne doit pas accorder à tous une part « égale à la gestion, et quelque paradoxal que cela puisse « paraître, le suffrage universel absolument égalitaire, « tel qu'il est pratiqué en France et en divers pays, est « contraire à la fois à l'égalité et à la solidarité sociale. « Non point que l'Etat ne doive pas accorder à tous le « droit de voter, mais il ne doit pas le concéder à tous « dans la même mesure. Pris en son principe, le système « du vote plural correspond beaucoup plus exactement « à la règle de droit que le vote égal pour tous (1). »

(1) Duguit, *L'Etat*, p. 284.

N'est-ce pas la condamnation du suffrage universel pur et simple, et la justification du vote plural s'adaptant à la loi d'inégalité qui régit les hommes ?

Nous considérons aussi le vote plural comme le correctif nécessaire du suffrage universel. Tandis que l'un, tablant sur l'identité de genre entre les hommes — *tous les hommes sont des hommes*, — donne une voix à chaque citoyen et compte simplement les votes ; l'autre, observant l'inégalité de valeur entre les hommes — *tous les hommes ne sont pas les mêmes hommes*, — attribue une ou plusieurs voix aux différents électeurs et pèse utilement les suffrages (1).

Plus loin, nous examinerons le parti que nous pensons tirer du vote plural.

III

DANGERS DE LA DÉMOCRATIE MODERNE

La double idée que la souveraineté nationale s'identifie avec la démocratie individualiste, et que la démocratie elle-même est irrésistible, a tant et si bien troublé les cervelles françaises qu'elles acceptent communément cet aphorisme : Hors de la Démocratie et de la République, point de salut pour une société.

(1) C'est ce qu'explique M. Ch. Benoist, dans son ouvrage, *La crise de l'Etat moderne*, au chapitre II, II.

Ne nous abusons pas, ne soyons pas des « bigots » de la démocratie. A tort, elle se croit le seul gouvernement légitime, quand « ce n'est qu'une forme de gouvernement », remarque Sumner-Maine, offrant comme toutes les autres, ses avantages et ses inconvénients. Ces derniers souvent au détriment des premiers.

On a tellement exalté les droits de l'individu, que les croyances en la démocratie se sont muées en une coupable idolâtrie. La raison d'Etat populaire substituée à la raison d'état monarchique, infailliblement le despotisme collectif succédait au despotisme individuel, l'auréole divine qui entoure le parlement remplaçait l'auréole divine qui ceignait la tête des rois. Ne modifier que l'étiquette de l'édifice, c'était aller au-devant des mêmes abus : le parlement, émanation de la souveraineté populaire, devenant à son tour, le *tyran*... « Le gouvernement à plusieurs centaines de têtes qu'élit la foule et « qui a évincé le gouvernement à une seule tête qu'on « croyait désignée par le ciel, réclame et obtient les « mêmes pouvoirs illimités que ce dernier. Le droit sacré « de la majorité, ordinairement stupide et ignorante, à « contraindre la minorité souvent plus intelligente et « plus instruite, s'étend à toutes les injonctions qu'il lui « plaît de promulguer et cet arrangement paraît d'une « rectitude et d'une évidence absolues (1). »

Ces lignes de H. Spencer, qui sont d'une frappante

(1) H. Spencer, *Justice*, p. 265.

actualité, ne signifient-elles pas que les prétendus droits politiques établis en défense des libertés et en respect des droits, peuvent encore concourir à l'établissement d'un régime d'oppression ? Qu'au demeurant, la démocratie conduit au gouvernement de la nation par une partie du peuple... et par la moins apte ?

L'état permanent de discorde, entretenu dans le pays par cette démocratie illégale, a provoqué, puis attisé la guerre fratricide de classes qui nous consume aujourd'hui. Berné par les charlatans de la politique, le peuple qui a éprouvé le sentiment de sa force cherche à se frayer un passage dans la nation, et demain nous assisterons à l'avènement du prolétariat, du *quatrième Etat*.

Sous prétexte d'affranchir l'âme du peuple-roi, on a jeté dans les esprits les germes d'une licence effrénée, et encouragé toutes les fantaisies des foules, par une invouable politique de concessions. Pourquoi redouter à présent les débordements des passions populaires, s'étonner de récolter la tempête là où fut semé le vent ?

Des multitudes, déracinées des campagnes, arrachées aux influences salutaires de la famille et du village natal, ont été livrées à l'usine démoralisatrice. Avivant leurs souffrances, on leur a enlevé tout idéal qui rend l'existence plus douce ; on leur a « éteint les étoiles »... Et comme le malheureux

qui du matin au soir,

Regarde dans ses yeux son propre désespoir,

l'ouvrier a perdu la foi, l'enthousiasme s'est envolé...

Le cabaret qui pourrit le cœur, le journal qui corrompt l'esprit, le syndicat qui annihile la volonté, se sont faits les perfides consolateurs de ces masses désorientées. Libérées des « légendes », dégagées de tout scrupule, elles sont résolues aux pires extrémités pour se procurer les jouissances dont elles voient leurs maîtres se rassasier. Les appétits dévorent alors le salaire au jour le jour ; bientôt il ne suffit plus, il faut l'accroître ; la grève en constitue le moyen, et la grève c'est la misère et la haine, prodromes de la révolution sociale. Rien n'arrêtera le torrent furieux de la démagogie... 93 est déjà sous nos pieds !...

Oh ! combien notre aristocratie d'argent regrettera sa cupidité, son absence de principes, ses refus d'entendre la voix de la raison ! car sa chute sera accompagnée de désordres plus violents et plus sanglants encore que n'en a amené l'agonie de la monarchie, en d'autres temps.

Il est facile de constater qu'une « cassure » existe entre l'ordre social établi et le régime politique reconnu. Aussi longtemps que dans les communautés modernes l'individu formera l'unité politique, et non pas le groupe familial comme autrefois, ce désaccord subsistera. Nous continuerons à être les tristes jouets de l'individualisme, qui ébranle l'armature de la société en réduisant à l'impuissance ce qu'il ne met pas en miettes, compromet l'ordre de la nation en autorisant tous les excès d'une liberté déchainée, émascule le caractère du peuple en ex-

citant les instincts égoïstes qui paralysent l'effort de tous.

Contre cette funeste doctrine doit se porter notre énergie. Nous voulons endiguer la démocratie révolutionnaire menaçante ? Modérons ses exigences, résistons à ses écarts, « la liberté pour tous et pour tout, disait Garcia Moreno, excepté pour le mal et les malfaiteurs. » Nous voulons soustraire l'individu à l'anarchie déprimante ? Disciplinons-le, régénérons-le par la famille fortement intégrée dans le corps social.

Que le bloc familial redevienne le solide pilier de l'Etat, puisqu'il est ce fait de nature irréductible, où échoueront lamentablement — quand leur heure aura sonné — ceux qui ont entrepris de construire la société sur l'individu et contre la famille.

§ 2

LA RÉFORME DE LA DÉMOCRATIE : L'ORGANISATION DU SUFFRAGE UNIVERSEL

Il est indéniable que la France souffre d'un malaise que personne ne songe à contester. Lorsque l'on constate les convulsions où s'épuise la démocratie bourgeoise qui tourne à la démagogie ouvrière, on en arrive à se demander si nous ne sommes pas à la veille de la faillite du parlementarisme. Ayons la franchise de le reconnaître : « le grand danger, c'est la souveraineté nationale moléculaire, c'est le suffrage universel inorganique, qui ne peut être que le suffrage universel anarchique (1). »

Il faut, par conséquent, étayer cette poussière d'individus qui menace de tout ensevelir sous le vent des passions populaires. Il faut organiser, au plus tôt, ce suffrage universel pour l'arracher à l'organisation illégale qui l'enserme, pour rétablir l'équilibre entre l'état social du pays et son régime politique.

(1) Ch. Benoist, *L'organisation du suffrage universel*, p. 29.

Bismark avait dit : *Je tuerai le parlementarisme par les parlements*. L'attitude des Chambres ne semble-t-elle pas justifier cette parole ? Là encore, « il faut ramener le Parlement à son rôle, afin qu'il sache s'arrêter devant les droits égaux des autres pouvoirs et devant les droits supérieurs des citoyens, qu'il s'affermisse en se circonscrivant... Ainsi, le Parlement ne tue pas, ne diminue pas le parlementarisme : il le sauve (1). »

Mais limiter le parlementarisme, n'est-ce pas amoindrir la souveraineté nationale ? Répondons ceci : quoique le suffrage universel ait pris position dans notre droit public, qu'il soit désormais considéré comme la base inviolable de l'Etat Moderne, on peut régler son allure désordonnée, atténuer ses inconvénients reconnus, sans cependant porter atteinte à l'une quelconque de ses prérogatives.

Les critiques sévères, formulées dans cette thèse, contre les principes individualistes et l'esprit démocratique, exigent de nous une conclusion en toute indépendance d'opinion. Un « projet de résolution » doit faire tomber les points d'interrogation que nous avons posés : Comment restaurer la Société par la famille ? Comment, en régime représentatif, rehausser le prestige de la démocratie ? Comment déterminer une sélection dans le corps

(1) Discours de M. Ch. Benoist, président du groupe de la *Réforme Parlementaire*, à la première réunion de ce groupe, Chambre des députés, 1902.

électoral ? Comment, en un mot, organiser le suffrage universel ?

Après avoir longuement mûri la question, nous estimons indispensable une profonde réforme électorale. Laissant de côté l'institution si désirable d'une *Cour Suprême* (analogue à celle des Etats-Unis), qui serait le pouvoir modérateur de la démocratie, nous croyons en l'efficacité de la REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE, d'une part, qui établirait l'équité dans le scrutin populaire, du VOTE FAMILIAL, d'autre part, qui permettrait aux divers éléments de la vie nationale d'avoir voix au chapitre politique. Le branle est déjà donné ; toutefois, disons-le dès à présent, la représentation proportionnelle n'est pas tout, elle ne constitue qu'un commencement. Tandis que la première est la réforme légale du suffrage universel dans son fonctionnement, le second en est la réforme morale dans son fondement ; et tous deux doivent se compléter utilement pour amener la stabilité et l'harmonie de nos institutions politiques.

La constitution sociale d'une nation s'élabore sous les influences combinées de la coutume, des mœurs et de leur résultante, la loi écrite. Aussi n'attendons-nous les vrais moyens de salut, moins des pouvoirs souverains intéressés au maintien du *statu quo*, que des citoyens eux-mêmes. Pour ce faire, faudra-t-il encore « adopter au « plus tôt d'autres hommes, d'autres idées et d'autres « mœurs (1). »

(1) Ch. Benoist, *Sophismes politiques*, Conclusion.

I

DANS SON FONCTIONNEMENT,
PAR LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE

Ce sujet de la Représentation Proportionnelle déborde le cadre de nos idées ; nous ne nous y arrêterons que pour l'exposer dans ses grandes lignes.

Passant sur la vie parlementaire de la R. P., nous nous bornerons à cette indication : après avoir été votée, par la Chambre des députés, le 10 juillet 1912, grâce aux efforts de M. Poincaré alors Président du Conseil, le Sénat en a rejeté le principe, le 18 mars dernier, provoquant la chute du ministère Briand. La question reste donc pendante devant les deux Chambres.

Voyons, maintenant, les raisons qui poussent notre peuple à dédaigner son vieux scrutin pour la R. P.

Les critiques soulevées à l'occasion de notre législation électorale peuvent se diviser en deux groupes : celles qui s'adressent au principe majoritaire, celles qui visent les « iniquités » du scrutin d'arrondissement. Louis Blanc, dans un langage remarquable, a dénoncé le vice du système majoritaire :

« La majorité, dit-il, doit avoir plus de représentants que la minorité : mais s'ensuit-il que la minorité n'en doive pas avoir du tout ? Le plus grand nombre doit

« l'emporter sur le plus petit, mais s'ensuit-il que le plus
« petit doive être compté pour rien ? C'est pourtant ce
« qui peut arriver et ce qui arrive tous les jours ; le re-
« présentant élu est celui de la majorité et le vote de la
« minorité ne se trouve pas avoir souvent plus de valeur,
« l'élection faite, que si la minorité n'existait pas.

« Peut-on appeler, dans ces conditions, le régime de la
« majorité absolue le gouvernement du peuple par le
« peuple. J'affirme, au nom de l'évidence, que c'est le
« gouvernement du plus petit nombre par le plus grand
« nombre. Et il est des cas où la majorité n'est que la mi-
« norité plus un et la minorité la majorité moins un.
« Prétendra-t-on qu'il suffit d'une voix de différence
« pour faire que l'une des fractions soit le peuple et
« l'autre le néant ? Partout où la voix des minorités est
« étouffée, que dis-je, partout où elles n'ont pas leur in-
« fluence proportionnelle sur la marche des affaires pu-
« bliques, il y a un privilège au profit du plus grand
« nombre, et la tyrannie, ne l'oublions pas, germe dans
« tout privilège (1). »

(1) Cité dans le *Rapport* de M. Ch. Benoist, annexe I, p. 78.
Rapport déposé sur le bureau de la Chambre, le 7 avril 1905.
(*J. O.* 1905, Chambre-Annexes, N° 2376.)

Faut-il encore rappeler la fameuse question de Louis Blanc :
« Prouvez-moi, si vous le pouvez, que la légitimité du gouver-
« nement direct de la majorité moins un par la minorité plus
« deux repose sur autre chose que sur une présomption, celle
« de l'infailibilité du grand nombre ; prouvez-moi que cette
« présomption est un principe ! »

Qu'on ne croit pas que cette idée du gouvernement de la ma-

Avant L. Blanc, Mirabeau avait d'ailleurs soutenu à la Constituante, que « les assemblées représentatives doivent contenir tous les éléments du pays avec leur proportion, sans que les éléments les plus considérables puissent faire disparaître les moindres... Les assemblées sont pour les nations ce qu'est une carte réduite pour son étendue physique. »

Comment la souveraineté nationale peut-elle tolérer un mode de représentation qui viole la liberté de l'électeur, provoque la fraude et la corruption, et organise l'exclusion automatique de la minorité ? Problème !

Pour sauvegarder la dignité et la vérité du suffrage universel, un moyen s'offre à nous — craignons de le perdre ! — c'est la représentation proportionnelle « où « chaque parti reçoit son dû, rien que son dû, mais tout « son dû, sans compromission ni marchandage (1). » Seule, elle confère le pouvoir à la majorité réelle du pays

majorité moins un par la minorité plus deux soit un jeu d'esprit imaginé par Louis Blanc. Citons ce fait, rapporté par M. le baron Jehan de Witte, dans son étude sur le *Gouvernement catholique en Belgique* :

« Lors des élections sénatoriales de 1878, l'évêque de Bruges, « âgé et fatigué par une tournée de Confirmation, s'était dit : « pensé d'aller voter. Or, le candidat libéral Boyaval ne fut élu « qu'à une seule voix de majorité, et la loi scolaire, cette *loi de* « *malheur* pour les catholiques, ne passa elle-même au Sénat « qu'à une voix. A cette époque, les catholiques avaient encore « la majorité dans le pays. » *Correspondant*, 10 juin 1910 (p. 851-879).

(1) *Discours*, J. Reinach, Chambre des députés, *J. O.*, 30 mai 1911.

dont elle modère prudemment les droits ; seule, elle maintient la proportion entre représentants et représentés par une figuration exacte de tous les groupes sérieux du corps électoral ; seule, elle conserve aux minorités une place dans la démocratie qui, sans cela, n'est qu'une fausse apparence de la démocratie ; seule enfin, elle rétablit les fonctions gouvernementales où la minorité contrôle, la majorité décide, et l'exécutif agit. Le nombre trouve, de cette façon, sa limite en lui-même ; et si « l'on se bat avec le scrutin majoritaire, avec la « R. P. l'on se compte (1). »

Ce n'est pas ici le lieu de faire le procès du scrutin d'arrondissement, scrutin d'« amoindrissement » devenu le maquis de la politique. Feuilletons simplement, pour nous édifier, le curieux rapport de M. J.-L. Bonnet lu au Congrès radical de Rouen (1910). L'auteur ne se montre pas tendre envers ce scrutin « qui a fait son temps et « épuisé son œuvre » (2) ; il le flagelle durement, puis préconise la R. P. en ces termes :

« Vingt années de scrutin d'arrondissement ont accélééré la dépression, abaissé la moralité publique. Nous « avons dégringolé la pente, nous versons au marécage,

(1) *Discours*, P. Deschanel, Chambre des députés, *J. O.*, 22 octobre 1909.

(2) « Il est mort, bien mort et noyé dans la mare », constate aussi M. Ch. Benoist. *Discours*, Chambre des députés, *J. O.*, 31 mai 1911.

« nous y croupirons si le système continue... A travers
 « la nation circule un courant d'induction dont je défi-
 « nirai ainsi la loi : le scrutin d'arrondissement tend à la
 « dissociation permanente des principes et des partis et
 « à la substitution constante des majorités de personnes
 « aux majorités de programmes. Sous son influence, les
 « *partis font la politique générale de leur politique électo-*
 « *rale*, c'est-à-dire qu'ils sont tenus constamment à ne
 « pas mécontenter et à satisfaire l'appoint qui a assuré
 « la nomination de leurs candidats. »

« Au contraire, avec la *R. P.*, les partis feront la poli-
 « tique électorale de leur politique générale ; ils ne seront
 « pas enclins à sacrifier un principe à un appoint dont
 « ils n'ont pas besoin ; ils seront libres d'éviter ces deux
 « redoutables écueils, la surenchère et le recul. Elle fait
 « succéder le groupement à l'éparpillement des hommes,
 « la clarté à la confusion des principes, et élève la lutte
 « des partis et la concurrence des doctrines... (1) »

En quoi consiste donc, la représentation proportionnelle ?

(1) M. J.-L. Bonnet continue et fait ainsi l'apologie de la *R. P.* : « Avec la Représentation proportionnelle, dont l'appli-
 « cation s'étend à la région ou à un vaste département, l'idée
 « domine la personne, le parti se substitue à la clientèle. Le
 « député échappe à la servitude de l'intérêt local, à l'étreinte
 « du potentat de clocher, est restitué à son rôle de défenseur
 « d'une doctrine, à sa fonction de représentant de la nation.

« La Représentation proportionnelle fera surgir un nouveau

Nous en connaissons le principe : assurer à chaque parti, dans la répartition des sièges parlementaires, le nombre de mandats auquel lui donne droit le chiffre des voix qui sont allées à lui. Mais, auparavant, il importe d'élargir le champ électoral, d'aérer les petites chapelles des comités, de rendre du courant aux « eaux stagnantes » ; autrement dit, la R. P. implique essentiellement le scrutin de liste.

Des différents systèmes qui se proposent de résoudre la R. P. n'en retenons que trois ; nous porterons notre préférence sur l'un d'eux.

1^o **Système du nombre unique**, où la France formant un seul collège, le nombre des votants serait divisé par le nombre des députés à élire, et chaque député, pour être élu, devrait avoir un nombre de suffrages égal au quotient. Autrefois prôné par E. de Girardin, il retient de nos jours l'attention des mathématiciens (MM. P. Appell, H. Poincaré...), parce que cette répartition nationale

« personnel politique et déterminera une nouvelle orientation
« de la politique générale. Par elle, nous obtiendrons l'établis-
« sement d'un Gouvernement stable, la constitution normalisée
« des partis, le triomphe de la tolérance et de la liberté.

« La Représentation proportionnelle associera tous les ci-
« toyens français à l'exercice réel de la souveraineté nationale,
« et elle assurera le gouvernement du peuple par tout le peuple
« également représenté. »

Rapport de M. J.-L. Bonnet, président de la Fédération radicale et radicale-socialiste de la Seine, présenté au nom de la Commission de la réforme électorale, au 10^e Congrès de ce parti (Rouen, 1910).

des sièges entre les partis se rapproche de la proportionnalité presque absolue, « parce qu'elle donne complète « satisfaction à la justice, et atteint le mieux les résultats moraux que les partisans de la R. P. ont en « vue (1). »

Mais les solutions théoriquement rigoureuses ne sont pas toujours pratiquement réalisables. Celle-ci se trouve dans ce cas, et il nous faut l'abandonner sans hésitation.

2^o Système du quotient électoral ou des plus grands restes. — Il consiste à « diviser, dans chaque circonscription, le nombre des votants par le nombre de « sièges à pourvoir ; le quotient fournit le chiffre d'élection, ou chiffre requis pour être élu (2). » Les sièges non attribués sont donnés aux listes qui, après la première répartition, ont les plus grands restes, ou bien encore à la liste qui présente le plus de suffrages.

C'est le système du danois Androe et du publiciste anglais Th. Hare, vivement approuvé par St Mill, inférieur néanmoins, dans son approximation mathématique, à celui que nous allons expliquer.

3^o Ce système peut s'exprimer suivant deux formules, celle du diviseur électoral ou système d'Hondt, et celle des plus fortes moyennes.

La première était la base de la proposition de loi rapportée par M. Ch. Benoist. Pour répartir les sièges entre

(1) *Lettre de M. H. Poincaré, lue au Comité républicain de la R. P. Séance du 16 décembre 1910.*

(2) *Rapport de M. Ch. Benoist, p. 14.*

les listes, il suffit de « diviser successivement par 1, 2, 3, « 4... le chiffre électoral de chacune des listes et de ranger « les quotients dans l'ordre de leur importance, jusqu'à « concurrence d'un nombre total de quotients égal à « celui des membres à élire. Le dernier quotient sert de di- « viseur électoral. La répartition entre les listes s'opère « en attribuant à chacune d'elles autant de sièges que « son chiffre électoral comprend de fois ce divi- seur (1). »

« Trouver le diviseur commun et s'en servir comme de « chiffre répartiteur, tel est le fond du système « d'Hondt (2). » A notre avis, nous tenons là le mode de répartition à la fois le plus simple, le plus rigoureux, et le plus pratique, puisqu'il supprime les restes en attri- buant immédiatement tous les sièges. Nous l'acceptons aussi, pleinement.

La seconde formule, due à la collaboration décisive de M. J. Dietz dans le *Comité républicain de la R. P.* a fait l'objet du premier rapport de M. A. Groussier (3). Elle est assez diffuse : après une première répartition opérée à l'aide du quotient électoral, s'il reste un siège disponi- ble, « on supposera, successivement, que ce siège est attri- bué à chacune des listes concurrentes, et l'attribution en

(1) *Loi électorale belge*, du 29 décembre 1899. Art. 263 (*Rap- port A. Groussier, Annexe, XIV*).

(2) *Rapport*, Ch. Benoist, p. 20.

(3) *Rapport* déposé sur le bureau de la Chambre le 16 mars 1911. *J. O. 1911, Chambre-Annexes, N° 826*.

sera faite à celle des listes qui, après cette application, donnera la plus forte moyenne de suffrages pour chacun de ses députés élus. » On répétera le même procédé pour chacun des autres sièges disponibles.

Cette méthode qui arrive au même résultat que la précédente, ni plus ni moins, a le grave défaut de compliquer l'attribution des sièges aux candidats, d'ouvrir la porte aux mauvaises intentions, de conduire aux concessions regrettables, et d'embrouiller finalement la R. P. pour la rendre impossible.

Pendant que nous célébrons les bienfaits de la représentation proportionnelle, ses détracteurs ne manquent pas de souligner certains de ses inconvénients inévitables. Un de ces griefs, entre autres, autorise de sérieuses réflexions ; il est énoncé dans ce mot aigu que l'on prête au belge M. Ed. Picard : « La R. P. est la mouche tsétsé de la politique : elle engendre la maladie du sommeil (1). »

En assagissant la politique, la R. P. peut effectivement la relentir par ce que l'on a appelé la cristallisation, le « clichage » des partis, au point de l'endormir. Pour parer au défaut d'inaction du système proportionnaliste, pour faire aboutir un programme défini ou respecter des engagements pris, ne semble-t-il pas raisonnable de se tourner vers la nation ? « Où donc pourrait-

(1) G. Bourdon, *La R. P. en Belgique* — *Figaro* du 23 juillet 1910.

« on mieux trouver que dans l'arbitrage populaire, par
« voie de referendum consultatif, cette cohésion dis-
« ciplinée des partis politiques et ce point d'appui
« nécessaire aux majorités et aux ministères (1) ? »

A cette fin, M. Pugliesi-Conti, le distingué député de Paris, a déposé une proposition de loi sur « le *referendum populaire* relatif à toutes les questions d'ordre « économique administratif ou politique ». Malheureusement, la confusion voulue qu'on a toujours cherché à créer entre le plébiscite et le referendum fera, sans aucun doute, écarter ce correctif indispensable de la R. P.

L'étranger mieux averti que nous, il faut l'avouer, a déjà saisi la haute idée de justice et de progrès contenue dans la représentation proportionnelle.

La première application de la R. P. paraît avoir eu lieu en 1840, dans l'Australie méridionale, pour l'élection de la municipalité d'Adélaïde opérée selon le système du quotient (2). La proportionnelle, depuis, s'est répandue de la législation électorale danoise (système Androe, 1867), aux constitutions des républiques sud-américaines (Argentine, Brésil). Au passage, félicitons la Belgique qui, le 29 décembre 1899, a adopté résolument le système

(1) *Proposition de loi* de M. P. Pugliesi-Conti, député, déposée le 12 déc. 1910. *J. O.*, 1910, Chambre-Annexes, N° 570.

(2) Voir le *Mémoire* de M. M. Vernes, présenté au Congrès International de Droit comparé de 1900, sur la Représentation proportionnelle.

d'Hondt sans apparentement, sans panachage, et le combine d'une manière très adroite avec le vote uninominal. Un bon point aussi à la Suisse, où neuf de ses cantons recourent au suffrage proportionnel (1). L'électeur wurtembergeois lui-même, a donné gain de cause à la représentation proportionnelle, en décidant que le quart des députés du Landtag seraient élus suivant ce principe (2).

Sans contredit, la R. P. est partout en faveur dans la politique moderne. Espérons que la France marchera sur les traces des Etats plus avisés qu'elle, l'avenir de la démocratie régnante et du régime parlementaire étant en jeu dans cette affaire de la représentation proportionnelle.

II

DANS SON FONDEMENT, PAR LE VOTE FAMILIAL

Conformément au plan que nous avons suivi, nous touchons au but de cet ouvrage : apporter une solution pratique à nos raisonnements, à nos « considérants ».

(1) Dans le referendum national de 1910, la R. P., après avoir été adoptée par les cantons, n'a été repoussée que par 23.000 voix sur 501.000 votants. Son succès paraît donc assuré au prochain referendum.

(2) *Loi électorale wurtembergeoise du 16 juillet 1906.*

Si nous sommes passés par la représentation proportionnelle pour arriver au vote familial, c'est que l'opinion publique ayant inscrit la R. P. à son ordre du jour — nous nous gardons bien de vendre prématurément la *peau de l'ours*, — nous voudrions maintenant étendre ses vues jusqu'au V. F. La proportionnelle, répétons-le, n'intéresse pas le fond du système électoral ; loin d'y voir le millénium politique, nous la regardons plutôt comme une phase intermédiaire de l'organisation intégrale et définitive du suffrage universel. Ebauche d'éducation de la démocratie qui acheminera progressivement notre vote anarchique au suffrage coordonné, représentatif des intérêts individuels et familiaux.

Certes, nous avons admis, en doctrine, que seuls les chefs de famille devraient exercer le droit politique. Pouvons-nous attendre ce type idéal de représentation de la part d'une démocratie livrée au suffrage universel ? Assurément, nous avons montré qu'en fait, le vote plural était, selon la loi d'inégalité des hommes, le complément logique du suffrage direct absolu. Pouvons-nous espérer « démultiplier » la souveraineté nationale ? Que faire, alors ? Nous mettre au diapason de ce pays, réduire nos prétentions à leur plus modeste mais réalisable expression, parvenir de cette façon à un **vote plural familial** conciliable avec les exigences populaires, et dont nous rayerons même le premier des déterminatifs de peur qu'il n'épouvante les esprits « affranchis » de la cité.

Le vote familial régénérera le suffrage universel parce que la famille demeure la plus parfaite organisation embryonnaire de la démocratie. L'action collective, qui féconde par l'association la vie individuelle et économique, s'impose aux sociétés aussi bien qu'aux hommes. Qui donc contesterait à la famille qu'elle est cette forme supérieure de la vie sociale et politique, cette force naturelle susceptible de ramener dans la nation l'ordre et la beauté par la concorde ? Vous voulez que la société vive dans la paix, demandez-la aux éléments constitutifs de la race, à la famille. La manifestation spontanée de l'*entente pour la vie* réside dans la solidarité familiale, et la solidarité familiale engendre la paix sociale.

L'importance du rôle politique du père de famille ne saurait échapper à personne. N'est-il pas, après tout, le représentant légitime de ces 30 millions d'incapables dont le législateur détient en quelque sorte dans sa main, les pouvoirs signés en blanc ? N'est-ce pas lui le mieux qualifié pour remplir ce mandat ?.... Mais, trêve de discussions. Qu'on se hâte de reconstituer l'autorité des chefs de famille. Qu'une parcelle au moins de la souveraineté leur soit déléguée, partant qu'on les investisse d'un droit électoral propre... qui n'attendera nullement à la sacro-sainte Egalité.

Nos revendications se circonscrivent à ceci : indépendamment du suffrage universel, une voix pour tous les chefs de famille, et une autre voix, selon les charges familiales. Nous préciserons, par la suite, les détails d'at-

tribution de ces deux voix supplémentaires. On réclame, dit-on, des hommes et des citoyens. Ne cherchons pas à côté. Ces pères de famille qui sont la partie saine et vigoureuse du peuple, grouperont à coup sûr l'élite de la démocratie.

Ainsi interprété, le vote plural s'assimile facilement au suffrage universel, et les objections de principe qu'il soulevait ne tiennent plus. La large assiette sur laquelle il repose le place à la portée de tous : chacun est à même de bâtir son foyer.

Combiné avec la R. P., il assure un **suffrage familial proportionnel**, régulateur de la volonté versatile des masses, temporisateur des impulsions de la foule. Tandis que la représentation proportionnelle supprime la fausseté du système majoritaire, en faisant abstraction de la qualité de l'électeur ; le vote familial instaure l'équilibre politique, rompu par la loi du nombre, au profit du chef de famille. L'un parachève l'autre. Et le pays en tirerait tout bénéfice puisque les électeurs qui posséderaient la pluralité des voix, seraient les plus éclairés et les plus aptes à diriger leurs suffrages dans le sens de la prospérité nationale.

CHAPITRE V

Le vote familial.

On se rappelle les idées auxquelles nous avons été conduits en déterminant la nature du droit de suffrage politique. Si la famille est le seul fait sociologique naturel, il ne peut exister de droit naturel que dans la famille. A la famille donc appartient le suffrage politique, son chef devenant le véritable mandataire de la nation, Dans cette conception, enfin, nous érigeons la souveraineté nationale sur l'ensemble des fractions de souveraineté inhérentes à chaque famille.

Mais ces idées ne laissent pas de se montrer sous un jour chimérique à notre mentalité démocratique, pour laquelle le citoyen est l'origine du droit souverain. Revenir sur ces errements semble bien difficile ; et nous ne gardons pas l'illusion de faire triompher, dans la pratique politique, notre théorie du *droit naturel familial*.

Il est très possible toutefois que, sans offusquer les sentiments populaires, nos institutions accueillent, dans

une certaine mesure, une réforme qui serait en concordance avec les notions que nous avons admises. N'importe-t-il pas que le législateur, après avoir accordé à tous les citoyens le droit de suffrage, veille à la conservation de l'édifice social en proportionnant la puissance de chacun aux éléments qu'il personnifie et aux soucis qu'il a des intérêts supérieurs du pays ?

Notre étude du vote familial se divisera en deux paragraphes principaux :

Le premier poursuivra une analyse critique. Le second aura trait aux essais et projets d'organisation de ce suffrage.

Nous verrons en outre comment, dans son application, se comporterait le vote familial avec le suffrage universel.

ÉTUDE CRITIQUE DU VOTE FAMILIAL

LE POURQUOI DU VOTE FAMILIAL

Où la famille se trouve-t-elle représentée, chez nous ? Nulle part, évidemment. Comment la faire vivre de notre état social ? En lui reconnaissant des droits politiques. Par cette consécration légale, la famille serait désormais une force pour son chef, au lieu de n'être le plus souvent qu'une charge trop lourde. Telle était aussi l'opinion du philosophe Bentham (1), lorsqu'il préconisait le suffrage domestique ou *Household suffrage*, c'est-à-dire le suffrage par « feu. »

Les considérations qui, en général, servent à justifier le vote familial, sont de deux sortes. Les unes fondent l'attribution de la pluralité des votes au chef de famille, sur l'expérience politique et la responsabilité plus grandes de celui-ci. Les autres considèrent le vote plural

(1) Rapportée par H. Summer-Maine, *Essais sur le Gouvernement populaire*, p. 124-5.

dù père de famille comme un moyen de représentation plus ou moins complète des femmes et des enfants. Si les deux manières de voir convergent dans leurs résultats, elles n'en sont pas moins distinctes dans leur principe.

M. Ferneuil (1) penche pour la première : « Croit-on
« que la famille ne confère pas au chef chargé de l'élever,
« un tout autre degré de responsabilité sociale qu'au
« simple célibataire, et le premier ne présente-t-il pas à
« la communauté politique, dont il fait partie, des ga-
« ranties de moralité bien plus sérieuses que le second,
« précisément parce qu'il ne dépend pas que de lui seul,
« parce qu'il tient à quelque chose et est rattaché à un
« groupe ? »

La vraie raison d'être, en effet, de la société, c'est l'avenir que garantit la famille. Or, pendant que la marche sociale exige **tout l'effort de chacun**, le célibataire peut penser allègrement : « Après moi, le dé-
« luge ! » et mesurer à la durée de sa vie qu'il veut
« courte et bonne », ses perspectives politiques. A moins
que des pensées élevées ne viennent corriger cet égoïsme
naturel, il accordera complaisamment son bulletin à
l'homme qui lui promettra les jouissances immédiates,
dussent-elles épuiser pour jamais le sol, la race et toutes
les forces vives du pays. « Tout autre est l'état d'esprit

(1) Ferneuil, *La crise de la Souveraineté nationale et du Suf-
frage universel* (Revue politique et parlementaire, décembre 1896.)

« du père de famille. Souvenez-vous : le jour où vous
 « avez pris dans vos bras votre premier-né, pour la pre-
 « mière fois vous avez compris tout ce que renfermait
 « d'infini ce mot mystérieux : *l'avenir*. Depuis ce jour-là,
 « quand vous peinez au travail, vous pensez à vos en-
 « fants plus qu'à vous-même. Et quand vous votez, vous
 « songez au lendemain de la Patrie. Et votre bulletin
 « ira au plus digne, à celui qui, dédaignant de flatter vos
 « appétits, osera vous parler des sacrifices néces-
 « saires (1). »

La notion de la responsabilité accroît la maturité de l'esprit. La direction d'une famille, la nécessité qu'éprouve son chef de pourvoir aux besoins des siens, développe les qualités de prudence et de pondération qui éclaireront son choix dans l'élection. Ne peut-on soutenir qu'à égalité d'intelligence, un père de famille a plus d'expérience politique qu'un célibataire ? Et si le souci de ses enfants arrête le père sur la voie du mal et le pousse au labeur honnête, pourquoi cette inspiration salubre ne lui dicterait-elle pas encore ses votes (2) ?

(1) Article de M. Duval-Arnould sur le Vote familial, *La Libre parole*, 7 janvier 1912.

(2) « Qui ne sait, dit au reste M. Mauranges, ce que la responsabilité d'une famille à élever ajoute de sérieux et de gravité à toute la vie du père de famille ? Hélas, il arrive trop souvent, de nos jours, que le père est inférieur à sa mission. Mais il n'en reste pas moins vrai que l'opinion universelle continue à croire que le père de famille présente plus de garantie morale qu'un autre. Nul n'en doute quand il s'agit

Les partisans du suffrage universel intégral ne se font pas faute de retourner contre leurs auteurs, l'argument qu'ils emploient : Inutile, disent-ils, de donner une voix supplémentaire au père de famille, car la pensée de sa femme et de ses enfants constitue pour l'électeur, le plus sûr garant du bon usage de son vote... Faut-il le croire ?

Du précédent point de vue examiné, qui découle de sentiments très élevés, ne retenons en définitive que la large part de vérité qu'il contient, sans rien de plus.

Le second se précise mieux, en même temps qu'il flatte davantage les idées démocratiques.

Actuellement, notre suffrage universel traite, comme quantité négligeable, la fraction féminine et mineure de la nation qui a pourtant intérêt à ce que les affaires publiques soient convenablement gérées. En ce qui concerne les enfants, il ne saurait être question de leur octroyer le vote. Quant aux femmes, il paraît malavisé de les jeter dans la bataille politique ; le foyer les réclame, et il serait à craindre que le forum les en éloignât. Dès lors, la façon de tenir compte des droits de ces soi-disant incapables, sans mettre entre leurs mains le bulletin de vote, consiste à les faire représenter par le chef de famille.

Cette conception aboutit à la représentation absolue

« d'un employé et surtout d'un caissier ; on ne saurait en douter « davantage, quand il s'agit d'un électeur. » *Le Vote plural*, Thèse, p. 133.

de tous les habitants. Elle suggérerait à Henri Lasserre ces lignes : « Je dis que le principe qui est juste dans la « société civile, est également juste dans la société poli- « tique. Je dis que dans l'une comme dans l'autre, il est « équitable que toute personnalité soit comptée, comme « elle compte dans la population, comme elle compte « dans l'impôt. Je dis qu'aucun droit ne peut être « anéanti, ni mis à l'écart, et que l'unique fonction de la « loi est d'en régler l'exercice. Supprimer le droit de la « femme et de l'enfant à être représentés parce qu'ils « sont reconnus incapables de voter, c'est absolument « comme si, dans une licitation, on supprimait le droit « de propriété des mineurs, parce qu'ils sont incapables « de l'exercer par eux-mêmes (1). »

M. Bertillon juge pareillement : « Tout être humain, « quels que soient son sexe et son âge, a des droits et des « devoirs envers la société ; or des droits et des devoirs « civils impliquent des droits politiques ; tout être hu- « main ayant des droits civils, a donc des droits poli- « tiques (2). »

Cependant, cette idée de représentation absolue s'at- tire des critiques assez sérieuses. Rationnellement, elle suppose que la faculté de voter est un attribut essentiel de la nature humaine ; et rien ne semble plus discuté. En dehors du droit, on envisage la fonction. On considère

(1) H. Lasserre, *De la Réforme et de l'Organisation normale du Suffrage universel*, p. 66 et suivantes.

(2) Dr Bertillon, *Op. cit.*, p. 304 et 305.

que l'électeur devant agir dans l'intérêt collectif beaucoup plus que dans son intérêt personnel, le suffrage est avant tout une fonction sociale dont l'Etat investit ceux qu'il croit habiles à l'exercer. Qui pourrait d'ailleurs empêcher le législateur d'écarter de la fonction électorale les femmes et les enfants, s'il estime qu'ils n'offrent pas les aptitudes désirables pour la remplir ?

Au surplus, la théorie ci-dessus en arrive à cette conséquence que les enfants mineurs font naître des droits au profit de l'électeur. En d'autres termes, un être inexistant en politique augmente la capacité électorale du citoyen ; et ceci choque particulièrement les esprits circonspects. « L'enfant mineur n'existe qu'en droit civil, a dit M. Doniol (1) ; en droit politique il n'existe pas, il est un incapable, il ne saurait conférer aucun droit » Aussi, conclut-on, il n'y a aucune obligation juridique à faire représenter par les chefs de famille, les femmes et les enfants.

Sous le coup d'objections si nettes, certains — de ce nombre est M. Heurtault (2) — modifient leur raisonnement. Simplement, ils demandent que le suffrage universel n'ignore pas la masse des intérêts des femmes et des enfants, lesquels sont l'indice d'une capacité électorale plus forte pour le chef de famille ; et qu'il convient

(1) Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques (*Compte rendu*).

(2) Voir l'étude de M. E. Heurtault, parue dans la *Nouvelle Revue*, numéro du 15 mai 1911.

dans ce but d'attribuer à ce dernier, par la pluralité des votes, un pouvoir politique plus grand.

Ni l'une ni l'autre de ces explications ne nous donnent satisfaction. La nôtre sera claire et rapide, car elle empruntera les jalons déjà posés dans le courant de ce travail.

Si la société vivait, se multipliait, par l'individu seul envisagé, mâle ou femelle, on comprendrait que la participation du dit individu à l'organisation sociale devienne un attribut essentiel de sa nature.

Mais, l'unité sociale est le groupe humain qui perpétue l'état de société. La souveraineté, qu'engendre l'état de société, sera donc l'apanage de ce groupe personnifié par son mandataire et chef naturel : le *pater familias*. Et celui-ci exercera le droit de suffrage, expression de la souveraineté, sous forme de **Vote Familial**.

De la sorte, ce sera conformer la théorie politique au fait social.

SES CARACTÈRES. SES AVANTAGES

Une confusion que les adversaires du vote familial ne manquent pas d'entretenir, pour le perdre dans l'esprit du public, consiste à le rabaisser au niveau du vulgaire vote plural, très mal noté chez nous.

Les principes sur lesquels nous avons basé le suffrage familial ne permettent certes pas de découvrir une accointance quelconque entre ces deux modes d'élection, et protestent contre une pareille interprétation. Pourtant, lorsque nous tenterons d'accommoder notre doctrine aux réalités politiques, lorsque nous chercherons pour le suffrage universel une organisation un peu moins rudimentaire, forcément nous nous trouverons entraînés au système de la pluralité des votes. Afin de ne laisser aucun point de la question dans l'ombre, établissons ce par quoi se distingue le vote familial du vote plural proprement dit.

Les titres à raison desquels on peut posséder plusieurs suffrages, dans le vote plural, ont été dénommés « coefficients électoraux ». Parmi ceux qui, habituellement, sont proposés n'en retenons que quatre : la *richesse*, qui réserve la prépondérance politique au propriétaire, au rentier ; la *situation sociale*, qui se rapproche du précédent, et se précise dans la qualité de chef : chef d'usine, de commerce, magistrat, etc... ; l'*instruction*, qui favorise l'électeur pourvu d'un parchemin de bachelier ou de docteur ; la *famille* qui donne plus de voix à celui qui a une femme et des enfants.

Comme l'a fait la loi belge de 1893, il est même possible, de réunir ces divers éléments. Néanmoins, tout en reconnaissant que ce système n'a pas entravé, s'il n'a activé, la merveilleuse expansion économique et la marche hardie des réformes sociales chez

nos voisins, il ne faut pas songer un instant à son application en France, du moins dans l'un de ses trois premiers coefficients. Non pas qu'ils ne soient défendables — suffisamment de raisons les justifient ! — et nous ne les écarterons que pour des motifs que nous regrettons trop « opportunistes ». Mais ce qu'un régime démocratique ne peut leur pardonner, l'accusation dont ils ne se laveront jamais à ses yeux, c'est qu'ils sauvegardent des *privilèges*, le privilège de venir au monde avec des rentes, le privilège d'obtenir un diplôme... Vouloir les adapter à notre suffrage absolu, cela heurterait violemment le sentiment égalitaire que poussent à l'extrême nos concitoyens. Ne doit-on pas craindre de froisser cette démocratie, quelque peu ombrageuse ?

Le facteur de la famille offre un caractère diamétralement opposé qui ne peut plus éveiller les méfiances, et le différencie du tout au tout avec les autres aspects du vote plural. Si au regard de la nation ce serait accroître injustement l'inégalité qui pèse sur les hommes que d'avantager électoralement les propriétaires et les « capacitaires », ce reproche n'est plus fondé lorsqu'il s'agit d'attribuer un ou plusieurs votes supplémentaires aux chefs de famille. Le suffrage universel, dans la pensée populaire, s'attachant à la nature d'être humain, quoi de plus équitable que d'assurer une représentation à l'enfant, à la femme, tenus pour inexistants jusqu'à ce jour, politiquement parlant.

Le mariage et la paternité ne sont plus des privilèges :

la pluralité des voix repose ici sur des qualités accessibles à chacun. Tous les citoyens ont la faculté de contracter mariage, et tous peuvent aussi aspirer à la paternité... Tous ont, par conséquent, droit de prétendre à la pluralité du suffrage. Comment se formaliser de cette distinction qui va au père de famille, et résulte soit du hasard, soit de la bonne volonté et des services dont bénéficie le pays ?

Les objections, toujours est-il, n'émaneront pas du peuple, puisqu'il renferme le plus grand nombre de familles et les plus prolifiques. Réforme démocratique par excellence, le vote familial avantagerait les classes laborieuses ; et pour une fois, en leur faisant bonne mesure, on procurerait leur bonheur.

Nous croyons maintenant nécessaire d'indiquer tout le profit que retirerait la nation de l'établissement du vote familial.

Tout d'abord, n'apparaît-il pas que cette réforme constituerait un puissant encouragement au mariage et à la paternité ? C'est le vice obscur que révèle nos sociétés raffinées de retarder les unions, et surtout de ralentir la fécondité. La prime accordée à la famille produirait l'heureux effet de ranimer les énergies engourdies. Dans une république où chaque citoyen s'enorgueillit de son bulletin de vote, dont la valeur devient inappréciable à l'heure du scrutin, les efforts des uns et des autres ten-

draient à l'obtention de cette manne bienfaisante, le vote familial. Malgré les exigences d'ordre naturel auxquelles il faudrait se plier, le désir de développer leur pouvoir électoral, pour beaucoup, l'emporterait sur leur égoïsme et les inciterait à procréer. Nous verrions alors ce suffrage s'improviser l'actif stimulant, à la fois du progrès social et de la vitalité de la race. Précieux résultat qui ne doit pas laisser indifférent le législateur, et l'amener au contraire à honorer la paternité en lui assurant la prééminence politique.

On est ainsi fondé à considérer l'attribution aux pères de famille d'un droit de suffrage étendu, comme l'un des plus efficaces remèdes à la crise de natalité qui désole la France. Pourquoi ne pas penser que les bourgeois, et toute cette classe moyenne, qui se signalent par une étrange insouciance des destinées de la patrie en pratiquant la stérilité volontaire, ne s'alarmeraient d'une disposition qui menacerait de les déposséder du gouvernement ? Et ce serait tant mieux pour le pays si, pour conserver leur part d'autorité, ils se décidaient à renoncer au fils unique.

Un peuple n'existe pas seulement dans le présent, il vit encore dans l'avenir, et doit marquer ses sympathies à ceux de ses membres qui lui garantissent cet avenir en lui donnant des enfants vigoureux, futurs héritiers des traditions nationales. Chez nous, le suffrage universel ne connaît pas ces citoyens ; et l'on ne songe à eux que lors-

qu'on a besoin de leurs fils pour les envoyer à l'armée. Voilà qui est déconcertant.

Sans ouvrir le débat sur les *célibataires*, nous ne pouvons nous empêcher de dénoncer, en passant, l'égalité politique qui règne entre eux et les chefs de famille, quand leur situation et leurs obligations sociales s'accusent si dissemblables. « Le célibataire n'est que lui-même. Pour lui, c'est sans doute beaucoup, mais socialement c'est tout. Le père de famille, c'est lui, sa femme et ses enfants. Il est le présent comme le célibataire ; mais, par ses enfants, il est aussi l'avenir (1). » Semble-t-il raisonnable que le célibataire, qui n'a charge que de ses intérêts personnels, exerce autant d'influence par son vote que le père de famille, spécialement le père d'une famille nombreuse, qui supporte dans la société d'énormes responsabilités, et au sort duquel sont subordonnés le sort de 4, 5, 6 ou 10 autres personnes ? Je sou mets la question au libre examen et à l'appréciation de chacun.

Augmenter la puissance électorale du père ne serait-ce pas réaliser un acte de souveraine équité ? Est-ce à dire qu'il faille l'accroître au détriment des droits du célibataire à qui on retirerait le vote, comme quelques-uns le réclament ? Ne versons pas dans une intransigeance inopportune.

Ajoutons que cette suprématie politique confiée

(1) Heurtault, *Op. cit.*

au père de famille ne présenterait aucune difficulté d'application. La paternité qui relève de la déchéance de l'ignorance — clause d'incapacité insérée dans certaines législations — et de l'âge légal de la majorité, simplifie même les formalités de l'électorat. Le livret de famille supplée avantageusement aux conditions de domiciliation et de dignité requises par la loi ; il reste le meilleur brevet de moralité qu'on puisse décerner à l'homme.

LE VOTE FAMILIAL ET LE SUFFRAGE DE LA FEMME

Je ne suis pas féministe, ou plutôt je le suis à ma façon. J'estime qu'à l'homme seul, en principe, appartient le pouvoir social et je comprends qu'il se défende lorsque la femme cherche à le lui disputer. Cependant, si cette dernière consentait à accepter le rôle de « collaboratrice » de l'homme qui lui sied à ravir, elle trouverait dans le vote familial un fidèle auxiliaire à ses revendications légitimes.

En faisant de la faculté de voter un attribut de la nature humaine, on lance inconsidérément les femmes dans la politique ; et ne doit-on redouter d'elles les intempestives manifestations, les excès impardonnables, dont les suffragettes anglaises nous offrent le spectacle ridicule ? (1) C'est un tort de vouloir les livrer brusquement

(1) St. Mill, qui s'est placé au point de vue strictement individualiste, a été le théoricien de cet électorat.

Voici comment M. l'abbé Lemire, député, apprécie le rôle

à la politique, elles n'en ont pas le génie, et y échoueront piteusement. Attendons les déconvenues qui guettent M. Lloyd George et ses amis, le jour où ils auront cédé à ce caprice « de femme ». En France, les adeptes du système sont moins bruyants et se recrutent plutôt parmi les esprits avancés, bien qu'on rencontre dans ce milieu des noms qui étonnent, tel que celui de M. Bertillon...

La question du droit politique des femmes ne peut, en tous cas, demeurer en suspens et appelle une impérieuse solution.

Bluntschli l'apercevait dans le vote des chefs de famille. Il redoutait peu le suffrage féminin, « si l'on concède » d'ait au père le droit de voter lui-même pour sa femme « et pour chacune de ses filles, habitant avec lui (1). »

Pour le colonel Marchand, le Vote Familial constitue un moyen de transaction entre féministes et adversaires de l'émancipation de la femme. Voici, du reste, ses idées :

de la femme et juge l'action politique qu'on voudrait lui faire jouer :

« La femme est faite pour la famille et pour l'enfant : elle a le « gouvernement du foyer domestique ; c'a été là sa mission de-
« puis que le monde est monde. L'en faire sortir, la jeter sur la
« place publique dans les agitations de la politique, c'est l'op-
« poser à l'homme dans ce qui est le propre de l'homme, c'est
« faire d'elle une rivale au lieu d'une compagne. Et sous pré-
« texte de lui donner une voix et une action, c'est déformer
« ses facultés, dénaturer son rôle ; c'est, pour la protéger, anéan-
« tir en elle ce qui la caractérise et la distingue. » Cf. *Infra*,
p. 192.

(1) Bluntschli, *La Politique*, p. 281.

« Le suffrage de la femme, lorsque celle-ci fait partie
 « d'une famille, ne peut être que l'annulation du suffrage
 « du chef de la famille. Si l'on donne à la femme le droit
 « de vote, cela veut forcément dire qu'on lui donne le
 « droit de choisir son candidat. Or, si le mari choisit son
 « candidat et la femme le sien, les deux votes s'anni-
 « hilent et la famille n'est plus représentée. Ce que la
 « femme doit vouloir, c'est la reconnaissance légale de
 « son existence sociale, au même titre que le mari. La
 « question de savoir ensuite quelle sera la main qui por-
 « tera dans l'urne le morceau de carton, représentant le
 « bulletin familial, n'est qu'accessoire. »

« L'essentiel, c'est que la femme existe. Et elle com-
 « prendra qu'elle ne pourra conquérir ce droit éminent
 « à l'existence sociale qu'en s'appuyant sur ses enfants,
 « dont le nombre donnera autant de voix à la famille. Ce
 « sera là la grande force de la femme, qui ne doit se con-
 « sidérer que pour ce qu'elle est naturellement : la mul-
 « tiplicatrice de la capacité sociale de son mari (1) ! »

Nous partageons entièrement cette manière de voir. L'un des avantages les plus marqués de la forme de suffrage que nous préconisons, consiste précisément à concilier les droits de la femme avec ceux de l'homme sur le terrain de la famille.

Notre conception se pique d'ailleurs de réserver

(1) *Excelsior*, 2 mars 1912. Article du colonel Marchand sur le Vote Familial.

un franc accueil, dans une juste limite, aux aspirations féministes, et il serait même des circonstances où la femme obtiendrait la plénitude des droits politiques. A celle qui est le second chef de la famille incomberait parfois la mission de remplacer, dans l'action électorale, le mari qui aurait méconnu ses devoirs familiaux.

Ne faudrait-il pas, d'autre part, assurer une représentation aux mineurs orphelins de père ? Et la veuve chargée d'enfants, si souvent admirable d'intelligence, d'abnégation, franchirait la première, saluée de tous les respects, la porte qui lui ouvrirait les honneurs du Capitole...

§ 2

ESSAIS ET PROJETS D'ORGANISATION DU VOTE FAMILIAL. SES APPLICATIONS

Le Vote Familial, pénétrons-nous bien de cette pensée, n'est pas une belle invention à reléguer dans le domaine de l'utopie. Non, il a déjà donné ses preuves et fixé l'attention des peuples ; nous ne nous adressons donc pas à un inconnu.

Toutefois, nous sommes en droit de nous demander s'il a jamais été légitimé aussi sérieusement que nous avons essayé de le faire. Nos lectures ne nous ont généralement apporté en sa faveur que des raisons d'opportunité, appropriées à des situations politiques jugées défectueuses — raisons qui s'en sont allées comme elles étaient venues —, et non pas cette inébranlable théorie sociale de la famille sur laquelle nous avons prétendu établir le suffrage familial.

Quelles en ont été les différentes applications ?

I

LÉGISLATIONS QUI CONFÈRENT UN RÔLE POLITIQUE
AU CHEF DE FAMILLE

Nous ne ferons pas l'injure à notre pays de le mettre en parallèle avec les peuplades de l'hinterland de la Côte d'Ivoire qui, d'après les rapports du Colonel Marchand, tiennent la famille en grande considération, ou avec les naturels du Céleste Empire qui, suivant la doctrine de Confucius, fondent les principes de la société sur ceux de la famille.

Constatons simplement qu'en France, l'institution familiale, sapée par l'esprit démocratique et les conquêtes individualistes de la Révolution (1), s'est désagrégée ébranlant dans ses assises le corps social ; et qu'aujourd'hui tout émane de l'individu, le système égalitaire « un homme, une voix » réglant ou dérégulant, à son bon plaisir, la marche politique de la nation.

Nous avons eu pourtant une réalisation du vote plural, chez nous, dans ce qu'on a qualifié la loi du DOUBLE VOTE (2). Cette combinaison qui sacrifiait au coefficient

(1) Se reporter, à cet effet, au chapitre III, § 1.

(2) *Loi du 29 juin 1820* (*Moniteur Universel*, 30 juin 1820). A la révision de la Charte, en 1830, le double vote fut supprimé (art. 12).

de la richesse, où les électeurs les plus imposés de chaque département votaient deux fois, n'intéresse nullement notre suffrage familial. Nous en demeurerons là, à son sujet.

Tout est dit, en ce qui nous concerne.

Jetons, à présent, nos regards sur un pays de mœurs presque identiques aux nôtres : la Belgique.

La loi constitutionnelle du 7 septembre 1893, qui a organisé le vote plural, retient les principales causes de pluralité. Elle déclare que tout citoyen, âgé de 25 ans, aura droit à un vote ; puis accorde à l'électeur un ou deux suffrages supplémentaires, selon qu'il est : 1^o père de famille ; 2^o propriétaire ; 3^o diplômé, sans que nul puisse cumuler plus de trois votes. Des dispositions analogues, quoique plus restrictives, régissent les élections communales. L'article 47 spécifie que le vote du père de famille, — qui nous préoccupe uniquement, en l'espèce —, appartiendra aux citoyens, âgés de 35 ans, mariés ou veufs avec descendance légitime et payant une taxe d'habitation minimum de 5 francs, à moins que la loi ne les exempte de cette taxe par suite de leur profession.

Ainsi se dégage de cette législation un peu touffue, le suffrage familial. Lors des discussions parlementaires qui en précédèrent l'adoption, personne ne crut devoir le contester et les socialistes eux-mêmes l'acceptèrent. Il semblait, en effet, logique à tous que l'individu n'ayant dans la société d'autre intérêt que son bien-être personnel, ne pût peser du même poids dans la balance électo-

rale que le citoyen possédant une famille. La condition exigeant que le père eût un logement imposé pour un revenu infime compléta, par une vue pleine de sagesse, cette disposition ; elle poussa l'homme à installer les siens, grâce à son travail et son économie, dans un foyer décent. De ce fait, l'immense majorité des ouvriers et des paysans ont recueilli le bénéfice du vote familial, qui leur a permis de résister victorieusement à l'écrasement dont les menaçait le suffrage des riches et des « capacités ».

En ce moment, le problème électoral absorbe à nouveau toute l'activité politique du royaume. Libéraux et socialistes s'étaient mis d'accord pour supprimer le vote plural et instaurer le suffrage universel absolu. La Chambre belge ayant repoussé la motion de révision de la Constitution (1), les socialistes n'ont pas hésité à déchaîner la grève générale sur le pays, le 14 avril dernier. Ce cauchemar, qui a obsédé et bouleversé la Belgique pendant plus de huit jours, s'est enfin terminé sur le vote presque unanime de la Chambre des représentants, « répudiant et condamnant la grève générale. »

Comme conclusion à ces événements, il est probable que M. de Broqueville, le chef du Gouvernement, fera prévaloir son idée première : possibilité du suffrage universel pur et simple avec une double voix au profit des pères de famille, et peut-être même le droit électoral des femmes.

(1) Elle a été rejetée, le 7 février 1913, par 99 voix contre 83 et 2 abstentions.

Ce dernier projet embarrasse visiblement les groupes d'opposition ; mais les modérés de tous les partis paraissent assez disposés à reprendre le débat sur la base d'une formule transactionnelle de ce genre. Quelle tempête chez les suffragettes anglaises — je n'ose y songer — si le *vote for women* venait à triompher sur le continent, jusque dans la petite Belgique !

D'aucuns voient se dresser, dans l'avènement du suffrage universel, le linceul du parti catholique, des *cath-liqu's*, au pouvoir depuis 29 ans. Il serait à tous égards regrettable que la Belgique, pour risquer l'aléa d'une aventure où elle ne se ménagerait que surprises désagréables, abandonnât une politique qui a fait sa grandeur et hâté sa merveilleuse expansion économique (1). « Si donc « la Belgique cléricale reste un sujet de stu-
« peur pour les Français », il est certain qu'éclairée par
« les événements qui se passent chez nous, elle n'a aucune
« envie de suivre notre exemple... Tout prouve qu'au
« point de vue moral, comme au point de vue matériel,
« les Belges n'ont pas à se plaindre du Gouvernement
« qu'ils se sont donné en 1884, et qu'ils ont raison de lui
« continuer leur confiance (2). »

(1) N'arrive-t-elle pas au cinquième rang des puissances du globe, pour le commerce extérieur, et au premier rang, relativement au chiffre de sa population ?

(2) *Vingt-six ans de gouvernement catholique en Belgique*. Article de M. le baron Jehan de Witte dans le *Correspondant*. Cf. *supra*, p. 148.

Le Portugal jouissait également d'une législation électorale (1) qui tenait compte de la qualité paternelle. Pour devenir électeur, il fallait avoir 25 ans et, ou bien savoir lire et écrire, ou bien être chef de famille. Ici, la paternité était le succédané de l'instruction. La Révolution a balayé tout cela.

Observons, en outre, qu'un certain nombre d'états — ceux de l'Amérique espagnole, notamment — admettent que le mariage augmente les garanties de la valeur politique du citoyen et peut ainsi l'émanciper. Dans la Bolivie, l'Equateur, Costa-Rica où l'âge ordinaire de la capacité électorale est de 20 ans, et dans le Mexique, le Pérou, l'Uruguay où il est de 21 ans, on vote dès l'âge de 18 ans, si l'on se trouve marié. Au Chili l'âge légal de 25 ans est avancé, aux mêmes conditions, à 21 ans.

La coutume d'Andorre.

La survivance, dans la vallée perdue d'Andorre, d'une vieille coutume qui consacre l'autorité sociale des chefs de famille va, quelques instants, former l'objet de nos réflexions. Si insignifiantes qu'on se figure ces provinces rurales et pastorales d'une vingtaine de mille habitants, l'étude des mœurs, des caractères de cette petite nationalité de race catalane est infiniment précieuse pour notre documentation.

(1) *Loi du 8 mai 1878.*

La République d'Andorre, enclavée dans la chaîne des Pyrénées, se trouve placée sous la double souveraineté de la France et de l'évêque d'Urgel, lesquels sont chacun représentés par un « viguier. » Le gouvernement appartient à un syndic procureur général, assisté d'un conseil général de 24 membres dont la moitié est élue, tous les deux ans, par les pères de famille réunis dans leur paroisse.

Le droit est fondé, non sur des lois écrites qui s'étendent invariablement à la totalité du territoire, mais sur les coutumes sorties de la libre initiative des localités, dans les limites que trace une règle commune. Toujours l'avis des anciens y est prédominant et respecté.

Profondément attachée aux idées religieuses et traditionnelles, animée d'une véritable vénération pour la maison paternelle, cette population a conservé fortement organisée la famille, et les mariages y apparaissent féconds. « Tout le monde ou presque possède, avec quelques lopins de terre, une habitation qui fut celle des ancêtres ; et les Andorrans l'aiment de toute leur âme, cette *casa* où ils sont chez eux et où ils entretiennent la religion de la famille, avec son culte de traditions, de souvenirs et d'espérances... Femme, enfants, *concos* ou vieux garçons restés au foyer paternel, serviteurs, tout le monde vit sous l'autorité du *pater familias*, de l'aïeul, maître de la maison (1)... »

Dans ce régime où l'institution d'héritier, l'*heretament*,

(1) *La Coutume d'Andorre*, par Brutails, pp. 41 et 118.

est fréquente et réduit souvent la réserve — fixée d'habitude au quart — à peu de chose, le légitimaire se voit donc sacrifier à l'héritier chargé de maintenir la maison. Le privilège de masculinité ou d'aînesse n'a néanmoins rien de légal, ni de constant : une fille peut très bien devenir héritière. Le mérite des enfants, les intérêts de la famille guident, avant tout, les instituant dans le choix de l'héritier ; et celui-ci, qu'inspire à son tour le sentiment familial, se séparera rarement de ses parents, lors qu'il prend femme, pour créer un foyer distinct.

Nous étonnerons-nous, maintenant, que le droit électoral andorran diffère en tous points du nôtre. Les Conseils des vallées n'émanent pas du peuple, mais des familles, en qui réside toute souveraineté. Il n'y a qu'un électeur par famille et qui vote en son nom, c'est son chef.

Cette minuscule République applique ainsi, à notre porte, dans toute sa pureté et son ampleur, la doctrine que nous avons soutenue au cours de cette étude. Elle nous montre les instincts individualistes bridés par la loi de la famille, le droit des personnes ordonné en vue du bien-être familial et de la prospérité de la société ; elle nous présente le *pater familias* arbitrant, à l'exclusion de tout autre individu, les destinées du pays ; elle nous enseigne, enfin, comment les principes de vie sociale se sont perpétués parmi quelques milliers d'hommes simples qui, aujourd'hui encore, goûtent la paix dans la satisfaction de leur sort.

Au milieu du craquement sinistre des civilisations eu-

ropéennes, cette contrée offre un exemple presque unique de stabilité économique et politique. Nous sommes heureux de constater qu'un ensemble de faits sociaux corroborent si rigoureusement notre thèse.

Par analogie, notre pensée se transporte vers la commune de Saint-Marin qui a constitué, chez les chrétiens épars dans l'Empire romain, le premier état autonome. A l'origine, elle possédait pareillement son assemblée des chefs de famille, désignée sous le nom d'*arringo*, à qui était dévolue la magistrature suprême. Depuis, un pouvoir oligarchique s'est substitué au gouvernement patriarcal.

« Cependant, comme pour conserver un souvenir du passé, on réunit cette assemblée qui comprend tous les chefs de famille, deux fois par an, le 1^{er} dimanche qui suit les premiers avril et octobre (1). » Cérémonie devenues sans intérêt, puisque l'*arringo* ne participe plus effectivement à la direction des affaires publiques.

A San-Marino, la coutume n'a pas persisté.

II

DÉBATS POLITIQUES SOULEVÉS À L'OCCASION DE CE MODE DE SUFFRAGE.

PROPOSITIONS DE LOI DONT IL FAIT L'OBJET

Dès 1871, deux projets, tendant à l'établissement du vote familial, furent soumis à l'Assemblée nationale.

(1) *Répertoire général du Droit français*, t. XXXIII, p. 451.

Le 31 juillet 1871, M. le baron de Jouvenel déposait la première des deux propositions de loi (1). L'exposé des motifs proclamait que tout le monde a le droit d'avoir son mandataire dans l'arène politique ; seulement ce droit peut être directement ou indirectement exercé, selon qu'on se trouve personnellement capable ou qu'on subit une incapacité soit radicale, soit temporaire. Qui, en conséquence, va représenter les incapables ? Le père de famille, qui en a la garde et la responsabilité. Ne pas lui reconnaître davantage de droits qu'au célibataire, c'est oublier la réalité sociale, c'est faire abstraction des faits et des idées qui constituent le support de la société. Le suffrage universel n'exprime pas la volonté populaire si le chef du groupe familial, de cette collectivité parfois fort étendue, n'a pas plus de droit politique qu'une individualité isolée (2).

(1) *Journal officiel* 1871 (annexe n° 435), p. 2871 et suivantes.

(2) « C'est au foyer de la famille de chaque citoyen qu'il faut aller chercher les inspirations qui doivent présider à la confection de la loi régissant la grande famille nationale.

« Le chef de famille est le détenteur des conquêtes faites par l'esprit de dévouement, d'ordre et d'épargne ; il est le dépositaire des trésors que composent les accumulations du travail.

« La logique et la justice veulent qu'il représente tous les êtres dont il a la charge, que la loi civile place sous sa garde et sa responsabilité... Ne pas donner au père de famille, devant le scrutin, plus de droits qu'à l'enfant de 21 ans arrivé depuis hier à la majorité civile et politique, c'est porter une grave atteinte aux principes les plus respectables, les plus éminemment conservateurs de toute société, à la propriété, au travail, à la famille. » (*Proposition de loi* du baron de Jouvenel, exposé des motifs).

À la lumière de ces notions, M. de Jouvenel estime que le suffrage universel, ne faisant aucun cas de la famille, n'a jamais été mis rationnellement en pratique en France ; que sous tous les gouvernements démocratiques, il s'est institué le privilège d'une minorité très faible par rapport au chiffre des nationaux assujettis aux lois (1).

Pour remédier à cet état de choses, l'auteur du projet proposait de considérer, dans le citoyen, le représentant d'abord de son individualité personnelle, ensuite de sa femme, de ses enfants mineurs et des filles majeures restées dans la famille, et de ceux encore dont il deviendrait le tuteur ou le curateur légal. Il convenait alors d'attribuer à tout électeur autant de suffrages qu'il avait de personnes à sa charge, en qualité de chef de famille (2).

Le lendemain de la proposition du baron de Jouvenel,

(1) « En 1793, la Constitution est adoptée par 1.801.918 voix sur une population de 26.141.000 habitants. — En l'an III, la majorité, dite légale, qui vota la Constitution, se proportionne à la population comme 1 à 26. — En l'an VIII, c'est le septième de la population qui se prononce sur les destinées du pays. — En 1804, l'Empire est proclamé par une minorité de 3 millions de voix sur une population de 28 millions d'habitants. — Le prince Louis-Napoléon fut élu par le sixième de la population. — Le second Empire fut proclamé par une minorité qui ne représente qu'un peu plus du cinquième de la population. » (Baron de Jouvenel, *Id.*).

(2) *Article I* de la proposition de loi : « Tout électeur inscrit « sur la liste électorale a le droit d'exprimer un nombre de suffrages égal au nombre de personnes dont il a la charge légale, « comme chef de famille... »

le premier août 1871, le comte de Douhet présentait à l'Assemblée nationale le vote familial comme le mode désirable d'élargissement et de moralisation du suffrage universel (1).

Une pensée élevée inspirait l'exposé des motifs. Les pères et les mères, par cela même qu'ils ont vis-à-vis de leurs enfants des devoirs religieux, sociaux, patriotiques, doivent posséder en échange des droits corrélatifs dans le gouvernement de leur pays. Au premier rang de ces droits, se place celui du suffrage sans distinction de sexe ; toutefois, dans l'exercice du vote, on soumettra la femme au mari, conformément à la législation civile... En accordant au père des droits politiques proportionnés à la valeur et à la capacité numérique de chaque famille, il sera possible d'instaurer un suffrage universel sincère et légitime (2). Dorénavant, ce dernier qui a pour but de

(1) *Journal Officiel* 1871 (annexe n° 443), p. 2904 et suivantes.

(2) » Il est temps, ajoutait M. de Douhet, de moraliser le « suffrage universel en l'appuyant sur la base la plus large et la « plus respectable qui fut jamais : le mariage... Disons-le donc « hautement à l'Assemblée, en faisant dériver la capacité élec- « torale de la sainte autorité du mariage, nous qui délibérons « et gouvernons aujourd'hui au milieu d'une époque en ruine, « que risquons-nous ? Rien absolument, cette fois, que de nous « appuyer définitivement sur la vraie base des sociétés chré- « tiennes, sur la loi humaine et la loi de Dieu ; en d'autres termes, « sur la vraie loi du nombre, mais du nombre moralisé, s'expri- « mant au premier degré par la voix du père et de la mère. « Pourquoi cette loi tutélaire ne contiendrait-elle pas le prin- « cipe de la résurrection morale de la nation ? Dans tous les cas « quelle plus magnifique probabilité de salut ! » (*Proposition de loi* du comte de Douhet, exposé des motifs).

refléter l'autorité du nombre « ne se comptera plus par le
« simple vote individuel, mais par le suffrage accumulé
« des familles, représentées chacune par leur auteur na-
« turel, c'est-à-dire par le père. »

A cette fin, la proposition de loi, qui comprenait sept articles, donnait au père de famille autant de voix qu'il avait d'enfants, plus la voix de sa femme et la sienne propre (1).

Le projet du comte de Douhet, qui eut les honneurs de la tribune, et celui du baron de Jouvenel furent, avouons-le, fraîchement accueillis par l'Assemblée nationale. Elle rejeta la demande d'urgence, puis à quelque temps de là, après un bref débat, leur fit mordre à tous deux la poussière, le 8 décembre 1871.

(1) Voici deux des principaux articles dont les dispositions et le texte sont à retenir :

Art. 2 : « Chaque père de famille recevra de la loi la consécration de ce que Dieu lui a confié, c'est-à-dire la responsabilité de sa femme et de ses enfants, jusqu'à l'âge de l'électorat pour les garçons et jusqu'à leur mariage pour les filles. Le père de famille pourra donc déposer dans l'urne lors du vote, autant de bulletins qu'il a d'enfants, et deux en plus pour le suffrage de sa femme et le sien propre. »

Art. 5 : « La veuve, ayant un ou plusieurs fils, continuera à jouir de la capacité électorale qui sera exercée pour elle et ses enfants, au moment du vote, par le plus âgé d'entre eux, pourvu qu'il remplisse les conditions de l'électorat. S'ils sont tous mineurs à la mort du père, la veuve perd sa capacité électorale jusqu'à l'âge de l'électorat pour l'un d'entre eux. Si la veuve n'a que des filles, elle perd, avec ces dernières, son droit de suffrage ; mais elle pourra le reprendre, pour elle seulement, par l'entremise d'un nouvel époux, si elle se remarie. »

Malgré cet échec, le concept du vote familial n'a pas été abandonné au Parlement. S'y trouve-t-il en progrès ? Nous craindrions de l'affirmer, si la question de la réforme électorale n'avait réveillé l'idée endormie et suscité, ces années passées, de sérieuses initiatives dans ce sens. Arrêtons-nous, particulièrement, à une récente proposition de loi déposée par M. l'abbé Lemire, tendant — ainsi qu'elle en porte le titre — à assurer à la famille des *droits électoraux* (1). »

Les arguments mis en avant se réfèrent à plusieurs ordres de considérations, déjà bien rebattues :

« 1^o Tous les hommes sont intéressés à la bonne gestion des affaires publiques, mais nul ne l'est plus que l'homme marié et que le père de famille. » Or, l'on peut dire qu'actuellement la France est un pays gouverné par des célibataires ou des gens sans enfants : les statistiques en font foi. « 2^o Le vote familial est le correctif de tous les systèmes électoraux. » M. Lemire passe les divers scrutins en revue, signalant leurs lacunes que, seule, pourra combler cette forme de suffrage. « 3^o Le « vote familial est essentiellement démocratique, soit « qu'il s'agisse du vote représentant le mariage, soit « qu'il s'agisse de celui qui représente les enfants. » C'est dans le peuple qu'on se marie le plus facilement et que les familles sont prolifiques. Le vote pour les enfants nombreux sera la récompense des foyers qui

(1) *Proposition de loi* de M. Lemire, déposée le 7 juillet 1911.
— J. O. 1911. — Chambre. — Annexes N^o 1135.

les abritent à force de sacrifices et de privations. — « 4^e Ce vote a ses meilleures origines dans la tradition. Rien de plus ancien, et on peut dire de plus universel, et de plus naturel que le vote par feux. Il était tout autrefois. Il n'est rien aujourd'hui. Comme le Tiers-Etat, dont parlait Sieyès, il demande à être quelque chose. » — En conclusion, il était prévu dans les élections au suffrage universel, deux voix pour l'électeur marié, et trois lorsqu'il serait père de trois enfants vivants. Solution moins absolue que les précédentes que nous adopterons, du reste, pour notre part.

Ce projet, trop modeste en ses développements, ne semble pas attacher une importance suffisante au sujet qu'il traite. Nous doutons qu'il gagne à sa cause les membres de la Commission du suffrage universel.

Le sincère effort de l'honorable député n'en subsiste pas moins. Il ne paraît d'ailleurs pas étranger à certaines manifestations de volonté qui se sont faites jour dans d'autres assemblées politiques qu'au Parlement.

Notons un vœu présenté au Conseil général de la Seine, en décembre 1911, par MM. Chassaigne Goyon et Duval-Arnould (1), qui invitait le législateur à « admettre, dans le « projet de loi en discussion ayant pour but d'établir le « scrutin de liste avec représentation proportionnelle, le « vote plural basé sur la situation de famille des électeurs. »

(1) *Bulletin municipal officiel* du vendredi 22 décembre 1911.

Sans avoir la prétention de dicter à la Chambre sa conduite, ces conseillers demandaient que la nouvelle législation réservât une toute petite place à l'élément familial (1). Ils regrettaient que par une anomalie, injuste pour les individus et les familles, dangereuse pour la nation, la famille se trouve exclue complètement et sans compensation du système électoral français. Système qui, selon l'expression même de M. Chassaing Goyon, « confère le pouvoir politique à un nombre très « limité de Français, n'exigeant d'eux, pour l'exercice « de la souveraineté, que d'avoir au moins vingt et « un ans et de n'être ni des bandits, ni des aliénés.... »

Invokant la nécessité d'une étude approfondie, le Conseil général... a renvoyé à la 4^e Commission le vœu dont nous venons de faire connaître la teneur et les motifs.

III

AUTRES PROJETS D'APPLICATION

Il y a environ quarante ans, un écrivain attentif aux problèmes contemporains, Henri Lasserre, remettait à la Commission d'organisation du suffrage universel élue

(1) MM. Chassaing Goyon et Duval-Arnould n'ont attaché à leur vœu que la signification d'une « simple indication politique ».

Toutefois, M. Duval-Arnould a précisé sa pensée au sujet de l'application du vote familial. « J'accepterais volontiers, a-t-il

par l'Assemblée nationale, un projet de réforme électorale qui, depuis, a été repris en partie par le colonel Marchand. Il faisait l'objet d'une brochure, remarquable de méthode et d'ingéniosité : DE LA RÉFORME ET DE L'ORGANISATION NORMALE DU SUFFRAGE UNIVERSEL, dont voici l'idée maîtresse :

Le Parlement doit être constitué de telle façon qu'il soit l'image fidèle, la reproduction exacte, la forme semblable — au sens géométrique du mot — de la Nation. Toutes les opinions, tous les intérêts, tous les droits doivent, dans la proportion même qu'ils occupent dans le pays et sans aucune exception, être représentés. Le fonctionnement régulier d'une pareille conception électorale « amènera tous les votants, par le jeu même des institutions, à choisir librement toutes les supériorités ; il entourera constamment de toutes les lumières du pays chacune des décisions du gouvernement. »

Pour ce faire, il demeure indispensable de substituer au vote individuel le **vote familial**, où le père disposera d'autant de suffrages qu'il réunit de personnes sous sa coupe. La qualité de chef de famille ne préoccupe qu'accessoirement Lasserre ; la pluralité des votes qu'il lui attribue n'est, dans son esprit, que le moyen pratique d'assurer la représentation des femmes et des enfants.

« écrit, de limiter un peu ce vote par représentation. Par exemple, « tout électeur marié aurait droit à deux voix, plus une voix « supplémentaire s'il a deux enfants et une autre voix encore « s'il a quatre enfants au moins. » *La Libre Parole*, 7 janvier 1912.

S'ils ne détiennent pas l'exercice du droit, ils possèdent le droit lui-même ; et ce droit exige impérieusement, en politique aussi bien qu'en matière civile, l'intervention d'un tiers qui le fera valoir et respecter.

Les mandataires des femmes, enfants et tous incapables étaient de deux sortes : les uns légaux, comme le père et le mari, le tuteur et le curateur ; les autres contractuels, pour les femmes majeures veuves ou non mariées, ou encore celles dont le mari aura été déclaré indigne.

En définitive, tout chef de famille déposait dans l'urne, outre son propre vote, autant de bulletins qu'il y avait d'intérêts individuels groupés autour de lui. Le célibataire et le veuf sans enfants, le citoyen n'ayant pas de charge de tutelle, se contentaient d'un seul bulletin exprimant l'intérêt unique de leur individualité (1).

Plus près de nous, le Dr J. Bertillon s'est prononcé très expressément en faveur de la représentation de tous les enfants par les chefs de famille.

(1) Il n'est pas sans intérêt d'esquisser, dans son ensemble, l'organisation électorale conçue par Henri Lasserre.

A part la substitution du vote familial au vote individuel, son projet comportait la suppression des déclarations de candidatures. L'électeur voterait en toute liberté, sans sollicitation ni marchandage, pour ceux qu'il estimerait les plus capables et les plus dignes. C'en était fait de la pression gouvernementale, de la corruption et de la fraude électorale.

Le vote général une fois achevé, un million de noms, par exemple, étaient désignés. Parmi ce million d'élus — ou *man-*

Posant en axiome — nous l'avons vu — cette notion qu'aux droits civils correspondent des droits politiques, il lui semble logique que chaque être humain ait son porte-parole dans les conseils de la nation. Cependant, comment seront exercés ces droits politiques ? « Exactement, dit-il, comme le sont les droits civils, par l'intéressé, s'il est majeur ; par son tuteur, s'il est mineur. Le tuteur de l'enfant, étant presque toujours son père, notre formule laisse au père de famille son droit actuel en l'étendant considérablement. Il votera pour chacun de ses enfants ; il voterait même pour sa femme, si on persistait à regarder celle-ci comme une éternelle mi-

dataires-électeurs —, on faisait une sélection en prenant les 30.000 premiers par ordre décroissant du chiffre des voix obtenues. Chacun des mandataires électeurs votait alors pour l'un de ces 30.000 *mandataires-éligibles*, en reportant sur son élu le nombre de voix qu'il représentait lui-même au scrutin précédent.

Puis un nouveau scrutin avait lieu, où tout mandataire-éligible était appelé à reporter ses suffrages sur un autre éligible, ou à déclarer qu'il maintenait sur son propre nom les suffrages qu'il avait reçus. Les 3.000 citoyens ayant obtenu le plus de voix dans cette opération étaient proclamés *éligibles*.

Enfin, dans une seule séance, ces 3.000 éligibles, votant par le nombre de suffrages qu'ils représentaient et appliquant toujours le principe du report des voix, se concentraient progressivement, d'abord en 1.500, puis en 750, puis en 500 *élus*, « dans lesquels étaient ainsi reportés en dernier lieu, sans qu'il en manque une seule, les 40 millions de voix de la grande consultation initiale ».

« Ce projet, disait Ed. Drumont, qui présente une difficulté d'application plus apparente que réelle, offrirait l'immense avantage sur beaucoup de systèmes, d'être éminemment rationnel et absolument équitable... » (*La Libre Parole*, 6 juin 1911).

« neure. Mais, sans doute on abandonnerait une erreur « aussi blâmable... » M. Bertillon innove sur la théorie de Lasserre. Partisan résolu du suffrage des femmes, il espère qu'elles voteraient non seulement pour elles-mêmes, mais encore pour les mineurs dont elles peuvent se trouver tutrices, quand elles sont veuves, par exemple.

A ses yeux, le père de famille deviendrait donc le « grand électeur » de la démocratie. Et il termine sur cette pensée : « Ce serait juste, et aussi ce serait habile. « Car l'homme qui a charge d'âmes est nécessairement « plus réfléchi, plus pondéré, plus conséquent avec lui-même, que celui qui ne sent pas cette responsabilité (1) »

D'autres essais d'adaptation du vote familial, moins radicaux, attribuent aux pères de famille un nombre de voix simplement proportionnel au nombre de leurs enfants. C'est ainsi que M. Heurtault serait d'avis d'accorder une voix supplémentaire aux pères de 2 et 3 enfants, et une deuxième à ceux de plus de 4 enfants.

Dans une étude, publiée par la NOUVELLE REVUE, M. E. Heurtault produit, à l'appui de ses dires, de curieux calculs que nous tenons à résumer ici.

Il résulte, d'après le recensement du 24 mars 1901 (2) — les chiffres n'ont guère varié depuis cette époque — qu'il existe, en France, 8.580.000 ménages abritant

(1) Article du Dr Bertillon dans *L'Echo de Paris*, août 1910.

(2) A défaut de celui de 1906, dont les résultats détaillés n'étaient pas, à ce moment, connus de M. Heurtault.

35.850.000 personnes. Ces ménages, en supposant les chefs tous vivants, possèdent dans la bataille électorale 8.580.000 suffrages. D'un autre côté, on évalue le nombre minimum des célibataires jouissant du droit de vote à 2.370.000. D'où, il est facile d'en déduire que ces 2.370.000 célibataires ont un pouvoir politique supérieur au quart de celui des 8.580.000 chefs de famille qui, avec leurs enfants et leurs femmes, représentent une population quinze fois plus nombreuse (1).

En se reportant à l'un des tableaux de l'état familial de la population française, dressés par M. Heurtault (2),

(1) Proportionnellement encore, 2.370.000 chefs de famille qui représentent 9.900.000 âmes, ont exactement le même pouvoir politique que les 2.370.000 célibataires qui ne représentent qu'eux-mêmes.

(2) Voici ce tableau qui accompagnait l'étude de M. E. Heurtault, *Nouvelle Revue*, 15 mai 1911 :

Etat Familial	Célibataires et chefs de famille	Population correspon- dante	Nombre de voix
Célibataires . . .	2 373.790	2.373.790	2.373.790
Familles :			
sans enfant . . .	1.368.574	2.737.148	1.368.574
avec 1 enfant . . .	2.249.337	6.648.011	2.249.337
avec 2 enfants . . .	2.018.665	8.074.660	4.037.330 = 2.018.665 × 2
avec 3 enfants . . .	1.236.264	6.231.320	2.492.528 = 1.236.264 × 2
avec 4 et 5 enfants .	1.178.573	7.501.237	3.535.719 = 1.178.573 × 3
avec 6 enfants et plus	519.102	4.661.061	1.557.306 = 519.102 × 3
Totaux . . .	10.954.305	38.327.227	17.614.591

Avec le système de M. Heurtault, le nombre de voix attri-

on peut encore observer ceci : Si l'on envisage les familles de 3 enfants et au-dessus (le chiffre de 3 enfants étant celui à partir duquel la population d'un pays commence à augmenter), on constate qu'elles groupent 18.390.000 personnes, soit 48 0/0 de l'ensemble de la nation. Pourtant ces familles, au nombre de 2.940.000, ne disposent pas de 27 0/0 des voix électorales !

Inutile d'insister davantage. Notre suffrage universel ignore incontestablement la famille; pour lui, le célibataire et le père de famille ont la même valeur, comme si la société ne se composait que d'individus appartenant au seul sexe masculin et n'était pas, plutôt, une association de familles.

La répartition des suffrages politiques selon la situation familiale, proposée par M. Heurtault, aboutirait aux résultats suivants :

« Les 2.370.000 célibataires n'auraient plus, à
« 50.000 unités près, comme cela se passe aujourd'hui le
« même nombre de suffrages que les chefs de famille de
« trois, quatre et cinq enfants (population correspondante,
« 13.730.000 personnes), puisque ceux-ci se trouveraient
« en posséder 6.020.000. Les familles de 3 enfants et plus
(population correspondante, 18.390.000 personnes, ou

buées s'élèverait à 17.610.000 (dernière colonne) au lieu de 10.980.000, chiffre actuel des électeurs français.

Notons enfin que la population, qui était de 38.960.000 habitants, en 1901, a passé à 39.600.000 habitants, en 1911.

« 48 0/0 de la population envisagée) auraient 7,580.000
« suffrages, ou 43 0/0 du total...

« Les anomalies qui découlent de la situation actuelle
« seraient donc presque supprimées, et on aurait intro-
« duit un peu de clarté, de bon sens et de justice dans le
« suffrage universel (1). »

Nous ne pouvons qu'applaudir à la généreuse inspira-
tion qui a suggéré ces statistiques péremptoires.

IV

NOTRE PROJET

De ce suffrage familial, nous n'avons pas le mérite de
l'invention. Bien des devanciers nous en avaient déjà
frayé la voie ; marchant sur leurs traces, nous avons cru
découvrir des aperçus originaux et avons consigné d'in-
téressantes observations qui, à présent, nous amènent à
conclure qu'il importe d'élargir le droit électoral des
chefs de famille. Recherchons dans quelle mesure il con-
vient de le faire.

Comme peu conciliable avec les exigences démocra-
tiques, repoussons auparavant le système de la *représen-
tation absolue* qui ne répond pas non plus à nos idées

(1) Heurtault, *Id.*

doctrinales. Toutefois, si nous n'admettons pas qu'on porte sur la carte d'électeur d'un citoyen un nombre de voix égal au nombre de personnes dont il a la charge, il est possible de proportionnaliser ces suffrages d'après une règle d'équité solidement fondée. Mais quelle sera cette proportion ?

Nous nous sommes appliqués à démontrer que le droit de vote était un attribut de la souveraineté du chef de groupe ; nous demanderons donc, en sa faveur, la réalisation tangible de cette vérité. Nous avons fait remarquer qu'il serait téméraire de mépriser les dogmes, de profaner les autels du suffrage universel ; nous lui continuerons ce culte... en sceptique. Nous avons déclaré, qu'en certaines hypothèses, le suffrage féminin nous paraissait parfaitement acceptable ; nous en réclamerons cette application restreinte. Reste une dernière considération que nous allons aussitôt aborder.

Lorsque nous avons parlé de la DÉPOPULATION, nous aurions pu ajouter, avec le Dr Bertillon, que les familles françaises comptaient en moyenne un peu moins de trois naissances vivantes, et que la formule de perpétuité de la race pouvait s'énoncer de la sorte : « Il faut deux enfants pour remplacer les parents, et il en faut en outre un troisième, car sur les trois, il y en aura en moyenne un qui ne se reproduira pas. » (1) Ainsi le foyer normal exige trois enfants ; à partir de ce chiffre, la population

(1) Dr J. Bertillon, *Op. cit.*, p. 265.

d'un pays se maintient et tend à s'accroître. Le redoutable fléau de la natalité régressive est enrayé.

La famille qui — volontairement ou non, peu importe — n'élève pas trois enfants, s'impose des sacrifices insuffisants pour l'avenir de la nation. Par contre, celle qui engendre plus de trois enfants rend un service spécial à l'Etat dont il doit lui savoir gré et au besoin la dédommager, en même temps qu'assurer sa protection. « Le père d'une telle famille, observe M. l'abbé Lemire, qu'il l'ait voulu ou non, a contribué efficacement à la prospérité en hommes, vraie richesse d'une nation, force constitutive d'une race. Par lui, le présent survivra et l'avenir est assuré. Il y a là un fait d'utilité sociale, d'enrichissement humain qu'il faut reconnaître (1). » Quel meilleur gage de reconnaissance la société lui donnerait-elle que la consécration (en dehors de tous autres encouragements préconisés) d'un droit politique supérieur qui l'honorerait ?

Abstraction faite du suffrage universel, auquel on ne touche pas, encore une fois, voici comment nous concevons l'organisation du vote familial :

1^o **Une voix supplémentaire au chef de famille, ayant 18 ans révolus.** A défaut du père, décédé, indigne ou aliéné, le *filz aîné* majeur qui aurait assumé la responsabilité et la direction de la famille, exercerait ce droit de vote. Car l'aîné supplée le père absent ou déchu ; mais

(1) Exposé des motifs de la *proposition de loi* de M. Lemire. Cf. *supra*, p. 192.

s'il se mariait, le cadet deviendrait chef de famille. A défaut de descendance légitime mâle, la *veuve*, avec des enfants mineurs, recueillerait le bénéfice de ce suffrage. Il nous semble sage que cette femme, qui remplit si vaillamment le rôle du père, représente sa jeune famille au scrutin. Ce serait la belle et noble expression du vote des femmes.

Au sujet du père qui manquerait à ses devoirs familiaux envers sa femme et ses enfants, le colonel Marchand voudrait faire trancher la question d'indignité par un jury composé de chefs de famille. Nous préférierions, quant à nous, qu'on s'adressât aux magistrats qui connaissent de l'action en déchéance de la puissance paternelle.

2^o Une autre voix supplémentaire au chef de famille ayant au moins trois enfants vivants. Il garderait cette voix tant que ses fils ne seraient pas électeurs, et ses filles mariées : plus la famille comprendrait d'héritiers, plus il aurait de chance de conserver longtemps son troisième vote. A défaut du père, l'ainé ou la veuve, comme précédemment, disposeraient de ce suffrage.

La veuve ou le veuf sans enfants, les orphelins de père et de mère ne pourraient prétendre à ces voix supplémentaires, puisqu'ils ne forment plus que les éléments épars d'une famille disparue. Pour compléter ces dispositions, on déciderait enfin qu'un citoyen ne cumulerait plus de trois voix (1).

(1) Nous souhaiterions aussi que le Vote Familial soit complété par une disposition de loi déclarant le *vote obligatoire*. Ainsi

Avec la réforme que nous indiquons, environ 11.500.000 voix grossiraient celles du suffrage universel, tel qu'il se trouve aujourd'hui pratiqué, c'est-à-dire qu'elles les doubleraient.

que le disait M. Bernaert, « la liberté ne peut consister à s'affranchir de son devoir » ; et des peines, d'ailleurs minimales, ont été édictées en Belgique contre les électeurs qui, sans excuse légitime, s'abstiennent de voter.

LE SUFFRAGE UNIVERSEL ET LE
VOTE FAMILIAL

Il s'agit, maintenant, de savoir comment se concilierait le Vote Familial avec la souveraineté populaire ? Et si on peut lui reprocher, avec raison, d'être « attentatoire » au Suffrage universel ?

C'est précisément au nom de la justice et de l'universalité du suffrage, méconnues de la législation actuelle en dépit des apparences, que s'accomplirait cette transformation politique. Par elle, les éléments constitutifs de la famille verraient dorénavant sauvegardés leurs droits et leurs intérêts respectifs.

En quoi le suffrage universel pourrait-il se juger lésé par une réforme qui accorderait une distinction à *tout* chef de famille ? L'objection viendrait-elle de l'individu ? Certes non, tant apparaît vivace et naturel chez lui, le sentiment familial. « La première créancière d'un « homme, c'est la famille », a dit excellemment Cl. Janet.

Le suffrage universel s'alarmerait-il encore d'une ré-

forme qui ferait croître la distinction attachée au père suivant le nombre de ses enfants, d'une réforme qui stimulerait la vitalité du pays en encourageant la naissance du troisième enfant ? « Tout homme a le devoir de contribuer à la perpétuité de sa patrie exactement comme il a le devoir de la défendre (1). » Est-ce le suffrage universel qui, par hasard, se refuserait à rappeler ce devoir aux citoyens et même à les y inciter par son concours effectif ?

Comme nous l'avons expliqué au § 1, ce vote double ou triple ne s'appuie pas sur des qualités réservées à quelques-uns, mais sur une situation sociale à la portée de tous. Il ne rompt point l'égalité entre les individus, et ne sort pas lui-même de la norme ; correspondant à un fait d'une vérification aisée, il se trouve par là soustrait à l'arbitraire.

Si la malignité des politiciens ne s'en mêlait pas, le système que nous proposons s'introduirait sans difficulté, dans notre loi et nos mœurs électorales. Hélas ! la *Proportionnelle*, déjà en route et qui nous précède, s'annonce sous les plus fâcheux auspices. De la manière dont elle sera votée, en supposant qu'elle le soit, la R. P. ne réalisera plus qu'un faible progrès et ne donnera jamais qu'un mauvais rétamage du corps politique.

Pour relever complètement la France, pour permettre à toutes les aspirations, à toutes les revendications, à

(1) D^r J. Bertillon, *Op. cit.*, p. 265.

tous les intérêts matériels et moraux, à tous les désirs légitimes de la nation de s'exprimer il faudra, en définitive, recourir au *Vote Familial*. Constitué tout d'une pièce dans sa simplicité, nos législateurs ne pourront guère le mutiler en l'adoptant et détruire, avec le principe, sa bienfaisante influence.

Aussi le vote familial demeure-t-il, à notre sens, la grande réforme qui assurera une représentation plus morale, plus logique et plus équitable du suffrage universel. A la Révolution anarchique en marche, il substituera la Rénovation sociale.

Avant de terminer notre thèse, il reste à nous demander — question embarrassante, à vrai dire — si nous avons chance de voir en l'an de grâce 19..., nos vœux exaucés ? L'étrange odyssée de la R. P. devrait nous laisser bien incrédule, et cependant... pourquoi pas ?

« Un jour viendra, je n'en doute pas, écrivait Lamartine dans le *CONSEILLER DU PEUPLE*, où le père de famille aura autant de voix dans le suffrage, qu'il y a de vieillards, de femmes et d'enfants à son foyer ; car dans une société bien faite, ce n'est pas l'individu, c'est la « famille » qui est l'unité permanente (1). »

Jusqu'ici, rien ni personne n'ont infirmé cette conjecture ; elle subsiste toujours : puisse-t-elle être prophétique ! Je le désire ardemment.

(1) A. de Lamartine, *La France parlementaire*. Œuvres oratoires et écrits politiques, 3^e série (1847-1851).

CONCLUSION

Mesurons le chemin parcouru.

Contrairement aux affirmations de l'école individualiste, nous avons établi que la famille formait le fait sociologique naturel, qu'elle incarnait la cellule sociale, et que l'individu n'avait d'existence qu'en elle-même ;

Que la souveraineté nationale constituait la synthèse des parcelles de souveraineté propres à chaque groupement familial qui, dans la personne du père, se trouvait investi de la fonction politique du suffrage ; que sur la famille devait donc être construit l'édifice du droit — spécialement du droit électoral ;

Que l'Etat moderne était fortement intéressé à la conservation ou plutôt à la reconstitution du type familial stable ; et que l'œuvre de la résurrection de la famille ainsi que celle de la restauration de l'Etat demeuraient, non seulement solidaires, mais identiques.

Nous avons encore constaté, avec d'illustres et clairvoyants observateurs, que « la société était partout atta-

quée, ouvertement, par des hommes, par des doctrines, qui, sous prétexte de la refaire à neuf, menaçaient d'en ruiner et les bases morales et les assises matérielles (1) » ;

Que ses fondations séculaires apparaissaient toutes minées en même temps par le funeste épanouissement des divagations métaphysiques et des négations révolutionnaires et l'idée de Dieu, le sentiment religieux entraînant dans sa décadence le sentiment moral ; — et la notion de la famille, avec le pouvoir paternel et l'éducation domestique ; — et le principe d'autorité, sans lequel toute nation, au lieu d'être un corps vivant, ne semble plus qu'une foule sans cohésion ;

Que sous le coup de théories préconçues ou de creuses spéculations et par la déroute des vertus natives, la famille tendait à se désagréger ; que les germes de dissocation : individualisme outrancier développé par une aisance factice de la vie, déclin des vieilles croyances qui n'ont pas été remplacées, facilité croissante du divorce, etc... poursuivaient implacablement leur action meurtrière.

Nous avons aussi sondé les plaies du suffrage universel rongé par les agents de corruption qui le paralysent...

Notre examen détaillé nous a révélé que les ressorts

(1) Programme du Comité de Défense et de Progrès social, dont était président M. A. Leroy-Beaulieu.

de l'organisme national se distendaient sous l'effet d'une déplorable législation, dont les répercussions se faisaient inattendues, douloureuses ; et que ce peuple ne goûtait que l'illusion, non la réalité du progrès ;

Que nous ne possédions de la démocratie que l'apparence ; qu'en définitive, le mal dont nous souffrions c'était le désordre organisé, « l'anarchie dans la paix « de la rue (1). »

Vous sentez-vous assez gouvernés ? Parole — elle eut son heure de célébrité — qui exprime et résume à merveille notre pensée.

« Quant on voit à certains moments, disait récemment
« M. Al. Ribot à l'Académie Française, faiblir le culte
« de l'idéal et devenir plus violent le goût des plaisirs
« grossiers qui abaissent et menacent la vitalité de la
« race, quand la société paraît se laisser aller à un senti-
« mentalisme qui n'est trop souvent que la peur de l'ef-
« fort nécessaire, quand cela est presque une élégance de
« souffrir qu'on tourne en raillerie l'esprit de sacrifice,
« quand la discipline est partout relâchée, dans la fa-
« mille, dans le Gouvernement, on est parfois pris de
« doute. On se demande où va le monde... (2) »

Oui, où va le monde de ce train ? S'il n'y a plus de

(1) Ch. Benoist, *La crise de l'Etat moderne*, premières pages.

(2) *Discours* de M. Alex. Ribot, sur les prix de vertu. Séance de l'Académie française du 21 novembre 1912.

classes dirigeantes — on se plaît à le répéter — il y a toujours des classes responsables, et celles-ci ont pour devoir d'arrêter la Société dans sa course folle à l'abîme. Non point par un mesquin calcul, mais dans l'intérêt commun, il leur appartient d'accomplir la RÉFORME SOCIALE, c'est-à-dire la double réforme, et politique du suffrage universel, et morale de l'âme française.

Lorsque nous sommes entrés sur le terrain des possibilités pratiques, nous demandant comment la théorie du droit naturel familial pourrait percer notre droit public, tout en se pliant à l'opinion et aux contingences du jour, nous avons trouvé la réponse dans le vote plural du chef de famille. La famille, en effet, qui forme l'origine même du gouvernement, qui entremêle harmonieusement les divers éléments d'autorité monarchique, de hiérarchie aristocratique et d'égalité démocratique, s'est immédiatement imposée comme facteur prépondérant de la rénovation politique que nous rêvons.

Estimant qu'il ne saurait y avoir de grandeur pour un pays, de prospérité pour l'individu, de fécondité pour la race que dans et par la famille, nous avons voulu ennobler, fortifier cette dernière à l'aide du suffrage. Tout dans l'histoire ne démontre-t-il pas que l'énergie du corps social a sans cesse été en fonction de l'énergie de la vie de famille ?

Réfléchissons à ceci, toutefois : la loi reste impuissante, si les mœurs n'agissent pas dans le même sens qu'elle. Pour qu'une civilisation subsiste dans un Etat constitué,

il faut, bien plus encore qu'aux activités et d'abord, une direction aux pensées et aux sentiments de la masse.

Or, ce n'est pas un mince travail que de corriger les mœurs d'un pays qui a rompu avec toutes les disciplines, qui s'est affranchi de toutes les traditions. Nous sommes, à présent, si loin de nos pères que notre raison devient le plus souvent l'oubli de leur sagesse et nous pousse aux pires inconséquences : « Malheur aux peuples qui renient leur passé ; il n'y a pas d'avenir pour eux (1) ! »

Quoi qu'il en soit, en cette époque critique que nous traversons, où tant de gens ne songent qu'à désertier la terre, à briser le foyer, à méconnaître Dieu, il importe de refaire un tempérament, une mentalité à la nation. Il importe de lui inculquer avec la foi de ses ancêtres, le culte de la famille et du sol natal, seules forces qui assurent aux sociétés, affirmait Le Play, le bonheur fondé sur la paix. Qu'un souffle purificateur passe sur ce peuple, déjà résigné à tous les abandons, et substitue à l'égoïsme qui atrophie notre cerveau, cette expression supérieure de l'altruisme qui crée l'amour de la famille — cette petite patrie —, et l'amour de la patrie — cette grande famille ! *Salus populi suprema lex.*

Tout le secret d'une bonne politique consiste à savoir « adapter » les idées nouvelles aux anciennes. Souhaitons

(1) Cet anathème vient d'un homme qu'on ne peut suspecter de partialité : M. Viollet-Leduc, Préface au *Dictionnaire d'Architecture*.

donc que la réforme du **vote familial** pénètre les esprits, convertisse les hommes, et qu'elle vienne bientôt panser les plaies de notre suffrage universel.

Grâce à elle, les chefs de famille participeront plus efficacement aux affaires publiques. Par le souci des besoins et des droits qu'ils représentent, des responsabilités qui leur incombent, il est à présumer qu'ils donneront exemple de dignité, de sérieux, dans l'exercice de leurs devoirs électoraux. Ils rachèteront ainsi la médiocrité inévitable de la collectivité. L'empereur Auguste rappelait aux Chevaliers Romains que « ce sont les hommes qui font la Cité » ; en l'espèce, les pères de famille, les meilleurs de la Cité incontestablement, travailleront pour sa plus grande gloire.

Le pays serait-il incapable de se ressaisir en vue de l'effort que nous attendons de lui, effort qui doit marquer le commencement du salut national ? Le *civis gal-lus* n'atteindrait-il plus à l'antique *civis romanus* ?

Oh ! alors, nous serions bien gangrenés et il ne nous resterait guère plus qu'à méditer la parole de Saint Paul : espérer encore contre toute espérance.

Approuvé : Le Président

F. LARNAUDE.

Vu : Le Doyen

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES CONSULTÉS

- A. Aulard. — *Histoire politique de la Révolution française* (Paris, 1901).
- W. Bagehot. — *Lois scientifiques du développement des nations dans leurs rapports avec les principes de la sélection naturelle et de l'hérédité* (Paris, 2^e édit., 1877).
- Ch. Benoist. — *Sophismes politiques de ce temps* (Paris, 1893).
- *La Politique* (Paris, 1894).
 - *De l'organisation du Suffrage universel* (Paris, 1895).
 - *La crise de l'Etat moderne* (Paris, 1899).
 - *La Réforme parlementaire* (Paris, 1902).
- Bentham. — *Examen critique des Déclarations des Droits promulguées pendant la Révolution française*.
- Dr Jacques Bertillon. — *La dépopulation de la France* (Paris, 1911).
- L. Blanc. — *Révélations historiques* (Bruxelles, 1859).
- Bluntschli. — *La Politique*, traduction A. de Riedmatten (Paris, 1879).
- Bodin. — *Les six livres de la République* (Lyon, édit. Barthélemy Vincent, 1593).
- Bossuet. — *Discours sur l'Histoire Universelle* (Paris, édit. Lamy, 1802).
- F. Brunetière. — *Discours de combat. Les ennemis de l'âme française* (Paris, 1906).
- Brutails. — *La coutume d'Andorre* (Paris, 1904).

- A. Comte. — *Cours de Philosophie positive* (Paris, 5^e édit., 1893).
 Mgr H. Delassus. — *L'Esprit familial dans la Maison, dans la Cité et dans l'Etat* (Lille, Desclée, édit.).
 Deschamps. — *Les idées socialistes depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*. Cours de Doctorat (1908-09).
 L. Duguit. — *L'Etat* (Paris, 1901).
 Durkheim. — *Les Règles de la méthode sociologique* (Paris, 1895).
 A. Esmein. — *Eléments de droit constitutionnel français et comparé* (Paris, 4^e édition, 1906).
 Th. Ferneuil. — *Les Principes de 1789 et la Science sociale* (Paris, 1889).
 Th. Funck-Brentano. — *La Civilisation et ses lois. Morale sociale* (Paris, 1876).
 Fustel de Coulanges. — *La Cité antique* (Paris, 1900).
 E. Glasson. — *Le mariage civil et le divorce* (Paris, 2^e édit., 1880).
 Jules Jung. — *Famille, Population* (Paris, 1904).
 Laboulaye. — *Questions constitutionnelles* (Paris, 2^e édit., 1872).
 A. de Lamartine. — *La France parlementaire* (Paris, 1864-65).
 H. Lasserre. — *De la Réforme et de l'Organisation normale du Suffrage universel* (Paris, 1873).
 Fr. Le Play. — *La Réforme sociale en France* (Paris, 1866).
 — *L'Ecole de la Paix sociale, son histoire, sa méthode et sa doctrine*, brochure (Tours, 1881).
 — *La Constitution essentielle de l'humanité* (Paris, 1893).
 — *L'Organisation de la famille* (Paris, 1895).
 P. Leroy-Beaulieu. — *La question de la Population*.
 B. Malon. — *Le socialisme intégral* (Paris, 1890).
 Montesquieu. — *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence* (Paris, Gillequin, édit.).
 — *De l'esprit des lois* (Paris, Gillequin, édit.).
 A. Naquet. — *Religion, propriété, famille* (Paris, 1869).
 Planiol. — *Traité élémentaire de droit civil*, t. I et III (Paris, 4^e édit., 1908).
 Renan. — *Questions contemporaines* (Paris, 1876).
 J.-J. Rousseau. — *Du Contrat social*.
 De Savigny. — *Traité de Droit romain*, traduction Guenoux (Paris, 1840).

- H. Spencer. — *Justice*, traduction Castelot (Paris, 1893).
 — *L'Individu contre l'Etat*, traduction Gerschel (Paris, 8^e édit., 1908).
 Stuart Mill. — *Le Gouvernement représentatif*, traduction Dupont-White (Paris, 1865).
 H. Summer-Maine. — *Essais sur le Gouvernement populaire* (Paris, 1887).
 Vignes. — *La Science sociale, d'après les principes de Le Play* (Paris, 1897).
 Et enfin :
Le Répertoire général du Droit français.

II. — THÈSES

- P. Avigdor. — *Examen critique des tendances modernes dans le mariage et vers l'union libre* (Paris, 1909).
 J.-L. Chardon. — *La Réforme électorale en France* (Paris, 1910).
 Duguet. — *Du vote plural* (Paris, 1900).
 Levillain. — *Les caractères de la famille stable, d'après Le Play* (Paris, 1910).
 Mauranges. — *Le vote plural* (Paris, 1899).
 Tassart. — *Etude critique de la législation contemporaine concernant la famille* (Paris, 1910).

III. — MÉMOIRES, RAPPORTS, COMMUNICATIONS, ETC.

- J.-L. Bonnet. — *Rapport*, concernant la réforme électorale, présenté au 10^e Congrès radical et radical-socialiste (Rouen, 1910).
 M. Vernes. — *Mémoire* présenté au Congrès International de Droit comparé de 1900, sur la Représentation proportionnelle (*Recueil des rapports et mémoires*, pl. 34).

Il nous faut mentionner ici les deux importants *Rapports* de MM. Ch. Benoist et A. Groussier, sur la Représentation proportionnelle, annexés l'un et l'autre au procès-verbal des séances de la Chambre des députés des 7 avril 1905 et 16 mars 1911, (Annexes, nos 2376 et 826).

Notons également les discours et travaux de MM. E. Boutroux et Glasson à l'Académie des Sciences morales et politiques (*Compte-rendu*), l'exposé de M. Larnaude à la Société d'Etudes législatives (*Bulletin*), et la conférence de M. Ch. Lefebvre à la Sorbonne (*Nouvelle Revue historique*).

IV. — RECUEIL DE TEXTES OFFICIELS

Réimpression de l'ancien Moniteur.

Journal Officiel.

A ajouter les différents *projets, propositions de lois* qui ont fait l'objet de notre étude.

Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris.

Annuaire statistique de la Ville de Paris.

Annales parlementaires de Belgique.

V. — PÉRIODIQUES

1. Revues :

Le Correspondant.

La Foi catholique.

La Nouvelle Revue.

La Revue des Deux-Mondes.

La Revue Philanthropique.

Revue politique et parlementaire.

Les Questions actuelles (revue documentaire hebdomadaire).

2. Journaux :

A défaut des revues, les journaux nous ont parfois fourni une utile documentation. Citons :

L'Action.

L'Echo de Paris.

Excelsior.

Le Figaro.

Le Journal.

La Libre Parole.

Le Matin.

Le Temps.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	7
LA CELLULE SOCIALE : INDIVIDU OU FAMILLE	9
CHAPITRE PREMIER. — THÉORIE INDIVIDUALISTE	
DE L'HOMME-CITOYEN.....	11
§ 1. — <i>Exposé de la doctrine</i>	11
I. — J.-J. Rousseau et le Contrat social,...	11
II. — La Déclaration des droits	14
III. — L'Individualisme	16
§ 2. — <i>Critique et Réfutation</i>	21
I. —	21
II. —	26
III. —	31
§ 3. — <i>Nature du droit de suffrage politique</i>	34
CHAPITRE II. — THÉORIE SOCIALE DE LA FAMILLE....	
§ 1. — <i>Historique et exposé de la doctrine</i>	43
I. — Formation de la Société et de l'Etat..	43
II. — La famille antique. Son évolution,...	47
III. — Le Play, et la famille-souche. Son école.	54
§ 2. — <i>L'Etat moderne doit conserver le type fa-</i> <i>milial stable</i>	61
I. — Si la Société ne peut rien avec chacun	

des éléments de la famille, pris dans son individualité...	61
II. — ...Elle peut tout, au contraire, avec la famille envisagée dans son unité.....	64
La famille fonde la société à son image....	64
La famille, molécule sociale.....	65
La famille, réalité vivante.....	67
Conditions de prospérité de la famille....	69
§ 3. — <i>Le droit de suffrage politique représentatif du droit naturel familial</i>	72
CHAPITRE III. — L'ESPRIT DÉMOCRATIQUE, ENNEM. DE L'ESPRIT DE FAMILLE.....	79
§ 1. — <i>Comment s'est désagrégée la famille, en France</i>	79
I. — L'indissolubilité du mariage rompue par le divorce libérateur.....	80
II. — La puissance paternelle affaiblie par le Code et l'omnipotence de l'Etat.....	89
III. — La légitimité naturelle rivalisée par la légitimité de « contrebande ».....	94
IV. — L'autorité maritale combattue par le féminisme	96
§ 2. — <i>Comment reconstituer la famille</i>	101
I. — Le « respect » du mariage.....	102
Le « respect » du père	108
Le « respect » de la femme	113
Le « respect » de Dieu.....	117
II. — La famille et la dépopulation.....	119
CHAPITRE IV. — COMMENT RECONSTITUER LE CORPS SOCIAL	131
§ 1. — <i>L'individualisme et la démocratie</i>	132

I. — Le suffrage universel amorphe, expression de la souveraineté populaire.....	132
II. — Critique du suffrage universel pur et simple	135
III. — Dangers de la démocratie moderne..	138
§ 2. — <i>La réforme de la démocratie : l'organisation du suffrage universel</i>	143
I. — Dans son fonctionnement, par la Représentation proportionnelle.....	146
II. — Dans son fondement, par le Vote familial.....	156
CHAPITRE V. — LE VOTE FAMILIAL.....	161
§ 1. — <i>Etude critique du vote familial</i>	163
Le « pourquoi » du vote familial.....	166
Ses caractères. Ses avantages.....	169
Le vote familial et le suffrage de la femme.	175
§ 2. — <i>Essais et projets d'organisation du vote familial. Ses applications</i>	179
I. — Législations qui confèrent un rôle politique au chef de famille.	
La coutume d'Andorre.....	180
II. — Débats politiques soulevés à l'occasion de ce mode de suffrage. Propositions de la loi dont il fait l'objet.....	187
III. — Autres projets d'application.....	194
IV. — Notre projet.....	201
§ 3. — <i>Le suffrage universel et le vote familial</i> ..	206
CONCLUSION	209
BIBLIOGRAPHIE	215
TABLE DES MATIÈRES.....	219

Saint-Amand (Cher). — Imprimerie Bussière.
